



LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

REVUE MENSUELLE d'INFORMATION et de DOCUMENTATION
DE LA
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

“ Le 2^e Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale a, au mois de juillet dernier, condamné les guerres colonialistes et stigmatisé la mobilisation de certains peuples coloniaux contre d'autres peuples coloniaux.

Nous attendons aujourd'hui de vous une intervention immédiate et unanime contre ces injustes guerres déclenchées par les impérialistes dans les pays d'Asie.”

(Appel de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie aux travailleurs des U.S.A., de Grande-Bretagne, de France et de Hollande.)

SOMMAIRE

Éditorial :
Un bilan positif

Réunion
du Bureau Exécutif
à Pékin
(Novembre-Décembre 1949)

RESOLUTIONS DU B. E.

Conférence Syndicale
des Pays d'Asie
et d'Australasie
à Pékin
(Novembre-Décembre 1949)

Résumé des Rapports

RÉSOLUTIONS

Appel aux Travailleurs
des U.S.A., de la G^{de}-Bretagne,
de France et de Hollande

Manifeste
aux Travailleurs d'Asie

La famille des U.I.S.
s'agrandit :

Agriculture & Forestiers
Transports

Le 2^e Congrès des Syndicats
Tchécoslovaques

Le Mouvement Syndical Mondial

Revue Mensuelle d'Information
et de Documentation de la
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE
1, rue Vernet, Paris (8°)

●
Abonnements :

1 an	500 fr.
6 mois	275 fr.
Prix de l'exemplaire	50 fr.
ou son équivalence dans la monnaie de votre pays	

AGENDA DE LA F.S.M.

Conférences Constitutives des Unions Internationales des Syndicats

12 au 15 mars 1950, à Budapest (Hongrie) . *Travailleurs des Industries Chimiques et du Verre.*

TABLE DES MATIÈRES

Editorial : Un Bilan positif	2	— Rapport sur la situation syndicale en INDONÉSIE	29
REUNION DU BUREAU EXECUTIF A PEKIN, novembre-décembre 1949	4	— Rapport sur le mouvement syndical en IRAN.. ..	30
— Résolution du B.E. sur les tâches des organisations syndicales dans le développement de la lutte pour la Paix	6	— Rapport sur le mouvement syndical au VIET-NAM	31
— Résolution concernant les tâches et les activités de la F.S.M. auprès de l'O.N.U. et des Institutions spécialisées	7	— Rapport sur la lutte de la classe ouvrière dans l'INDE	32
— Le Programme de Revendications Economiques et Sociales de la F.S.M.....	8	— Rapport de la Fédération Syndicale du PAKISTAN	34
— Résolution du B.E. sur la création des Bureaux de Liaison en Asie et en Afrique, leurs fonctions et leur programme d'activité.....	8	— Rapport sur le mouvement syndical en BIRMANIE	35
— Résolution du B.E. sur les travaux des Unions Internationales des Syndicats.....	10	— Rapport sur la situation syndicale au SIAM.. ..	36
Le Bureau Exécutif de la F.S.M. félicite le camarade Staline	11	— Rapport sur le mouvement syndical en MALAISIE	36
LA CONFERENCE SYNDICALE DES PAYS D'ASIE ET D'AUSTRALASIE :		— Rapport sur le mouvement syndical en CHINE.. ..	38
— Ordre du jour. — Election du Présidium....	12	— Résolution concernant les Rapports sur les mouvements syndicaux dans les Pays d'Asie.. ..	39
— Discours d'ouverture par LIU SHAO-TCHI....	13	— Résolution concernant la Commission des Nations Unies dans le Sud de la CORÉE.....	41
— Rapport sur les activités de la F.S.M. concernant les Syndicats des Pays d'Asie, et sur les tâches de la Conférence, présenté par Louis SAILLANT	17	— Résolution sur la création du Bureau de Liaison de la F.S.M. en Asie.....	42
— Discussion et Résolution de la Conférence sur les activités de la F.S.M.....	22	— Appel aux travailleurs des États-Unis, de Grande-Bretagne, de France et de Hollande.. ..	42
— Rapport sur le mouvement syndical en MONGOLIE	23	— Manifeste à tous les travailleurs des Pays d'Asie	43
— Rapport sur le mouvement syndical de CEYLAN	24	— Discours de clôture de Louis SAILLANT...—	46
— Rapport sur les travaux des Syndicats Soviétiques	25	LA FAMILLE DES UNIONS INTERNATIONALES DES SYNDICATS S'AGRANDIT :	
— Rapport sur la lutte de la classe ouvrière du Nord de la CORÉE	27	— La Conférence Constitutive de l'U.I.S. de l'Agriculture et des Forêts	49
— Rapport sur le mouvement syndical dans le Sud de la CORÉE	28	— La Conférence Constitutive de l'U.I.S. des Transports	51
		— Note rectificative de l'U.I.S. des P.T.T. et de la Radio	52
		Le 2 ^e Congrès des Syndicats de TCHÉCOSLOVAQUIE	52

Un Bilan Positif

L'année 1949 prend fin. Elle a été marquée par des événements très importants au sein du mouvement syndical international. Ces événements se sont déroulés dans un sens opposé à celui qu'avaient imaginé les ennemis de la F.S.M.

Au début de l'année 1949, les adversaires déclarés ou sournois de la F.S.M. ont proposé que la grande organisation mondiale des travailleurs suspende ses activités. Cette proposition tendait à déposséder la classe ouvrière de ses moyens d'action sur le plan international. C'était une tentative de liquidation des liens internationaux de la classe ouvrière tels qu'elle les a conçus, voulus, dès la création de la F.S.M. en 1945. C'était vouloir stopper le développement croissant et le renforcement des rapports internationaux entre les travailleurs de toutes les professions, de toutes les nationalités, de toutes races ou religions. C'était une proposition rétrograde et réactionnaire.

Certains se demandaient : l'année 1949 allait-elle voir disparaître la F.S.M. ? Les gouvernements réactionnaires, à la tête desquels celui des Etats-Unis s'était placé depuis 1945 pour détruire notre organisation internationale, allaient-ils réussir dans leur projet destructeur ? Leurs agents serviles agissant même au sein du Bureau et du Comité Exécutifs de la F.S.M. allaient-ils réduire au silence la grande organisation internationale des travailleurs au moment où plus que jamais il était si nécessaire qu'elle fasse entendre sa voix, celle du mouvement ouvrier international ?

La F.S.M. a été assez forte pour réduire à néant l'opération dirigée contre elle. Non seulement l'année 1949 n'a pas sonné le glas de la F.S.M., mais chacun de ces douze derniers mois a offert le spectacle d'un redoublement d'action, d'un accroissement des efforts de notre organisation soit pour défendre avec conviction et fermeté les intérêts vitaux des travailleurs, soit pour parfaire son organisation intérieure et perfectionner ses moyens d'action.

La F.S.M. a trouvé dans la classe ouvrière, grâce à l'aide des organisations syndicales qui lui sont restées fidèles, les forces et les énergies nouvelles qui lui ont permis d'atteindre la fin de l'année 1949 avec un bilan de travail annuel qui ne fut jamais atteint dans les années précédentes.

Le 2^e Congrès Syndical Mondial à Milan a été

l'éclatante démonstration que la F.S.M. restait bien l'organisation vivante et représentative de la classe ouvrière dans le monde.

Les onze conférences syndicales professionnelles constitutives qui ont créé, au cours de 1949, les Unions Internationales des Syndicats pour onze branches d'industries différentes ont renforcé l'armature de notre organisation.

La Conférence Syndicale Pan-Asiatique du 16 novembre au 1^{er} décembre 1949 à Pékin a permis de contrôler d'abord, d'étendre ensuite, le rayonnement de la F.S.M. dans tous les pays de ces vastes régions asiatiques où vivent de millions et des millions de travailleurs, hommes et femmes, aujourd'hui en liaison directe avec la F.S.M. grâce à notre Bureau Asiatique installé à Pékin.

Dans tous les pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, la F.S.M. étend ses ramifications. Les travailleurs eux-mêmes et des dirigeants honnêtes et dévoués de la classe ouvrière, que nous ne connaissions pas ou presque, prennent des initiatives admirables pour effacer, dans leur pays, les traces des agissements honteux des Deakin, Carey, Green contre la F.S.M. et l'unité internationale de la classe ouvrière.

En France, en Italie, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Amérique Latine, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Afrique, en Asie, l'autorité de la F.S.M. auprès des travailleurs est plus grande que jamais.

Un journaliste réactionnaire, observateur attentif des événements syndicaux internationaux pouvait écrire, au cours de l'année 1949 : « *Les adversaires de la F.S.M. peuvent avoir pour eux des millions de dollars, la F.S.M. garde, malheureusement, pour elle et avec elle, des dizaines de millions de travailleurs répartis à travers le monde* ».

C'est la vérité. Nous ne disons pas, nous, « malheureusement », mais au contraire : « *Heureusement, la richesse de la F.S.M. c'est la fidélité de millions de travailleurs et leur attachement indéfectible à la cause de l'unité ouvrière* ».

Comment pourrait-il en être autrement ? Ils ont vu, au cours de 1949, la F.S.M. parlant en leur nom, pour eux, comme eux. Ils ont entendu la voix de la F.S.M. retentissant au sein du Conseil Economique et Social, en février-mars 1949, pour dénon-

cer les violations au droit syndical et les atteintes aux intérêts légitimes de la classe ouvrière. La F.S.M. se faisait entendre à nouveau dans la même enceinte en juillet-août pour demander des mesures immédiates pour enrayer le chômage dans les pays capitalistes et secourir immédiatement, et sans parcimonie, les travailleurs privés de leur emploi.

Comment les travailleurs du monde pourraient-ils ne pas se trouver avec la F.S.M. ? Ils la voient agir pour dénoncer les préparatifs d'une troisième guerre mondiale ; ils retrouvent dans l'action de la F.S.M. en faveur de la Paix, les motifs de leurs propres aspirations pour le maintien de la Paix qu'ils désirent ardemment ; ils réagissent, eux aussi, contre la guerre que préparent les impérialistes américains, ainsi que le fait sans arrêt la F.S.M.

Pourquoi des millions de travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux désignent-ils la F.S.M. comme étant leur organisation ? Parce qu'ils savent que la F.S.M. est pour leur libération nationale sans condition, elle dénonce l'esclavage colonialiste sans équivoque.

Lorsque la poignée de traîtres et de démagogues qui ont fait la scission internationale et créé « l'In-

ternationale jaune » leur offrent, soit le quatrième point du programme impérialiste de Truman, soit les services intéressés du Colonial Office du gouvernement britannique, les travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux se détournent d'eux pour aller vers la F.S.M. où l'on lutte contre la discrimination raciale, vers l'organisation où l'on accorde les actes à la parole, où la fraternité entre travailleurs de race et de nationalité différentes n'est pas conditionnée par de honteux marchandages ou de déshonorantes prébendes.

La F.S.M. est forte par les principes idéologiques et politiques qui sont à la base de son programme et de son action. Elle est forte par le nombre de ses adhérents. Elle est forte par le soutien fraternel et volontaire que lui accordent sans arrêt les travailleurs qui bâtissent le socialisme dans la grande Union Soviétique et ceux des pays des Démocraties Populaires qui s'acheminent avec assurance dans la voie du socialisme.

Oui la F.S.M. est fière d'avoir l'appui et le soutien des syndicats soviétiques. Contre eux est dirigée la haine des capitalistes et de leur valets. Il n'y a, à cela, rien d'étonnant. Ensemble avec tous les travailleurs, ils ont formé un nouvel Etat socialiste contre lequel se brisent les assauts de la réaction internationale. Ils ont une pleine cons-



Les scissionnistes anglo-américains, qui se sont attaqués en vain à l'arbre de la F. S. M. :
« Le pire c'est que ce diable d'arbre est toujours debout, et qu'il ne cesse de pousser... »

Les petits groupes-copeaux, de leur côté, piaillent :
« A bas les rouges ! Il faut collaborer avec les patrons ! »
Dessin de Gabriel, dans le
« Daily Worker », Londres.

ciences de leur responsabilité internationale envers la classe ouvrière de tous les pays. Cette responsabilité s'exprime dans un sens respectueux de l'internationalisme prolétarien.

Les syndicalistes bornés, chauvins et racistes de l'« Internationale jaune » ont déserté la F.S.M. parce qu'en face des syndicats soviétiques ils ne pouvaient qu'étaler leur égoïsme particulier ou leur mépris complet envers les aspirations et revendications de la classe ouvrière du monde entier.

L'année 1949 a mis en évidence le fait que seul

un mouvement syndical international imprégné de l'internationalisme prolétarien était en capacité de mériter le titre glorieux d'organisation représentative de la classe ouvrière internationale.

Au cours de l'année 1949, la F.S.M. a mérité davantage cet honneur et ce titre.

Au seuil de 1950, la F.S.M. est effectivement devenue une organisation contre laquelle la réaction se cassera les dents et par laquelle la classe ouvrière internationale obtiendra des victoires nouvelles.

Réunion du Bureau Exécutif à Pékin

Novembre-Décembre 1949

Les membres du Bureau Exécutif qui se sont rendus à Pékin pour la session du Bureau Exécutif et pour assister à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australie ont pu juger, au cours de leur long voyage, du prestige dont jouit notre Organisation parmi les masses travailleuses dans tous les pays, et de l'affection fervente que ces travailleurs témoignent à la Fédération Syndicale Mondiale.

Leur passage à Moscou ayant coïncidé avec le XXXII^e anniversaire de la Révolution Socialiste d'octobre, les membres du Bureau Exécutif ont assisté sur la Place Rouge, aux côtés du mausolée de Lénine, à l'imposant défilé des unités de toutes armes des forces de l'Union Soviétique, puis à l'immense et émouvante manifestation populaire qui s'ensuivit.

Dans le numéro antérieur de cette Revue nous avons publié le texte du salut fraternel adressé à cette occasion au Conseil Central des Syndicats Soviétiques par les membres présents du Bureau Exécutif.

La délégation de la F.S.M. put aussi observer l'effort gigantesque déployé dans la reconstruction, la transformation et l'embellissement de Moscou, qui, avec ses 6 millions d'habitants, compte parmi les premières capitales du globe.

L'accueil enthousiaste des travailleurs chinois

Depuis la station-frontière de Mandjouli, le passage du train spécial dans lequel la délégation de la F.S.M.

effectua le reste du voyage fut marqué, dans chaque ville importante du parcours, par d'enthousiastes manifestations populaires.

Partout travailleurs et étudiants des deux sexes, organisations féminines et groupements de jeunesse, ainsi que des détachements de l'Armée Populaire de Libération, s'étaient rassemblés très nombreux autour des responsables des organisations syndicales et des autorités locales pour accueillir les représentants authentiques du prolétariat mondial qui, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, se réunissaient en Chine — dans une Chine enfin libérée du double joug du féodalisme intérieur et de l'impérialisme étranger.

L'espace nous manque pour décrire ici les grands meetings de masse qui eurent lieu à Harbin, à Moukden, à Tien Tsin, et à l'arrivée de la délégation à Pékin. Tour à tour le Secrétaire général de la F.S.M. chacun des membres présents du Bureau, et les délégués de pays asiatiques à la Conférence Syndicale de Pékin, exprimèrent à l'héroïque peuple de Chine l'admiration et la solidarité des travailleurs du monde entier.

Le 21 novembre les membres du Bureau Exécutif eurent le grand honneur d'être reçus par le Président du Gouvernement Central de la République Populaire de Chine, Mao Tsé-tung, qui conversa longuement avec eux, s'enquérant auprès de chacun de la situation syndicale et des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière dans leurs pays respectifs. Le président Mao Tsé-tung exprima, en conclusion, sa ferme confiance en la victoire des forces de paix, de démocratie et de progrès, sous la conduite ferme et vigilante de la classe ouvrière.



Ci-contre : un aspect de la tribune au cours du meeting de Mukden. De droite à gauche : B. Blokzijl, A. Diallo, A. Le Leap, V. Lombardo Toledano, Lázaro Peña.

Le meeting de Pékin

Le 23 novembre eut lieu, dans l'immense cour centrale de l'ancien Palais Impérial, au cœur de ce qui fut pendant des siècles la Cité Interdite, une grande manifestation populaire en l'honneur de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie. Environ 40.000 personnes s'étaient rassemblées pour écouter le compte rendu succinct des travaux de la Conférence, présenté par les camarades Liu Shao-tchi, vice-président de la F.S.M. et président d'honneur de la Fédération Pan-Chinoise du Travail, et Hsiao Ming, président du Comité d'organisation de l'Union des Syndicats de Pékin.

Le maire de Pékin, Nieh Jung-chen, qui offrit aux représentants de la F.S.M. et aux délégués des pays asiatiques la bienvenue la plus cordiale, souligna combien la Conférence Syndicale contribuait au renforcement de la lutte pour la paix et la démocratie dans le monde. Puis au nom du Bureau Exécutif, Louis Saillant, L. Soloviev, V. Lombardo Toledano, Abdoulaye Diallo, dirent la répercussion qu'une telle Conférence, tenue au lendemain de la victoire définitive du peuple de Chine, aurait dans les organisations syndicales de tous les continents. Les délégués Ali Mardjono (Indonésie), Shankar Shelwankar (Inde), Ali Mahmed Zadeh (Iran), Luu Duc Pho (Viet Nam), Tsoi Gen Dek (Corée) et Abildish (Mongolie) exprimèrent à leur tour la gratitude et l'admiration des travailleurs de leurs pays pour les succès remportés par la classe ouvrière chinoise.

Avant, pendant et après la Conférence Syndicale Pan-Asiatique, le Bureau Exécutif a siégé à Pékin à plusieurs reprises, du 15 novembre au 8 décembre 1949, et a pris les importantes résolutions que nous publions ci-après.



Des dizaines de milliers de travailleurs de Tien Tsin vinrent accueillir la délégation de la F. S. M. et lui exprimer leur attachement à la cause de la Paix et de l'unité ouvrière internationale.

Résolution du Bureau Exécutif

sur les Tâches des Organisations Syndicales

dans le Développement de la Lutte pour la Paix

I. — Les résultats particulièrement importants enregistrés dans le travail de rassemblement des masses et des mouvements populaires en faveur de la paix à l'occasion de la Journée Internationale du 2 Octobre démontrent qu'il est nécessaire de reprendre l'idée de la Journée Internationale de Lutte pour la Paix et les Libertés Démocratiques, et de prévoir dès maintenant l'organisation de cette journée pour l'année 1950.

II. — Le Bureau Exécutif de la F.S.M. estime en conséquence que le développement de la lutte pour la Paix et les Libertés Démocratiques motive dans tous les pays un travail d'organisation pratique de cette lutte. La première phase de ce travail d'organisation consiste dans la coordination des activités des organisations nationales existantes affiliées à la Fédération Syndicale Mondiale, à la Fédération Démocratique Internationale des Femmes et à la Fédération Mondiale Démocratique de la Jeunesse. Dans de nombreux pays, des contacts existent déjà, mais il apparaît qu'une attention plus grande doit être portée au fonctionnement de ces relations dans le cadre national.

III. — Toutefois, le Mouvement des Partisans de la Paix, issu du Congrès Mondial des Partisans de la Paix d'avril 1949, est un mouvement plus large que celui pouvant être couvert par l'association de la F.S.M., de la F.D.I.F. et de la F.M.J.D.

Ce mouvement doit être actif et, concrètement, un mouvement populaire et de masse. Il doit donc dépasser le stade de la coordination entre les groupements nationaux existant dans chaque pays, pour aller plus profondément encore, dans toutes les couches sociales de la population, recueillir des adhérents nouveaux au mouvement pour la Paix, des Partisans actifs de la lutte pour la Paix.

IV. — Le Bureau Exécutif de la F.S.M. rappelle aux Centrales Nationales qu'elles doivent accentuer leur participation aux Comités nationaux des Partisans de la Paix, ou prévoir et provoquer leur création dans les pays où de tels Comités n'existeraient pas ou n'auraient pas encore pris l'ampleur nécessaire.

V. — L'un des buts que doivent s'assigner les syndicats dans chaque pays, pour chaque profession et chaque localité, est de rallier tous les travailleurs organisés dans les syndicats affiliés à la F.S.M. à l'action conséquente pour la Paix et les Libertés Démocratiques. Les syndicats affiliés à la F.S.M. doivent aussi rallier au vaste mouvement populaire en faveur de la Paix les travailleurs membres d'autres syndicats que ceux de la F.S.M., ainsi que les travailleurs syndicalement inorganisés.

VI. — Des formes variées doivent être mises au point dans chaque pays pour élargir l'influence du Mouvement des Partisans de la Paix dans les rangs de la classe ouvrière elle-même. La recommandation essentielle est de créer des *Comités de Défense de la Paix, dans les entreprises et administrations, c'est-à-dire sur le lieu même du travail*. Partout où les conditions le permettent, la création de tels Comités doit être consi-

dérée comme un devoir à accomplir et comme la voie à suivre par les syndicats soucieux de donner un caractère concret et positif à leur campagne d'organisation et de propagande en faveur de la Paix.

Le Comité de Défense de la Paix sur le lieu du travail doit être plus large dans sa composition que la section syndicale d'entreprise. Il est indispensable d'y rassembler non seulement les travailleurs affiliés à des Centrales Syndicales différentes (dans les pays capitalistes), mais également des travailleurs et des travailleuses encore inorganisés sur le plan syndical.

VII. — Le rôle et les attributions de ces Comités de Défense de la Paix sur le lieu du travail peuvent être des plus variés. Le programme d'action et les objectifs de ces Comités, fixés sur le plan général par les Centrales Nationales, peuvent être très utilement complétés par les Unions Internationales de Syndicats (Départements Professionnels de la F.S.M.) et les Syndicats des différentes professions relevant de leur compétence.

VIII. — En général, tous les Comités de Défense de la Paix sur les lieux du travail doivent savoir se mobiliser pour être des organismes de diffusion de la presse, des publications, des tracts des groupements de Partisans de la Paix.

Les Comités des Partisans de la Paix des grandes entreprises peuvent également jouer un grand rôle sur le plan du rapprochement des peuples. Ils doivent prendre l'initiative de relations internationales soutenant et développant à la base l'action du Comité International du Congrès Mondial des Partisans de la Paix.

IX. — Le Bureau Exécutif encourage de telles initiatives et invite les syndicats à les populariser, afin que s'élargisse toujours le champ de ces relations internationales de base, centrées sur l'idée des rapports de peuple à peuple pour la défense de la Paix et pour la lutte en sa faveur.

X. — L'attention des Centrales Nationales est vivement attirée sur le fait que tout travail de propagande et de popularisation des textes et résolutions du 2^e Congrès de la F.S.M. et du Congrès Mondial des Partisans de la Paix doit s'accompagner d'un travail minutieux d'organisation pratique et concrète des masses.

Les Centrales Nationales s'aideront, dans ce travail d'organisation pratique, des résolutions et décisions de la F.S.M. qui lient à la lutte pour la Paix l'action des travailleurs en faveur de leurs revendications économiques et sociales, aussi bien que des revendications populaires rassemblant, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux notamment, les couches les plus larges de la population autour de l'idée de l'indépendance nationale.

XI. — Le Bureau Exécutif invite les Centrales Syndicales à prendre toutes les mesures utiles pour l'application de la présente résolution.

Session de novembre-décembre 1949.
Pékin.

Résolution

concernant les Tâches et les Activités de la F.S.M. auprès de l'O.N.U. et des Institutions Spécialisées

Le Bureau Exécutif de la F.S.M., réuni à Pékin (novembre 1949),

Rappelant que le 2^e Congrès Syndical Mondial a approuvé l'activité de la F.S.M. au sein de l'O.N.U. et recommandé aux Bureau et Comité Exécutifs :

a) De poursuivre énergiquement le travail entrepris pour garantir les pleins droits de représentation de la F.S.M. au sein du Conseil Economique et Social et des Institutions inter-gouvernementales et spécialisées,

b) De défendre avec ténacité et persévérance dans toutes les institutions internationales, y compris le B.I.T., les intérêts vitaux des travailleurs;

Considérant que la F.S.M., qui se trouve à l'avant-garde du camp de la Paix, doit soutenir de toutes ses forces l'activité des Nations Unies pour l'application concrète des objectifs de la Charte et des promesses arrachées aux gouvernements par les travailleurs pendant les hostilités, dans l'esprit de l'unité des Nations Unies réalisée au cours de la guerre victorieuse contre le fascisme et le nazisme;

Considérant qu'au moment où s'aggrave dans de nombreux pays la situation de la classe ouvrière et où celle-ci tend à être privée des droits qu'elle a laborieusement arrachés, les travailleurs du monde voient dans l'élargissement des activités et des droits de la F.S.M. auprès du Conseil Economique et Social, la seule garantie du succès des travaux des Nations Unies dans le domaine économique et social,

Déclare que la F.S.M. doit continuer et renforcer ses activités auprès des Nations Unies et des Institutions spécialisées pour défendre, par des propositions concrètes, les droits économiques et sociaux de l'ensemble de la classe ouvrière, car seule la F.S.M. peut procurer aux Nations Unies et aux Institutions spécialisées l'appui indispensable des travailleurs de toutes les tendances, puisqu'elle seule défend réellement les intérêts immédiats et permanents de tous les salariés sans distinction de nationalité, de religion, de race, d'opinion politique ou philosophique;

Prend acte du rapport sur les tâches et les activités de la F.S.M. auprès de l'O.N.U. et des Institutions spécialisées et en approuve le contenu;

Enregistre avec satisfaction l'action menée par la F.S.M. à la 9^e session du Conseil Economique et Social en ce qui concerne notamment la question du chômage et du plein emploi et celle des droits syndicaux;

Proteste contre le rejet, par la majorité des membres du Conseil Economique et Social, de propositions concrètes de lutte contre le chômage, formulées par la F.S.M. et considère que cette attitude dénote de la part de cette majorité la ferme volonté de s'opposer à toute mesure permettant d'enrayer le chômage toujours plus considérable et d'améliorer la situation toujours plus angoissante des chômeurs;

Proteste également contre la décision prise par le Conseil Economique et Social en matière de droit syndical, décision qui constitue un véritable acte de démission d'un des organismes les plus importants des Na-

tions Unies dans un domaine qui intéresse au premier chef les travailleurs du monde, et constate que cette démission est contraire à l'esprit de la Charte des Nations Unies,

Charge le Secrétariat de la F.S.M. :

1^o De poursuivre auprès des Nations Unies et des Institutions spécialisées, en collaboration avec les Centrales Nationales, son action tendant à combattre le chômage et à soulager la misère des chômeurs, en leur apportant une aide matérielle, étant donnée la situation économique toujours plus catastrophique dans un grand nombre de pays capitalistes;

2^o D'insister sur la nécessité pour le Conseil Economique et Social d'assumer les responsabilités qui lui ont été attribuées par la Charte, en ce qui concerne l'application intégrale des recommandations des Nations Unies en matière de droits syndicaux, et la participation indispensable de la F.S.M. au mécanisme d'application;

3^o D'entreprendre toute action en vue de l'élargissement des droits de la F.S.M. auprès du Conseil Economique et Social et de la consolidation de son statut ainsi que de la participation de la Fédération aux 2^o, 3^o et 4^o Commissions de l'Assemblée Générale et au Conseil de Tutelle;

4^o De demander l'inscription à l'ordre du jour de la 10^e session du Conseil Economique et Social de la discrimination dans le domaine économique et social dont souffrent les travailleurs en raison de leur race, de leur couleur ou de leur nationalité;

5^o De préparer des rapports sur le travail dans des conditions d'esclavage et sur le travail forcé dans certains pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux, et de soumettre ces rapports au Conseil Economique et Social des Nations Unies en demandant leur inscription à l'ordre du jour;

6^o De saisir les organismes compétents de l'O.N.U. d'une étude soulignant les effets des dépenses d'armements sur le niveau de vie des peuples, et de les inviter d'une manière très pressante à prendre toutes mesures susceptibles de conduire à une réduction des armements;

7^o De faire appel aux Unions Internationales de Syndicats (Départements Professionnels de la F.S.M.) intéressées pour que celles-ci, en liaison avec le Secrétariat, assument la représentation de la F.S.M. dans les réunions internationales de caractère purement technique ou professionnelles de leur compétence;

8^o De développer les moyens de travail du Service Economique et Social de la F.S.M., de manière à assurer efficacement l'exécution des tâches ci-dessus énumérées.

Session de novembre-décembre 1949.
Pékin.

Le Programme de Revendications Economiques et Sociales de la F. S. M.

Le Bureau Exécutif de la F. S. M., à sa réunion de Pékin, a formulé un programme concret de revendications et de défense des droits économiques et sociaux des travailleurs et travailleuses du monde.

Ce programme, qui reprend en le complétant

celui qui avait été élaboré sur la base des décisions de la Conférence Syndicale Mondiale de Londres en février 1945, est la preuve la plus éloquente de la fidélité de la F. S. M. à ses obligations et aux principes qui ont constamment guidé son activité. Ce programme sera l'objet d'une publication spéciale.

Résolution

sur la création des Bureaux de Liaison en Asie et en Afrique, leurs fonctions et leur programme d'activité

Considérant que les conditions dans lesquelles se déroule l'activité syndicale dans les pays de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique sont sensiblement différentes de celles de l'Europe, ainsi que les difficultés qui se présentent pour maintenir une liaison entre l'Exécutif de la F.S.M. et les organisations syndicales des pays ci-dessus,

Tenant compte que la nécessité de renforcer et de développer cette liaison dans les intérêts de la consolidation de l'unité de la classe ouvrière de tous les pays, de l'amélioration de l'échange d'expériences et d'informations et de l'aide pratique à apporter aux syndicats connaissant des conditions particulièrement difficiles,

Le Bureau Exécutif de la F.S.M. décide :

1° De créer un Bureau de Liaison de la F.S.M. auprès des syndicats des pays d'Asie et d'Australasie, un Bureau de Liaison de la F.S.M. auprès des syndicats des pays d'Afrique ;

2° De charger le Secrétariat de renforcer ses liaisons organiques de travail avec le Bureau de la C.T.A.L. considéré, conformément à la décision du Comité Exécutif de février 1949, comme Bureau de Liaison pour l'Amérique latine ;

3° Le Bureau Exécutif charge le Secrétariat de la F.S.M. d'étudier la possibilité de créer dans un avenir rapproché un Bureau de Liaison de la F.S.M. auprès des syndicats des pays du Proche et Moyen-Orient ;

4° La composition et les méthodes de travail des Bureaux de Liaison pourront varier selon les conditions concrètes de l'activité syndicale dans les groupes des pays indiqués ci-dessus. Pour la création de chaque Bureau de Liaison, le Bureau Exécutif adoptera une résolution définissant sa composition et ses méthodes de travail.

Le Bureau Exécutif adoptera également le budget de chaque Bureau de Liaison établi en collaboration avec les Centrales Syndicales Nationales intéressées ;

5° Fonctions du Bureau de Liaison :

Les fonctions fondamentales du Bureau de Liaison sont les suivantes :

a) Aider les organisations syndicales du groupe de pays donnés à expliquer et réaliser les décisions du Congrès et de l'Exécutif de la F.S.M. ;

b) Mener une propagande aussi large que possible au sujet des buts et objectifs de la F.S.M. et diffuser des renseignements sur son activité. Publier la revue de la F.S.M. et toutes autres publications ;

c) Lutter contre la politique scissionniste dans les rangs de la classe ouvrière et populariser par tous les moyens (presse, brochures, radio, etc.) les décisions et l'action générale de la F.S.M. ;

d) Etablir des contacts avec les Centrales Syndicales affiliées à la F.S.M. ainsi qu'avec les organisations syndicales progressistes qui, pour une raison quelconque, ne sont pas adhérentes à la Fédération. Recruter de nouveaux membres pour la F.S.M. ;

e) Informer la F.S.M. du développement du mouvement syndical dans le groupe de pays donnés ;

f) Les représentants du Bureau de Liaison, en accord avec le Bureau Exécutif, pourront participer aux réunions et conférences tant des Centrales Syndicales Nationales du groupe de pays intéressés, que des Syndicats et Fédérations ;

g) Le Bureau de Liaison rendra compte de son activité au Bureau Exécutif de la F.S.M. Pour cela, il adressera, chaque trimestre, un rapport complet sur son activité au Secrétaire Général de la F.S.M. Après examen au Secrétariat de la F.S.M., celui-ci soumettra le document aux membres du Bureau Exécutif pour adoption des conclusions ;

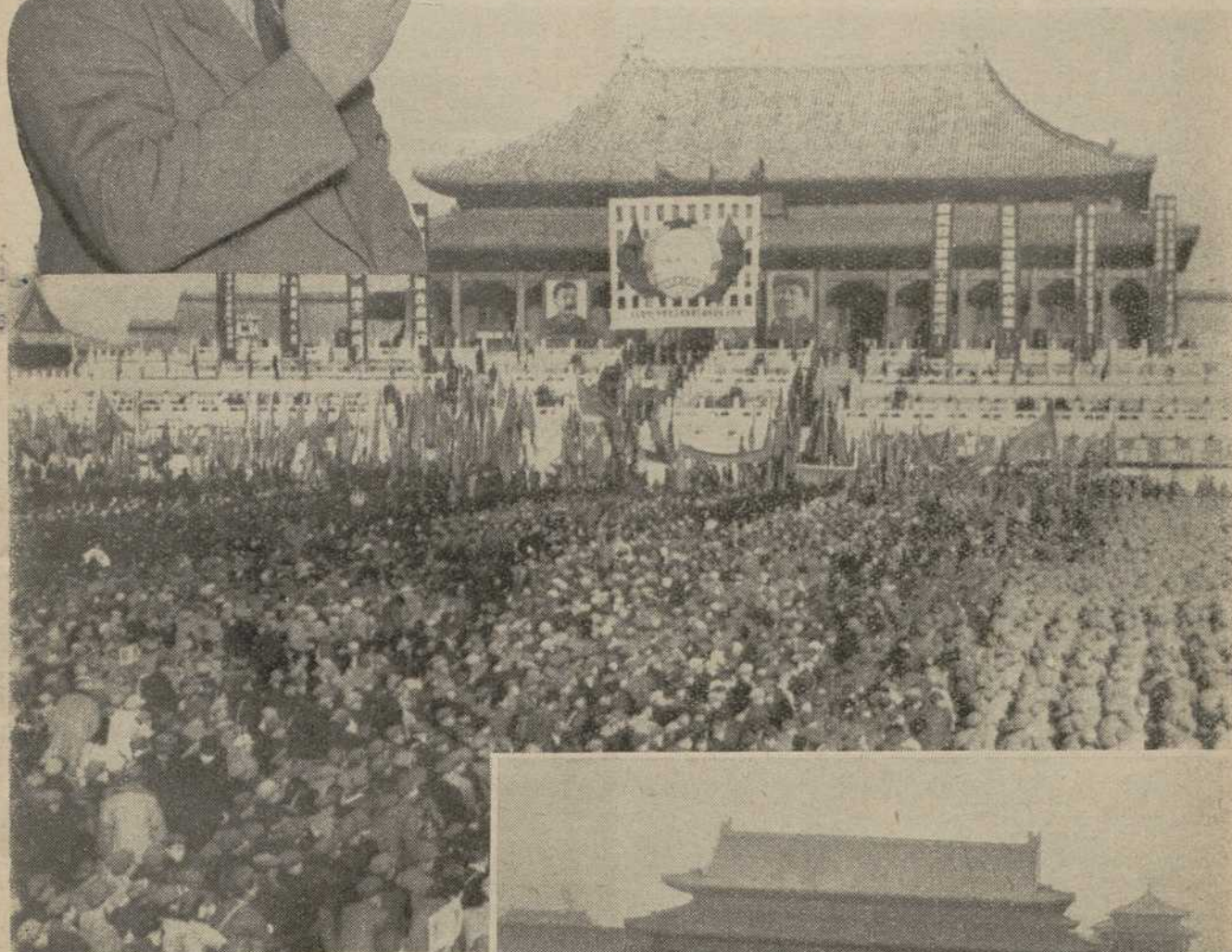
h) Le Bureau de Liaison est un organisme de travail de la F.S.M. Il ne doit pas être un écran établi entre les Centrales Syndicales Nationales et le Secrétariat de la F.S.M. et, par voie de conséquence, le Bureau Exécutif et le Comité Exécutif. Chaque Centrale Nationale conserve le droit et le devoir de maintenir et développer toutes ses relations directes avec les organes dirigeants de la F.S.M.

Le Bureau Exécutif charge le Secrétariat de la F.S.M. de conseiller en permanence les membres du Bureau de Liaison dans l'accomplissement de leur travail, le Secrétariat doit leur apporter toute l'assistance nécessaire dans l'application des règles et tâches définies dans la présente résolution.

Pékin,

Session de novembre-décembre 1949.

Le Meeting de Pekin



Environ 40.000 personnes prirent part, le 23 novembre 1949, à la manifestation populaire en honneur de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie. Cette imposante manifestation se déroula devant l'ancien Palais Impérial, au cœur de ce qui fut pendant des siècles la Cité Interdite.



Résolution du Bureau Exécutif de la F.S.M. sur les Travaux des Unions Internationales des Syndicats

Ayant entendu le rapport préliminaire sur le développement de l'activité des Unions Internationales des Syndicats par branche d'industrie, le Bureau Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale enregistre les premières mesures prises par les Unions pour la consolidation de la solidarité internationale entre les travailleurs unis par la communauté de leurs intérêts professionnels.

La création des Unions Internationales par branche d'industrie représente un renforcement de l'unité professionnelle internationale et une grande contribution à la cause de l'unité internationale de tous les travailleurs.

La tâche du renforcement de l'unité internationale des travailleurs sur une base professionnelle, de la défense constante des intérêts vitaux des travailleurs, de la coopération fraternelle, de l'entraide internationale et de la solidarité de classe entre les travailleurs est inscrite dans les programmes des Unions Internationales et dans les décisions du II^e Congrès Syndical Mondial, et ne peut être réalisée qu'au moyen du travail journalier, opiniâtre et systématique des Unions et des Organisations syndicales nationales qui y sont affiliées.

Le Bureau Exécutif de la F.S.M. enregistre l'activité des Unions Internationales des Syndicats des Marins et Dockers, des ouvriers du Bâtiment, ainsi que celle des Métallurgistes et des travailleurs des Industries Mécaniques, visant à la création de mouvements puissants de solidarité internationale au moment de la grève des marins canadiens, du mouvement des dockers londoniens et des grèves des travailleurs du Bois en Finlande.

Le Bureau Exécutif enregistre également l'activité des Unions Internationales de la F.S.M. pour la préparation et la tenue de la Journée Internationale de Lutte pour la Paix le 2 octobre 1949. Par un large travail explicatif, des appels, l'organisation de réunions, par des publications et des informations, les Unions Internationales ont largement contribué à la cause de la mobilisation de millions de gens simples du monde entier contre le camp de la préparation à une nouvelle guerre, pour une paix stable et pour les justes revendications de tous les travailleurs.

Le Bureau Exécutif enregistre avec satisfaction l'établissement de rapports de travail réguliers entre certaines Unions Internationales Professionnelles et le Service Economique et Social de la F.S.M. et notamment :

a) La désignation du Secrétaire de l'Union Internationale des Syndicats des Industries Métallurgiques et Mécaniques, en qualité de représentant de la F.S.M. au Comité de l'Acier de la Commission Economique pour l'Europe et la préparation en commun des interventions à présenter au nom de la F.S.M.;

b) Les travaux entrepris en commun par l'Union Internationale des Syndicats des Industries Métallurgiques et Mécaniques et le Service Economique et Social, en vue d'assurer la représentation de la F.S.M. auprès de la Commission des Industries Mécaniques et de la Commission du Fer et de l'Acier de l'O.I.T.;

c) Les travaux entrepris en commun par la Fédération Internationale de l'Enseignement et le Service Economique et Social de la F.S.M. aux Conférences sur l'Education des Adultes de l'U.N.E.S.C.O., les contacts permanents avec le Secrétariat de cette institution spécialisée et l'élaboration de propositions concrètes à sou-

mettre à l'U.N.E.S.C.O. en ce qui concerne l'éducation aux colonies et territoires dépendants, la démocratisation de l'enseignement, etc. La désignation du Secrétaire de la Fédération Internationale de l'Enseignement en qualité de représentant de la F.S.M. aux Conférences générales de l'U.N.E.S.C.O.

Le Bureau Exécutif de la F.S.M., du point de vue de l'orientation générale, constate que l'accroissement constant des contradictions économiques dans les pays du camp impérialiste conduit irrésistiblement ces pays vers une aggravation des conflits sociaux dont le poids principal retombe immanquablement sur la classe ouvrière. La grève des ouvriers agricoles en Italie coïncide dans le temps avec celle des marins canadiens et des dockers australiens et malais. La grève des marins canadiens et les mouvements de solidarité qu'elle suscite dans de nombreux pays prit à peine fin que de nouvelles grèves se déclenchaient en Finlande. La grève des sidérurgistes, des mineurs et d'autres ouvriers américains, d'une ampleur inconnue à ce jour, éclatait à la suite des grèves finlandaises.

Ces grèves, et les larges mouvements parallèles de solidarité, constituent un exemple éloquent de la maturité de la classe ouvrière. Elles justifient l'opportunité de la création des Unions Internationales des Syndicats par branche d'industrie. L'évolution des mouvements revendicatifs des travailleurs, les perspectives de mouvements nouveaux très larges dans les pays capitalistes, ouvrent aux Unions Internationales des Syndicats des possibilités très larges d'accroître leur activité. La force avec laquelle ces Unions pourront s'opposer aux objectifs réactionnaires des organisations patronales sera également un témoignage de l'utilité des Unions Internationales des Syndicats qui ne doivent jamais perdre de vue leur rôle essentiel : réaliser l'unité la plus large des masses ouvrières dans les branches d'industrie de leur ressort respectif.

Considérant que la courte période écoulée depuis la création des premières Unions Internationales auprès de la F.S.M. est insuffisante pour le développement le plus large de leur activité conformément aux décisions du II^e Congrès de la F.S.M. et tenant également compte de la nécessité d'établir une liaison efficace, de coordonner les actions, les informations mutuelles, et l'échange d'expériences entre les Unions Internationales déjà créées et celles en voie de création, le Bureau Exécutif de la F.S.M. estime utile de recommander la convocation d'une réunion entre les représentants des Unions Internationales (Départements Professionnels de la F.S.M.) au mois de mai 1950, à Budapest, dans les jours précédant la réunion du Comité Exécutif de la F.S.M. A cette réunion seraient convoqués les Présidents, Secrétaires Généraux et Vice-Présidents de chaque Union Internationale de Syndicats déjà constituée à cette date.

L'ordre du jour serait le suivant :

1^o Examen des expériences respectives de fonctionnement des Unions Internationales de Syndicats, et échange d'informations;

2^o Election complémentaire au Comité Exécutif de la F.S.M.

Le Bureau Exécutif charge le Secrétariat de la F.S.M. d'organiser cette réunion en collaboration avec les Unions Internationales des Syndicats.

Pékin,

Session de novembre-décembre 1949.

Le Bureau Exécutif de la F.S.M. félicite le camarade Staline

A leur retour de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie, les membres présents du Bureau Exécutif de la F.S.M. ont envoyé la lettre suivante au Camarade Joseph V. Staline :

Au Camarade

Joseph Vissarionovitch Staline,

La Fédération Syndicale Mondiale est heureuse de vous adresser son salut cordial et de vous exprimer son profond respect à l'occasion de votre 70^e anniversaire.

La Fédération Syndicale Mondiale est l'interprète des sentiments de dizaines et de dizaines de millions de travailleurs et travailleuses. En célébrant, le 21 décembre, votre anniversaire dans tous les pays du monde, les travailleurs manuels et intellectuels affirmeront leur affection et leur profonde estime. Par des volumes de production dépassés, des créations nouvelles, des œuvres d'art de haute qualité, des recherches et des études accélérées, le peuple travailleur, en Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires, dans toutes les professions, exprime la joie qu'il éprouve à fêter votre anniversaire.

Dans les pays capitalistes, les travailleurs ont produit pour vous de multiples cadeaux. Ils sont heureux de pouvoir affirmer, par ce travail, leurs sentiments de grande confiance à votre égard.

La Fédération Syndicale Mondiale voit dans tout cela les marques d'affection et de dévouement de la classe ouvrière mondiale au constructeur et au guide du premier Etat socialiste que le monde ait connu.

Les travailleurs du monde vous expriment aussi leur profonde gratitude pour tout ce que l'Union Soviétique, sous votre direction, a fait et fait encore en faveur de la Paix, de l'entente et de l'amitié entre les peuples de tous les pays.

Le rôle de l'Etat soviétique pour la défense de la Paix est immense. L'Union Soviétique est le meilleur rempart de la paix. Les travailleurs du monde savent que, par sa nature et ses objectifs, l'U.R.S.S. est fondamentalement un Etat pacifique.

La Fédération Syndicale Mondiale, dont l'un des buts est d'unir les travailleurs sans aucune discrimination de race, de nationalité, de couleur ou de sexe, considère comme déterminant l'enseignement que nous donne l'existence de l'Union Soviétique, qui a réalisé la coopération fraternelle de peuples divers au sein de l'Etat socialiste multinational.

Nous désirons vous assurer, camarade Staline, que la Fédération Syndicale Mondiale est solidement et fermement dans le camp des partisans de

la Paix. La lutte pour la Paix est, pour la Fédération Syndicale Mondiale et pour tous les syndicats du monde, un devoir essentiel. Voilà pourquoi la Fédération Syndicale Mondiale lutte activement pour le rassemblement des ouvriers contre les oppresseurs des peuples et fauteurs de guerre, contre l'impérialisme et le colonialisme.

La Fédération Syndicale Mondiale est et restera fidèle à l'internationalisme prolétarien. Les scissionnistes, traîtres à notre Fédération Syndicale Mondiale et à l'unité internationale, viennent de démontrer à nouveau que l'abandon de la juste position internationaliste dans le mouvement ouvrier conduit inévitablement au chauvinisme et à un alignement sur les positions des impérialistes.

La Fédération Syndicale Mondiale et les travailleurs du monde savent très bien que les visées criminelles et guerrières des impérialistes sont dirigées contre l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires.

Que les fauteurs de guerre n'oublient pas ce que la deuxième guerre mondiale a révélé au monde sur la puissance de l'U.R.S.S., sur le courage de son peuple, sur la vaillance et l'héroïsme des armées soviétiques placées sous votre ferme direction.

Les travailleurs du monde, eux, n'ont rien oublié. Ils savent que c'est l'U.R.S.S. qui a terrassé le fascisme hitlérien, en lui portant des coups écrasants.

Voilà pourquoi les travailleurs du monde s'opposent résolument aux campagnes antisoviétiques et bellicistes; voilà pourquoi ils refuseront de faire la guerre à leurs frères et amis de l'Union Soviétique et des Démocraties Populaires.

La grande autorité et le rayonnement mondial de l'U.R.S.S. proviennent du travail énorme que le peuple soviétique accomplit sous la direction du Parti Communiste, sous votre direction.

Nous vous souhaitons, camarade Staline, une très bonne santé, une longue vie pour le bonheur de votre peuple, pour la cause de la Paix, pour le bien de l'humanité.

Le Bureau Exécutif

de la Fédération Syndicale Mondiale :
Louis SAILLANT, Secrétaire Général;
Alain LE LEAP, Vicente LOMBARDO
TOLEDANO, Lazaro PENA, Berend
BLOKZIJJ, Frantisek ZUPKA,
Abdoulaye DIALLO, V.V. KUZ-
NETSOV, Vice-Présidents.

Le 16 décembre 1949.



Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie

(Pekin, 16 Novembre — 1^{er} Décembre 1949)

La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie, convoquée par la Fédération Syndicale Mondiale, s'est ouverte à Pékin le 16 novembre 1949. Elle réunissait 120 délégués représentant les Centrales Syndicales Nationales des 14 pays suivants : Birmanie, Ceylan, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Indes, Indonésie, Iran, Malaisie, Mongolie, Philippines, Siam, U.R.S.S., Viet-Nam. Les représentants des Syndicats japonais s'étaient vu refuser par le général Mc Arthur l'autorisation de quitter leur pays et celui des travailleurs d'Australie et de Nouvelle-Zélande ne put aller au delà de Hong-Kong.

Après que Louis Saillant, secrétaire général de la F.S.M., eût déclaré la session ouverte, la Conférence procéda à l'élection de son présidium, composé des neuf membres présents du Bureau Exécutif : Louis Saillant, Liu Shao Tchi, L. Soloviev, Lombardo Toledano, A. Le Léap, F. Zupka, A. Diallo, L. Peña, B. Blokziji, et des délégués suivants : Chen Yun (Chine),

Adilbish (Mongolie), Luu Duc Pho (Viet-Nam), Li Li-San (Chine), S. A. Wickremasinghe (Ceylan), Chu-Hsueh-Fan (Chine), A. Beissianov (R.S.S. du Kazakhstan), Tsoi Gen Dok (Corée du Nord), Liu Ning-I (Chine), Shankar Shelwankar (Indes), Ali Marjono (Indonésie).

La Conférence adopta, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant :

- 1) Rapport du Secrétaire général de la F.S.M. sur les activités de la F. S. M. pour aider les Syndicats des Pays d'Asie et sur les tâches de la Conférence ;
- 2) Rapports sur les mouvements syndicaux des Pays d'Asie ;
- 3) Etablissement d'un Bureau Permanent de Liaison de la F.S.M. en Asie.

Liu Shao Tchi, vice-président de la F.S.M. et président d'honneur de la Fédération Pan-Chinoise du Travail, prononça le discours d'ouverture suivant :

Discours d'Ouverture de Liu Shao Tchi

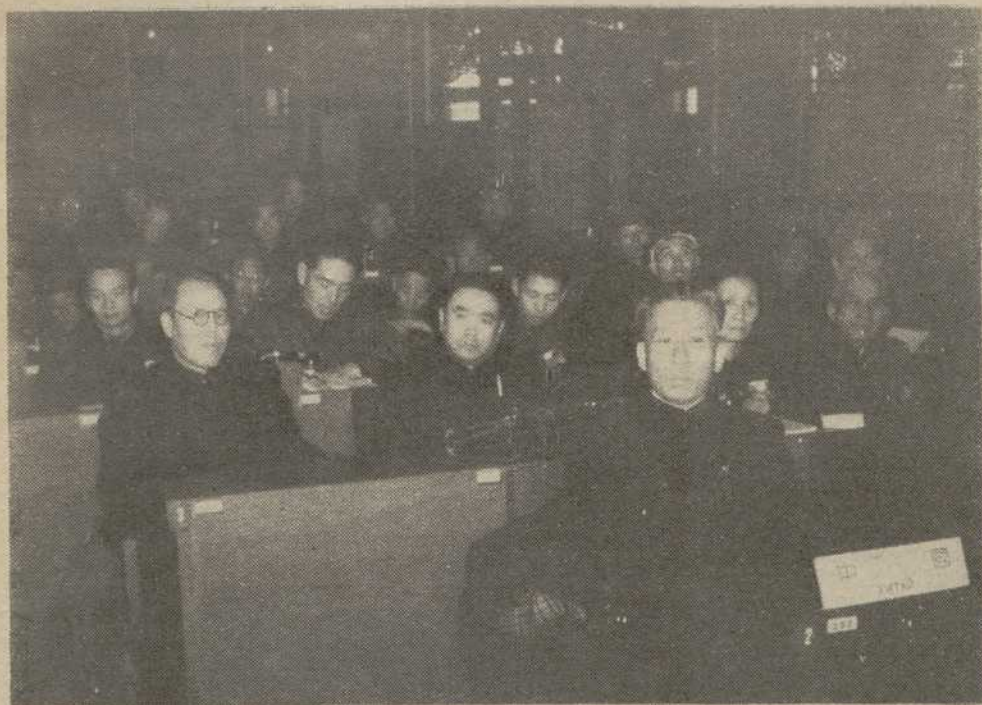
Au nom du Présidium, je déclare ouverte la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie.

Sous la direction de la Fédération Syndicale Mondiale et après une longue période de travail préparatoire, la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie s'ouvre aujourd'hui dans la capitale de la République Populaire de Chine, Pékin. La classe ouvrière de Chine et la Fédération Pan-Chinoise du Travail accueillent cordialement la convocation en Chine de cette grande Conférence Internationale ouvrière, et la considèrent comme un grand honneur.

Le fait que la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie puisse se réunir aujourd'hui en Chine est dû au développement vigoureux du mouvement syndical progressiste et du mouvement de Libération nationale en Asie et en Australasie. C'est une grande victoire dans le développement et la croissance des forces

syndicales démocratiques mondiales sous la conduite de la F.S.M., dans leur opposition à la politique scissionniste des dirigeants syndicaux réactionnaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, et en persistant dans l'unité et la solidarité du mouvement ouvrier international pour la défense de la paix mondiale, de la démocratie et des droits et intérêts de la classe ouvrière. En même temps, cela est dû également à la victoire décisive remportée par la grande révolution du peuple chinois sur le vaste territoire de la Chine.

Cette Conférence, réunie sur une telle base, va certainement faire avancer le développement du mouvement ouvrier progressiste, ainsi que le mouvement de libération, déjà très développé, en Asie et en Australasie. En outre, elle va promouvoir l'unité étroite de la classe ouvrière des pays d'Asie et d'Australasie, sur la base de l'unité étroite de la classe ouvrière internationale.



La délégation chinoise à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie. Au premier plan, de droite à gauche : Liu Shao-tchi, Vice-Président de la République Populaire de Chine ; Tchou Hsueh-fan, Ministre des P.T.T. ; Li Li-san, Ministre du Travail.

Notre Conférence va se dérouler sous la conduite directe du Bureau Exécutif de la F.S.M. Nous entendrons le rapport du camarade Louis Saillant, Secrétaire Général de la F.S.M., sur le mouvement ouvrier mondial, ainsi que les rapports des délégués de plusieurs Centrales Syndicales nationales de l'Asie et de l'Australasie. Nous allons également élaborer plusieurs résolutions et établir un organisme adéquat qui permette à cette Conférence de remplir les fonctions qu'on attend d'elle, dans le mouvement ouvrier mondial, et particulièrement dans le mouvement syndical et dans le mouvement de libération nationale de l'Asie et de l'Australasie. Les tâches qui incombent à cette Conférence sont grandes et difficiles ; son travail est colossal. Cependant, grâce aux efforts soutenus de tous nos délégués, notre Conférence obtiendra les résultats satisfaisants que l'on attend d'elle.

Camarades, sur les vastes territoires de l'Asie et de l'Australasie vit plus de la moitié de la population totale du monde. Sur ces territoires se trouvent de riches ressources, des peuples laborieux, ainsi que les cultures les plus anciennes. Les peuples d'Asie et d'Australasie auraient pu édifier leur vie dans le bonheur et la beauté, ainsi que leur culture à leur propre gré, si ce n'eût été le fait malheureux qu'un grand nombre de leurs pays ont été, pendant des siècles, envahis par l'impérialisme qui leur a imposé un système colonial ou semi-colonial. Les impérialistes ont exploité sans frein le travail des peuples coloniaux et semi-coloniaux et ont réprimé sans pitié leur opposition et leur résistance. C'est en raison de ce fait seulement que les peuples, et en particulier la classe ouvrière, de ces régions, ont été plongés dans l'abîme de la famine perpétuelle, de la mort et de l'obscurantisme.

Nourris qu'ils étaient par les richesses abondantes exploitées dans les colonies et les semi-colonies de l'Est

aussi bien que des autres parties du monde, les impérialistes, par conséquent, sont devenus suffisamment forts pour opprimer les travailleurs de leurs propres pays et pour les réduire également au chômage, à la faim et à l'oppression.

Les colonies et semi-colonies sont les bases de réserve de l'impérialisme, et sont indispensables à son existence. La soi-disant « civilisation » de l'impérialisme s'est édifiée par son règne criminel dans les colonies et semi-colonies. Le bonheur d'une minorité, édictée sur la misère de plus d'un milliard d'êtres humains dans les colonies, les semi-colonies et dans leur propre pays, telle est l'essence de la soi-disant « civilisation » des impérialistes. Il est donc nécessaire que les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux et les travailleurs des pays impérialistes s'unissent pour lutter ensemble contre leur ennemi commun : l'impérialisme. Et une telle unité doit, d'abord et avant tout, avoir pour centre l'unité de la classe ouvrière de ces mêmes pays. C'est là la seule voie conduisant à la libération des pays coloniaux et semi-coloniaux, ainsi qu'à l'émancipation des travailleurs dans les divers pays impérialistes.

L'oppression brutale et l'exploitation des colonies et des semi-colonies d'Asie et d'Australasie par les impérialistes ont provoqué de longue date une opposition et une résistance incessante parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux ; opposition et résistance qui se sont intensifiées et sont devenues mieux organisées de jour en jour. Depuis la fondation du premier Etat Socialiste du monde, et à la suite de la victoire remportée par la Révolution socialiste d'Octobre en U.R.S.S., le mouvement populaire des peuples coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme et pour leur indépendance nationale est entré dans une phase entièrement nouvelle et a acquis une portée et une signification mondiale. Et après la victoire remportée dans la Deuxième

me Guerre Mondiale, grâce à l'extermination de trois Etats impérialistes : l'Allemagne, le Japon et l'Italie, ainsi qu'à l'affaiblissement de deux autres : la Grande-Bretagne et la France, le mouvement de Libération nationale des colonies et semi-colonies s'est développé plus rapidement en force et en portée. Comme résultat, de ce développement, la Chine a pu remporter une grande victoire dans la guerre populaire de libération, menée sur une échelle d'une ampleur sans précédent, contre l'impérialisme et ses laquais, les réactionnaires du Kuomintang, et libérer un quart de la population du monde.

La guerre de Libération nationale au Viet-Nam a libéré 90 pour cent de son territoire ; la guerre de libération en Birmanie et en Indonésie se développe ; la guerre de partisans en Malaisie et aux Philippines contre l'impérialisme et ses laquais poursuit ses combats depuis une longue période ; et aux Indes des combats armés pour l'émancipation se sont également produits. Au Japon, le mouvement ouvrier progressiste se développe conjointement avec le mouvement populaire progressiste contre la tentative de l'impérialisme américain de convertir le pays en colonie. Le mouvement du peuple coréen pour s'opposer à Syngnam Rhee, fan-touche aux mains de l'impérialisme américain, et pour exiger l'établissement d'une République Démocratique Populaire unifiée en Corée, est devenu irrésistible. Les mouvements ouvriers et de libération nationale au Siam, dans les pays du Proche-Orient, ainsi qu'en Australasie, s'accroissent également.

Aux côtés du développement puissant des mouvements de libération nationale et des mouvements ouvriers dans ces colonies et semi-colonies se trouvent la puissante Union Soviétique, les Nouvelles Démocraties et les forces de paix et de démocratie dans le monde entier. Par conséquent on peut s'attendre sans doute aucun à ce que ces mouvements persisteront, se développeront et remporteront finalement la victoire. Le mouvement de libération nationale et le mouvement démocratique populaire dans les colonies et semi-colonies ne cessera jamais, jusqu'à ce que la victoire complète ait été remportée. Leurs luttes sont entièrement justes. Ils doivent être victorieux, et ils le seront. La grande victoire du peuple chinois leur apporte le meilleur exemple.

Pendant la guerre, les impérialistes avaient été obligés de promettre aux peuples coloniaux et semi-coloniaux la liberté de former leurs propres Etats indépendants après la guerre, et de choisir eux-mêmes un système en accord avec leur propre volonté. La guerre n'était pas plutôt finie, cependant, que les impérialistes revenaient sur leurs promesses et braquaient des fusils contre les peuples coloniaux et semi-coloniaux qui réclamaient leur indépendance. Ils entreprirent de saper la paix et employèrent les armes pour vaincre le mouvement d'indépendance nationale des colonies et semi-colonies. Devant ce fait, il est parfaitement justifié que les peuples coloniaux et semi-coloniaux mènent une lutte armée contre les attaques armées des impérialistes et pour leur propre indépendance nationale.

Les luttes armées des colonies et semi-colonies pour résister aux attaques impérialistes et pour conquérir l'indépendance nationale constituent une force puissante pour le renforcement et la défense de la paix mondiale, de la même manière que la victoire de la guerre de libération du peuple chinois a grandement affermi les forces de la paix et de la démocratie mondiales. Les combattants des guerres de libération nationale au Viet-Nam, en Birmanie, en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines, ont agi d'une façon entièrement correcte. Ils ne font que retourner contre les impérialistes les méthodes employées par les impérialistes eux-

mêmes pour la conquête des colonies. Je pense que notre Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie devrait appuyer les guerres de libération nationale de ces pays dans leur résistance contre les attaques des impérialistes et de leurs laquais. C'est seulement après la victoire de la guerre de libération nationale, après que les impérialistes auront été chassés des pays opprimés d'Asie et d'Australasie, qu'il sera possible de réaliser la libération de la classe ouvrière, d'élever le niveau de vie des travailleurs, d'améliorer les conditions de travail et d'assurer l'exercice des droits syndicaux dans ces pays. Il est impossible d'améliorer l'existence des travailleurs d'une manière fondamentale dans les conditions qui règnent tant que les impérialistes maintiennent encore leurs régimes coloniaux et semi-coloniaux. Lutter pour l'indépendance nationale et pour la démocratie populaire constitue, par conséquent, la tâche suprême de la classe ouvrière dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

La voie suivie par le peuple chinois pour la défaite de l'impérialisme et de ses laquais, et pour fonder la République Populaire de Chine, est la voie qui doit être suivie par les peuples des divers pays coloniaux et semi-coloniaux dans leur lutte pour l'indépendance nationale et pour la démocratie populaire.

La voie qui a conduit le peuple chinois à sa victoire peut être démontrée par la formule suivante :

1° La classe ouvrière doit s'unir avec toutes les autres classes, partis politiques et groupes, organisations et individus, qui sont prêts à faire front à l'oppression de l'impérialisme et ses laquais, afin de former un vaste front uni dans toute la nation et de livrer une lutte résolue contre l'impérialisme et ses laquais ;

2° Ce front uni dans tout le pays doit être dirigé par la classe ouvrière et son parti, le Parti Communiste, qui s'oppose à l'impérialisme le plus résolument, le plus courageusement, et avec le plus d'abnégation ; il doit s'édifier autour de la classe ouvrière et du Parti Communiste qui en sont le centre. Il ne doit pas être dirigé par la bourgeoisie nationale, hésitante et toujours prête aux compromis, ni par la petite bourgeoisie et leurs partis ;

3° Afin de permettre à la classe ouvrière et à son parti, le Parti Communiste, de devenir le centre en unissant toutes les forces, d'un bout à l'autre de la nation, contre l'impérialisme, et de conduire avec compétence le front unifié et national à la victoire, il est nécessaire de construire, à travers de longues luttes, un parti communiste qui soit armé de la théorie du marxisme et du léninisme, qui comprenne la stratégie et la tactique, qui pratique l'auto-critique et une stricte discipline et qui soit étroitement lié aux masses ;

4° Il est nécessaire d'établir, partout et chaque fois que cela sera possible, une armée nationale de libération conduite par le Parti Communiste, puissante et habile aux combats contre les ennemis, ainsi que les bases sur lesquelles elle compte pour ses activités, et de coordonner les luttes de masses dans les régions contrôlées par l'ennemi avec les luttes armées. La lutte armée est la forme principale de lutte pour la libération nationale dans beaucoup de colonies et de semi-colonies.

C'est là la route essentielle suivie et pratiquée en Chine par le peuple chinois pour remporter leur victoire. Cette route est la route de Mao Tse Tung, qui peut être également la route essentielle pour la conquête de leur émancipation par les peuples des autres pays coloniaux et semi-coloniaux où existent des conditions similaires.

La situation est parfaitement claire.

Les impérialistes, dans les colonies et semi-colonies, sont des bandits armés jusqu'aux dents, ils possèdent encore des forces puissantes pour dominer le peuple dans toutes les régions placées sous leur autorité. Nous ne devons pas sous-estimer ces forces. Dans ces régions, il est impossible à la classe ouvrière révolutionnaire et au peuple opprimé de renverser l'oppression de l'impérialisme et de ses laquais et d'établir un Etat démocratique populaire en suivant une autre voie, plus facile, que la voie que nous venons de spécifier. Si quelqu'un essayait de le faire, ce serait une erreur. En même temps nous devons nous rendre compte que les impérialistes sont isolés, spécialement parmi les peuples des colonies et semi-colonies. Et si l'on excepte leurs laquais, ceux qui s'opposent à eux sont innombrables, non seulement les ouvriers et les paysans, mais aussi la petite bourgeoisie, un ample secteur des intellectuels et de la bourgeoisie nationale, des colonies et des semi-colonies. Bien que le prolétariat soit la classe la plus résolument opposée à l'impérialisme, il constitue en général une minorité seulement de la population dans les colonies et semi-colonies. A cause de ces raisons évidentes, la classe ouvrière des colonies et des semi-colonies, si elle veut battre l'impérialisme encore puissant, doit unir, et elle est parfaitement capable de le faire, toutes les classes, les partis politiques, les organisations et les individus qui sont prêts à s'opposer à l'impérialisme et à ses laquais dans la formation d'un vaste front unifié dans toute la nation. C'est seulement ainsi qu'il sera possible de remporter la victoire ; autrement il serait impossible de le faire. Sous ce rapport, la première chose que doit faire la classe ouvrière est de s'unir à la paysannerie et d'établir une forte alliance entre les ouvriers et les paysans.

D'une façon générale, bien que la bourgeoisie nationale dans les colonies et semi-colonies soit opposée à l'impérialisme dans une certaine période et jusqu'à un certain point, et qu'elle puisse être une alliée de la classe ouvrière dans les luttes anti-impérialistes, cette bourgeoisie est faible, elle a de nombreuses relations avec les impérialistes, elle craint le véritable mouvement révolutionnaire des masses du peuple, elle est de nature vacillante et prête aux compromis : ce sont là des choses qu'elle ne peut surmonter elle-même. Par conséquent elle ne saurait jouer un rôle directeur ni servir de centre en unissant la nation tout entière et en formant un puissant front national unifié. Si elle était l'élément dirigeant du mouvement, elle en viendrait inévitablement à un compromis, à mi-chemin, au moment critique du développement du mouvement, et ferait dévier celui-ci vers la route de l'échec et de l'affliction. Il existe de nombreux exemples de ceci au cours de l'histoire, qu'il n'est pas besoin d'énumérer ici.

En ce qui concerne la petite bourgeoisie, bien qu'elle soit une classe résolument opposée à l'impérialisme, elle non plus ne saurait être la classe dirigeante dans les luttes révolutionnaires sérieuses en raison de ses nombreuses faiblesses. De sorte qu'au stade historique actuel, qui est le stade du règne de l'impérialisme, le mouvement de libération national des colonies et des semi-colonies ne peut être dirigé que par le prolétariat et son parti, le Parti Communiste, afin de remporter la victoire.

Il n'est naturellement pas facile de faire du prolétariat et de son parti les dirigeants de toute la nation. Ceci exige que le parti possède toutes les conditions nécessaires, la première étant qu'il se soit complètement assimilée la théorie du marxisme-léninisme, qu'il comprenne la stratégie et la tactique révolutionnaires et qu'il connaisse à fond le milieu dans lequel il agit, afin qu'il puisse formuler correctement les pro-

grammes, les mots d'ordre, les formes de lutte et d'organisation, et la coordination mutuelle de ces formes, au cours des diverses étapes des luttes révolutionnaires du peuple. En même temps, il doit posséder l'auto-critique et la discipline stricte et être lié intimement aux masses, afin qu'il puisse guider les grandes masses du peuple dans la conduite de leurs luttes concrètes, et les éduquer au point de vue de l'organisation et de la discipline au cours de ces luttes.

Le règne de l'impérialisme et de ses laquais dans les colonies et les semi-colonies ne laisse au peuple aucun droit démocratique, et il en fut ainsi en Chine dans le passé. Poursuivis de près par les impérialistes et leurs laquais, dans les villes, sous la terreur blanche, nos révolutionnaires étaient contraints de s'échapper dans les campagnes et les montagnes pour défendre leur propre existence les armes à la main. Toutefois, si ces luttes armées en légitime défense étaient restées seulement des luttes défensives, elles auraient été écrasées par les impérialistes et leurs laquais. En tenant compte de ce fait, il fut donc nécessaire aux révolutionnaires de s'unir étroitement aux paysans dans les campagnes ainsi qu'à tous les autres gens qui s'opposaient à l'impérialisme. Il fallut avoir recours à tous les moyens possibles pour briser les nombreuses campagnes « d'encerclement et de nettoyage » entreprises par les impérialistes et leurs laquais. Il fut nécessaire d'organiser des armées révolutionnaires régulières pour exterminer les armées des impérialistes et de leurs laquais. Toutefois, ce fut précisément à cause de cela qu'il devint possible d'édifier de puissantes armées révolutionnaires et finalement de chasser les forces de l'impérialisme et de ses laquais, et remporter la victoire dans les luttes de libération de notre peuple. Il est évident que si le peuple des colonies et des semi-colonies ne se défend pas lui-même au moyen des armes, il perdra tout. L'existence et le développement des organisations de la classe ouvrière et du front national unifié dépendant de l'existence et du développement de ces luttes armées. Tel est le cours inévitable que doivent suivre les peuples coloniaux et semi-coloniaux dans leur lutte pour l'indépendance et l'émancipation.

La lutte armée peut et doit être la forme principale dans les luttes populaires de libération de nombreux pays coloniaux et semi-coloniaux. Mais ceci ne veut pas dire que la lutte armée ne nécessite pas la coordination d'autres formes de lutte. La lutte armée doit être poursuivie à la campagne, alors que dans les villes et les régions contrôlées par l'ennemi, d'autres luttes, légales et illégales, de masse, doivent être conduites en coordination avec elle. En ce qui concerne le problème de la combinaison des luttes légales et illégales des ouvriers et des masses du peuple dans les villes occupées par l'ennemi, nous aurons à y revenir en détail plus tard, et je ne vais pas m'appesantir maintenant sur ce sujet.

Je considère que le but le plus important de notre Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie est de s'opposer à l'oppression impérialiste et féodale et de lutter pour l'indépendance nationale et la démocratie populaire. Donc, quant aux mesures concrètes que doit prendre la classe ouvrière des différents pays pour atteindre le but commun, elles devront être discutées en détail par notre Conférence. Pour atteindre notre but l'assistance fournie par la classe ouvrière et les forces de paix et de démocratie en Europe, en Amérique, ainsi que dans d'autres parties du monde, est indispensable. Notre Conférence s'oppose par conséquent à la scission au sein du mouvement ouvrier mondial ; elle appuie l'unité de ce mouvement, elle appuie la paix basée sur l'égalité entre toutes les nations du

monde et elle s'oppose à la tentative des fauteurs de guerre de déclencher une nouvelle guerre, ainsi qu'à leur complot malfaisant visant à leur assurer l'hégémonie mondiale. En même temps, la question de la protection des intérêts quotidiens de la classe ouvrière et de la conquête des droits d'organisation syndicale sera également portée à l'ordre du jour de notre Conférence.

Telles sont les tâches historiques dont cette Conférence réclame la réalisation. J'espère que les délégués présents discuteront et rempliront ces tâches.

A bas l'impérialisme !

Vive la victoire de la libération de tous les peuples opprimés dans les colonies et semi-colonies d'Asie et d'Australasie !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Vive le guide du mouvement syndical mondial uni, la F.S.M. !

Vive le succès de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie !

Vive l'émancipation de la classe ouvrière et des peuples des pays d'Asie et d'Australasie !

Réponse de Louis Saillant au discours d'ouverture

Dans une brève réponse au discours d'ouverture et de bienvenue du camarade Liu Shao-tchi, le Secrétaire Général de la F. S. M. exprima tout d'abord la gratitude de la F. S. M. envers la Fédération Pan-Chinoise du Travail, grâce à laquelle l'arrivée des délégués des organisations syndicales asiatiques et de la délégation de la F. S. M. avait été organisée dans les meilleures conditions pour assurer l'ouverture de la Conférence à la date fixée et le travail efficace de cette assemblée.

Louis Saillant rappela que, longtemps avant qu'elle ne s'ouvrit, on parlait déjà dans le monde entier de cette Conférence Syndicale des Pays d'Asie. Les travailleurs de tous les pays en discutaient pour se réjouir de sa convocation et lui souhaiter un plein succès. Mais les cercles impérialistes de Washington, Londres, Paris et Amsterdam, les exploiters du peuple, les colonialistes, les ennemis perpétuels de la classe ouvrière, nourrissaient de tout autres sentiments à son égard.

Une des raisons qui avaient poussé les dirigeants réactionnaires des syndicats britanniques et américains à proposer, en janvier dernier, la disparition de la F. S. M., était précisément leur désir d'empêcher la convocation de cette Conférence syndicale Pan-Asiatique. Parmi les prétextes fallacieux qu'ils avaient alors invoqués figurait cette allégation : « Qu'il n'existait pas en Asie de véritables organisations syndicales, que par conséquent on ne devait pas réunir une telle Conférence parce qu'elle serait une réunion politique. »

Malgré eux, cette Conférence s'est ouverte à Pékin, dans la salle même où s'est réunie il y a peu la Conférence Consultative Politique du Peuple et a été promulguée la nouvelle Constitution de la République Populaire de Chine. Les délégués

présents sont des représentants authentiques d'organisations syndicales authentiques. Notre Conférence aura, bien entendu, une orientation politique, puisque, fidèle aux intérêts de la classe ouvrière, elle aura à défendre le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, et par conséquent tous les mouvements de libération nationale.

A ce point de vue, la réunion de la Conférence Syndicale Pan-Asiatique dans ce pays, dans cette capitale, dans cette salle même, prend un caractère particulièrement symbolique. L'exemple donné par le peuple chinois à la fin de la première moitié du siècle aura certainement des conséquences formidables au cours du prochain demi-siècle.

Au nom du Bureau Exécutif de la F. S. M. et de tous les délégués présents, Louis Saillant exprima le souhait de voir les derniers restes des forces corrompues du Kuomintang définitivement chassés du territoire continental de la Chine avant la fin de l'année. Ce souhait était du reste celui de millions de travailleurs dans le monde entier. Car si certains gouvernements capitalistes hésitaient encore à reconnaître le Gouvernement de la nouvelle République Populaire de Chine, des millions de travailleurs de ces mêmes pays l'avaient déjà reconnue, eux, dans leur cœur. Et avec l'appui des forces démocratiques à travers le monde, la victoire finale est certaine.

Le Secrétaire Général de la F. S. M. affirma en conclusion que cette Conférence serait inspirée par l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Ses travaux renforceront les organisations syndicales dans tous les pays d'Asie et d'Australasie et, par cela même, créeront les conditions nécessaires pour la victoire des travailleurs et de toutes les forces progressistes dans le monde.

Séance du 17 Novembre 1949

Point I de l'Ordre du jour

Rapport sur les activités de la F.S.M. pour aider les Syndicats des pays d'Asie et sur les Tâches de la Conférence

présenté par Louis SAILLANT, Secrétaire Général de la F.S.M.

Cette Conférence qui se tient ici à Pékin est l'un des actes les plus positifs de la F.S.M. depuis sa création, en octobre 1945. Tous les travailleurs manuels et intellectuels, venus des grandes villes comme des régions rurales, hommes, femmes et jeunes de tous les pays d'Asie, saluent cette conférence avec enthousiasme. Pour sa part, le Bureau Exécutif de la F.S.M., agissant sur mandat du 2^e Congrès Syndical Mondial, apporte le témoignage de ses sentiments de solidarité et d'amitié durables envers les peuples travailleurs des pays d'Asie en saluant fraternellement cette Conférence au nom des 72 millions de membres de la F.S.M.

Cette Conférence a lieu à Pékin. Nous remercions chaleureusement la Fédération Syndicale Pan-Chinoise de son invitation et pour son amicale hospitalité. C'est un grand privilège pour nous tous d'être réunis dans la capitale de la Chine populaire et démocratique. Nous éprouvons une grande joie d'être en contact direct avec le peuple chinois qui vient de donner au monde un aspect politique et social nouveau, en donnant naissance en Chine à une nouvelle République Populaire. Nous venons des pays lointains, représentons tous les continents et les forces ouvrières de races humaines et d'origines sociales les plus variées. Nous avons été les témoins dans nos pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, de l'immense enthousiasme populaire créé par les victoires du peuple chinois et de son armée populaire de libération. Les victoires remportées dans ce pays sur le clan réactionnaire, exploiteur national du peuple chinois, sont considérées par des centaines de millions d'êtres humains dans le monde comme une défaite retentissante de la réaction internationale, comme un grand succès de l'humanité progressive.

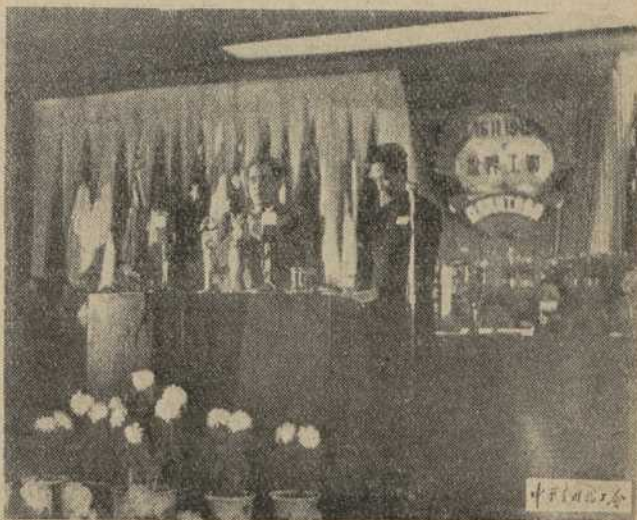
Notre admiration est aussi grande que notre reconnaissance envers celui qui a su conduire et animer cette historique libération du peuple chinois, le camarade Mao Tse Toung, maintenant président de la République populaire chinoise, que nous saluons à nouveau au nom de la Fédération Syndicale Mondiale.

Si Pékin a été acceptée comme siège de cette Conférence, c'est parce que nous savions pouvoir y délibérer en toute liberté. Nous étions sûrs de pouvoir trouver ici le respect de notre réunion et de l'usage le plus absolu des droits syndicaux qui sont l'honneur des nations vraiment démocratiques.

La Conférence Syndicale de Pékin n'est pas due à une innovation récente de la F.S.M. En octobre 1945, le 1^{er} Congrès Syndical Mondial décide la convocation d'une Conférence Syndicale Internationale pour tous les pays asiatiques.

Voici le texte de la 8^e résolution de la Commission du Règlement du Congrès de la F.S.M., prise en considération par l'Assemblée plénière du Congrès et soumise pour application à notre Bureau Exécutif :

« La Conférence note avec plaisir que les pays asiatiques connaissent un progrès rapide au point de vue technologique.



Louis Saillant présente son Rapport à la Conférence.

« Toutefois, la Conférence ne trouve pas que les conditions sociales dans ces pays soient en rapport avec les demandes matérielles et spirituelles du peuple et spécialement des travailleurs.

« En conséquence, la Conférence croit nécessaire la réunion d'une Conférence des Syndicats asiatiques, ayant pour objet de rechercher les conditions satisfaisantes aux besoins des travailleurs et à l'éveil du progrès technologique observé. »

Quelques remarques s'imposent concernant l'exécution de cette résolution adoptée il y a plus de quatre ans. Des conditions historiques nouvelles existent en 1949, qui n'existaient pas en 1945. Elles donnent à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie un caractère plus large que celui du seul examen des rapports constatés entre la technique sociale et le niveau d'organisation économique dans chacun des pays ici représentés.

Cette Conférence ne peut travailler dans l'abstrait. Elle doit lier ses délibérations aux réalités politiques et sociales dans lesquelles se meuvent les travailleurs en Asie et en Australasie. Elle a d'abord un large rôle d'information à accomplir. Elle doit éclairer le Bureau Exécutif de la F.S.M. sur les revendications, les aspirations sociales, économiques et politiques des travailleurs et travailleuses. Là où les travailleurs ont été, ou sont en capacité de le faire, cette Conférence doit indiquer les résultats acquis et les perspectives nouvelles.

Cette Conférence doit tenir compte des réalités. La réalité est qu'en Chine, le pays qui nous reçoit, nous avons une nouvelle République où les syndicats sont en plein développement, alors qu'aux Indes, où nous devions primitivement organiser notre Conférence, la répression antisyndicale et antiouvrière n'a cessé de croître au cours des deux dernières années.

La réalité veut que la délégation syndicale soviétique, représentant les travailleurs des Républiques socialistes soviétiques des régions asiennes, soit en capacité d'apporter une contribution à cette Conférence avec facilité, assurance et expérience que n'ont pas encore malheureusement les syndicats des autres pays.

La réalité est que les syndicats du Nord de la Corée vivent et agissent dans un climat de liberté et ont des moyens de réalisations que n'ont pas les syndicats du Sud de la Corée, subissant la loi de l'Impérialisme américain et de la réaction néo-fasciste locale.

La réalité est que la situation en Indonésie, en Malaisie, au Viet-Nam a différemment évolué dans cette même période et il faut en tenir compte.

Voilà des raisons concrètes qui font que l'application de la 8^e résolution du Congrès Syndical Mondial de Paris doit être directement liée à la 4^e résolution de ce même Congrès sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, disant notamment :

« La victoire remportée sur les puissances fascistes était fondée à la fois sur la puissance militaire des Nations Unies et sur la lutte active menée par les peuples afin de s'assurer la jouissance de leurs libertés fondamentales, le droit de disposer d'eux-mêmes et de leur indépendance nationale.

« Ce serait vraiment une victoire incomplète si l'on déniait maintenant aux peuples des colonies et des territoires de toutes les Nations la pleine jouissance de leur droit héréditaire à disposer d'eux-mêmes et à l'indépendance nationale.

« Les événements récents, en Indochine et en Indonésie, dans l'Extrême-Orient, où l'on a eu recours à la force armée pour combattre les indigènes, sont en contradiction directe avec les principes des Nations-Unies. »

Ces deux résolutions, qui sont des documents de base, se complètent pour aider la Conférence dans l'accomplissement de sa mission véritable.

Quatre années d'expériences nouvelles dans les pays d'Asie démontrent que la voie du progrès social ne s'ouvre réellement devant les travailleurs qu'avec la lutte pour la reconnaissance de l'indépendance nationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect des droits démocratiques — donc des droits syndicaux — garantis aux populations travailleuses.

Les membres de cette Conférence connaissent la grande activité de la F.S.M. en faveur des syndicats des pays d'Asie et d'Australasie. Notre politique d'entraide et de solidarité internationale nous recommandait de faire ce que nous avons fait. Mais au II^e Congrès Syndical Mondial nous avons dit que nous n'étions pas complètement satisfaits de notre travail et de nos relations avec les syndicats des pays d'Asie. Nous avons mis en évidence nos faiblesses. Nous en avons recherché les causes. Nous avons pris des décisions pour renforcer nos relations ainsi que le travail de la F.S.M. avec les syndicats des pays d'Asie. Cette Conférence est l'un des moyens par lesquels nous allons améliorer l'exécution de nos tâches syndicales dans vos pays.

Quelle a été l'attitude de la F.S.M. par rapport aux développements bien divers des activités des organisations ouvrières en Asie ?

Votre attention, camarades, doit être attirée sur dix exemples au minimum afin de vous familiariser avec la politique suivie et les actions engagées par la F.S.M.

1^o Les délégations de notre organisation syndicale

mondiale, en 1946 et 1947, en Iran, au Japon, en Corée du Sud et en Corée du Nord ont permis l'accomplissement d'actions concrètes dans le sens du développement de l'influence des organisations syndicales. Nous avons renforcé les liens entre la masse des travailleurs de ces pays et le mouvement ouvrier international.

2^o Le Conseil Général de la F.S.M., réuni à Prague en juin 1947, a adopté, comme étant un principe essentiel de sa politique, des mesures de soutien à l'égard du mouvement syndical chinois. Repoussant toute idée de compromission avec des éléments corrompus du Kuomintang agissant auprès des ouvriers, nous avons soutenu l'effort de libération du peuple chinois.

Après le Congrès Syndical d'unification de Harbin en août 1948, le Secrétariat de la F.S.M. a pris la décision de populariser dans tous les pays, auprès de tous les travailleurs, les importantes décisions prises au Congrès de Harbin.

3^o Après avoir admis à la F.S.M. l'organisation syndicale indonésienne S.O.B.S.I., notre organisation a engagé une grande action publique internationale contre la guerre coloniale des impérialistes hollandais. La délégation accomplie en Indonésie, en 1947, par l'un de nos actuels vice-présidents de la F.S.M., le camarade Blokzijl, nous a permis de connaître avec précision les origines et les causes réelles de la lutte du peuple indonésien contre ses oppresseurs. En juillet 1947, la F.S.M., au nom de la classe ouvrière internationale, a été la première à élever une vigoureuse protestation auprès de l'O.N.U. contre la violation de l'accord de Linggadati conclu entre le Gouvernement hollandais et le Gouvernement de la République indonésienne. Nous n'avons cessé d'apporter notre soutien au peuple indonésien. Nous avons alerté sans cesse l'O.N.U. contre la répression qui se poursuivait en Indonésie contre le peuple et les forces démocratiques. En janvier 1949, au moment de la Conférence de New-Delhi, convoquée par le Gouvernement des Indes, le Bureau Exécutif a posé en des termes très clairs sa position dans le message adressé à la dite Conférence et dont je rappelle le contenu :

« A l'occasion Conférence New-Delhi, le B. E. de la F.S.M., au nom des travailleurs organisés du monde, vous demande de prendre toutes mesures efficaces pour arrêter agression hollandaise contre la Nation indonésienne. Stop. Nous vous demandons également d'intervenir pour la libération des dirigeants syndicaux, républicains et démocrates d'Indonésie et pour l'instauration d'un régime démocratique et véritablement représentatif du peuple et des travailleurs indonésiens. Le B. E. de la F.S.M. déclare que l'indépendance nationale peut être assurée notamment par des efforts sérieux dans le domaine de la reconstruction économique et de l'industrialisation de chaque pays. Stop. Tel est le sens que la F.S.M. donne à sa participation à l'E.C.A.F.E. et au Conseil Economique et Social des Nations-Unies auprès desquels la F.S.M. jouit du statut consultatif des organisations non gouvernementales de la catégorie A. Stop. Ces efforts pour être fructueux, et pour garantir une réelle indépendance nationale, doivent être exercés en vue du développement démocratique et du progrès social avec le concours actif des syndicats libres et représentatifs de la classe ouvrière. Stop. Les travailleurs doivent bénéficier du plein exercice du droit syndical et participer activement à la détermination de la politique économique et sociale de leur pays. »

Enfin, au mois de septembre 1949, la F.S.M., agissant en accord avec la Centrale des Syndicats Unifiés des Pays-Bas, s'est adressée à la Conférence de la Table Ronde, à La Haye, pour proposer l'envoi d'une commission syndicale internationale d'enquête sur la situation actuelle des syndicats en Indonésie, et les revendications des travailleurs.

La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie devra prendre acte qu'à la date du 1^{er} novembre 1949 la F.S.M. n'avait reçu aucune réponse aux propositions précises adressées à la Conférence de la Table Ronde.

4^e La guerre des colonialistes français, imposée au peuple du Viet-Nam, soulève les protestations des travailleurs français, mais aussi de tout notre mouvement syndical international. En septembre 1947, une délégation de la F.S.M. a été reçue par le ministre des Colonies au Gouvernement français. Au cours de cette rencontre, la F.S.M. a demandé la possibilité pour elle d'envoyer au Viet-Nam des représentants du Bureau Exécutif pour prendre contact avec les organisations ouvrières du Viet-Nam affiliées à la F.S.M.

Notre objectif était également d'apporter notre solidarité et notre soutien à tous les travailleurs Viet-Namiens et de présenter un rapport aux Nations-Unies sur cette délégation. Le Gouvernement français — alors qu'il en accordait la possibilité au représentant des trusts américains William Bullitt — refusait le droit au Secrétaire général de la F.S.M., pourtant citoyen français, de se rendre avec d'autres membres de l'Exécutif de la F.S.M. dans les territoires du Viet-Nam.

Nous sommes certains que la délégation viet-namienne dans cette Conférence donnera des indications sur les bonnes relations existant entre la F.S.M. et leur organisation syndicale.

5^e La F.S.M., malgré de grosses difficultés, a accordé sa solidarité à la Fédération Pan-Malaise du Travail. La Conférence doit être informée que les dirigeants scissionnistes du T.U.C. britannique n'ont jamais voulu reconnaître cette organisation parce qu'elle menait une lutte revendicative constante contre les exploiters capitalistes anglais des travailleurs des plantations, des ouvriers des mines et des transports de Malaisie. La F.S.M. a élevé une vigoureuse protestation contre la répression féroce qui s'est abattue sur les travailleurs de Malaisie depuis 1948 et depuis l'interdiction policière de la Fédération Pan-Malaise du Travail. Nous continuons à la considérer comme la seule et véritable organisation voulue par les travailleurs malais.

6^e Les relations de notre organisation syndicale mondiale avec le Congrès Syndical Pan-Hindou nous ont permis de lier régulièrement l'activité de la F.S.M. à celle des syndicats des Indes. Les mouvements revendicatifs des syndicats ayant leur origine dans la réduction du pouvoir d'achat des salaires, dans l'avisement des conditions d'existence ont eu, aux Indes, le soutien le plus complet de la F.S.M.

N'oublions pas que c'est là le rôle élémentaire de toute organisation syndicale. Le Gouvernement des Indes a engagé une action répressive contre le Congrès Syndical Pan-Hindou. Le camarade Dange, Vice-Président de la F.S.M. et Secrétaire Général du Congrès Syndical Pan-Hindou, est en prison depuis plus d'un an et demi. La police persécute les dirigeants syndicaux. Devant tous ces faits la F.S.M. n'est pas restée inactive. Le 2^e Congrès Syndical Mondial a pris une position énergique en dénonçant ces atteintes aux droits syndicaux. Nous nous sommes à nouveau adressés au Gouvernement des Indes. Sa réponse, au mois d'août dernier, est qu'il entend poursuivre sa politique répressive du mouvement ouvrier. Il est informé que nous poursuivrons la nôtre pour le respect des droits syndicaux et la défense des intérêts des travailleurs.

7^e Notre organisation a pris l'initiative d'une action menée directement devant le Conseil Economique et Social de l'O.N.U. Les atteintes aux droits démocratiques et sociaux des travailleurs en Indonésie, aux Indes, en Birmanie, en Malaisie, en Corée du Sud, dans les territoires de la Chine qui étaient contrôlés par Tchchang-Kai-Chek, en Iran, à Ceylan ont fait l'objet d'un rapport auprès de l'O.N.U. La F.S.M. a mis en

accusation les gouvernements nationaux où les impérialistes anglo-américains oppriment les peuples et maintenant le système féodal d'exploitation économique des peuples, cela en contradiction avec les principes de la Charte des Nations-Unies.

8^e Cette Conférence doit être informée que la F.S.M. possède le statut consultatif auprès de la Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême-Orient qui est un organisme de travail de l'O.N.U. Au cours de ces deux dernières années la F.S.M. s'est efforcée d'orienter le travail de cette commission officielle de l'O.N.U. vers la reconnaissance des droits politiques et économiques des peuples des pays d'Asie. De toute évidence, cette Conférence ne pourra pas délibérer sur l'action future de la F.S.M. en Asie et Australasie sans chercher à tirer un profit du statut consultatif dont bénéficie la F.S.M. au sein de la Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

9^e L'application en Asie et en Australasie de la décision du 2^e Congrès de la F.S.M. concernant la Journée Internationale pour la Paix a eu un profond et très large retentissement dans les masses. A l'occasion de la Journée du 2 octobre, de lutte pour la Paix, nous avons pu renouer nos relations avec le mouvement syndical de Birmanie. Cette journée du 2 octobre 1949 a été une journée de renforcement de nos positions dans tous les pays y compris dans les vôtres.

10^e Enfin si l'on remarque la représentation syndicale des pays d'Asie au Congrès Constitutif de la F.S.M. et si l'on compare cette représentation avec les affiliations successives des organisations syndicales de cette partie du monde à notre organisation syndicale mondiale nous pouvons, alors, enregistrer la force morale de rassemblement de la classe ouvrière de vos pays respectifs que représente l'existence de la F.S.M. En effet, depuis le mois de juin 1946, la F.S.M. a admis comme nouveaux membres de notre grande organisation les syndicats des pays suivants : Viet-Nam, Malaisie, Siam, Indonésie, Nord de la Corée, Philippines, Japon, Sud de la Corée et Mongolie.

Voici, camarades, les dix points essentiels, très schématiquement présentés, qui caractérisent le rôle, les activités et les relations de notre mouvement syndical avec les pays d'Asie et d'Australasie.

Nous devons déclarer maintenant comme étant le couronnement de notre action passée, et une indication pour notre action future, la décision ferme de la F.S.M. de créer ici en Chine, à l'occasion de cette Conférence Syndicale Internationale, un Bureau Permanent de liaison de la F.S.M. avec les pays d'Asie et d'Extrême-Orient.

Ainsi apparaît comme essentiel le travail que doit accomplir cette Conférence sur le plan des tâches d'organisation et sur les perspectives d'action syndicale et ouvrière.

Pour cela, nous devons tirer quelques enseignements de l'histoire de la Conférence actuelle. Car la Conférence dans laquelle nous siégeons a une histoire. L'histoire du sabotage de la convocation de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie est une démonstration du rôle néfaste des dirigeants syndicaux scissionnistes de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et des Pays-Bas qui ont lié leur sort à celui de leur propre gouvernement impérialiste.

L'objectif de ces gouvernements capitalistes était d'empêcher la convocation de cette Conférence et d'enrayer le développement des mouvements démocratiques et populaires en Asie et en Extrême-Orient. Ils ont cherché des appuis à l'intérieur de la F.S.M. Ils les avaient trouvés. L'attitude scandaleuse de l'Anglais Deakin, de l'Américain, Carey, du Néerlandais Kupers au cours des années 1947, 48 et début 49, au sein du Bureau Exécutif de la F.S.M. est le témoignage le plus clair de l'acceptation par eux des idées de domination nationale

et de discrimination raciale. Malgré que ces principes soient condamnés par nos propres statuts, malgré que de nombreuses résolutions et décisions de la F.S.M. aient écarté la discrimination politique, raciale, religieuse et nationale de notre action ouvrière internationale, l'attitude des dirigeants scissionnistes du T.U.C. britannique, des syndicats américains et du Néerlandais Kupers était une adhésion de leur part à l'action impérialiste contre les peuples des pays coloniaux, semi-coloniaux et économiquement faibles.

Lors de l'agression militaire contre la République Indonésienne en juillet 1947, les dirigeants syndicaux sociaux-démocrates de droite, aux Pays-Bas, ont refusé de condamner nettement et catégoriquement cette action militaire et impérialiste de leur gouvernement. Ils ont cherché à l'excuser, à la justifier, mais non à s'opposer énergiquement contre elle.

Les travailleurs des pays d'Asie devront s'en souvenir, de même qu'ils devront se rappeler que seuls les syndicats unifiés des Pays-Bas ont eu, dans leur pays, une position conforme aux objectifs et à l'idéal pour lesquels la F.S.M. a été constituée.

En 1947 et 1948, les dirigeants du T.U.C. britannique et du C.I.O. des Etats-Unis ont pratiquement rendu impossible la publication de notre rapport général sur la mission au Japon et en Corée. Pourquoi? Parce que notre rapport général apportait un ensemble de faits indiscutables sur l'existence d'un néo-fascisme en Corée du Sud, sur la renaissance des trusts capitalistes japonais et sur l'action impérialiste du capitalisme, et du militarisme américain au Japon.

En 1948, les dirigeants scissionnistes du T.U.C. britannique ont pratiquement approuvé l'expédition militaire de leur gouvernement contre le peuple malais et la dissolution par la police de la Fédération Pan-malaise du Travail.

Lorsque nous avons envisagé les détails d'organisation de la Conférence syndicale Pan-asiatique, en 1947, les dirigeants syndicaux américains et anglais ont posé des conditions discriminatoires en vue d'exclure de cette Conférence des représentants authentiques des travailleurs de certains pays d'Asie.

Se rendant parfaitement compte que leur entreprise de division et d'affaiblissement des forces ouvrières en Asie et Extrême-Orient échouerait au sein de la F.S.M., ils se sont alors associés à l'action de l'American Federation of Labor, dont on connaît l'attitude réactionnaire de ses principaux dirigeants. A San Francisco d'abord, en 1948, puis à Genève en 1949, profitant des réunions du Bureau International du Travail, les dirigeants scissionnistes de l'A.F.L. et du T.U.C. ont essayé de créer une Fédération Syndicale Asiatique. La presse, américaine et européenne, a été obligée de reconnaître le ridicule qui s'attachait à cette tentative indirecte des classes dirigeantes américaines et britanniques pour enrayer l'influence de la F.S.M. en Asie et en Extrême-Orient.

A ce sujet, nous devons dire ici, au sein de cette Conférence, que le Bureau International du Travail, s'il devait, à l'avenir, faciliter de pareilles manœuvres contre les travailleurs des pays d'Asie et d'Australasie, serait rapidement et définitivement condamné par les organisations ouvrières de ces pays qui le laisseraient sombrer dans le discrédit le plus complet.

Ces indications sont fournies pour faire valoir l'importance de cette Conférence. Si elle a soulevé tant d'opposition et de résistance, c'est qu'elle peut jouer un rôle déterminant pour l'avenir du mouvement syndical dans les pays asiatiques et pour la lutte des travailleurs en faveur du progrès social, du développement économique, de la démocratie et de la Paix.

L'histoire des difficultés pour la convocation de la Conférence explique que, hier, en ouvrant solennellement cette Conférence, ici à Pékin, c'était déjà une grande victoire remportée par la classe ouvrière internationale et par la F.S.M.

*

Les tâches et les responsabilités de cette Conférence sont très grandes. Elles doivent s'intégrer dans les tâches et les responsabilités de notre mouvement international telles que les a définies notre II^e Congrès Syndical Mondial, à Milan (Italie) en juillet 1949.

A la suite d'une large discussion en séance plénière du Congrès, sur la situation syndicale et l'activité des syndicats dans les pays d'Asie, liant ses conclusions à celles se rapportant aux questions identiques pour les pays d'Amérique Latine et d'Afrique, la Commission du Congrès Syndical Mondial fixa un certain nombre de recommandations. Ces recommandations doivent être rappelées dans cette Conférence en vue d'orienter le travail de chaque délégation nationale.

En nous aidant des conclusions du Congrès de Milan, nous pouvons constater que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'exploitation impérialiste et l'oppression politique et militaire que subissent les pays coloniaux n'ont fait qu'augmenter, contrairement aux promesses relatives à leur droit à disposer d'eux-mêmes que les puissances coloniales ont faites aux peuples au cours et à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

A mesure que se dessine devant le monde capitaliste la menace d'une crise économique, les classes dirigeantes des pays capitalistes essaient de résoudre leurs difficultés, non seulement en accentuant l'exploitation des travailleurs des territoires métropolitains, mais encore et surtout en exerçant sur les travailleurs des pays coloniaux une pression économique et militaire accrue visant à augmenter leurs profits.

Cette tendance à infliger aux travailleurs coloniaux un fardeau plus lourd et des conditions encore plus inhumaines est nettement relevée dans le récent « Plan Quadriennal » du Gouvernement britannique, qui prévoit des sommes importantes pour le « développement » colonial, et dans le discours inaugural du président Truman en janvier 1949, dont le quatrième point contient des propositions d'investissements dans un esprit analogue.

Cette dernière déclaration permet de prévoir clairement une intensification de l'intérêt que portent les Etats-Unis aux pays coloniaux, et l'application de plans d'investissements à grande échelle sur la base de principes complètement opposés à ceux adoptés par la Conférence Syndicale Mondiale à Londres (février 1945) et le Congrès Constitutif de la F.S.M. à Paris (octobre 1945) pour le développement des pays économiquement arriérés.

Cette ingérence du capitalisme dans les pays coloniaux après la guerre s'accompagne d'une oppression systématique du mouvement syndical véritable et des libertés démocratiques, et de tentatives de créer des organisations syndicales aux ordres des patrons et des gouvernements et de les grouper par continent en pseudo-fédérations internationales.

Nous devons mettre en garde les travailleurs des pays coloniaux, semi-coloniaux et économiquement arriérés contre le fait que si l'on permet à tous ces plans d'arriver à maturité, tout le contrôle politique et économique passera aux mains de la plus forte des puissances impérialistes du monde, et la tâche d'émancipation économique et politique en sera rendue plus difficile.

La classe ouvrière et ses syndicats fortement organisés doivent donc accroître leurs activités à l'issue de cette Conférence.

De très nombreuses délégations de travailleurs chinois de diverses professions vinrent saluer la Conférence et offrir des fleurs, des bannières syndicales et des présents au Presidium. De gauche à droite : L. Soloviev, A. Beissianov (du Kazakhstan, président de séance), Louis Saillant, A. Le Leap, A. Diallo, Luu Duc Pho (Viet-Nam), B. Blokzijl.



La lutte pour les revendications économiques des travailleurs doit être considérée comme une position juste permettant les plus larges rassemblements de masse pour faire avancer notre action générale d'émancipation.

Les éléments réactionnaires, survivances du féodalisme politique et économique, subsistent en des positions encore fortes dans certains pays d'Asie. Lorsqu'ils parlent de l'indépendance nationale, ils ne la conçoivent que dans la conservation de l'exploitation inhumaine des masses populaires. Mais ils n'hésitent pas à chercher un soutien direct auprès des pays impérialistes pour enrayer l'essor des forces démocratiques et populaires.

Nous devons prendre en considération le fait que le rôle des impérialistes subit des échecs en Asie et en Extrême-Orient. Les impérialistes rencontrent l'hostilité des peuples. Cette hostilité s'accroîtra dans les mois et années à venir. Nous marchons sûrement vers la fin des systèmes féodaux et des régimes coloniaux. Ces systèmes sont incompatibles avec l'existence d'un mouvement syndical démocratique dans les pays où ils subsistent. Les organisations syndicales en plein développement seront un facteur supplémentaire de dislocation des systèmes féodaux et coloniaux. L'activité des syndicats ne se séparera pas de celle des forces démocratiques dans chaque pays et territoire. Chacune de ces activités sera conçue en fonction des situations nationales.

La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie est également une utile contribution au renforcement du mouvement mondial des Partisans de la Paix. La Conférence doit aider le développement de la lutte contre les provocateurs d'une troisième guerre mondiale. La F.S.M. est dans le camp des Partisans de la Paix, qui est celui de la lutte contre l'impérialisme. Il faut savoir prendre sa place dans l'immense courant de transformation mondiale en une ère de justice, de progrès et de paix. La F.S.M. ne peut avoir une position d'indifférence, de neutralité ou de passivité. Le cours des événements ne permet pas une telle position. Il n'y a pas de troisième position ou de position intermédiaire entre le clan des Partisans de la Paix, de la Démocratie et de la lutte contre l'impérialisme, et le clan des impérialistes qui sont de faux démocrates et conduisent à la guerre.

Les membres de vos délégations, par les informations et les rapports qu'ils vont développer à cette tribune, vont justifier, par des faits concrets, par l'histoire récente de leur propre pays, la présence de la F.S.M. dans le camp démocratique et anti-impérialiste.

Vous allez prouver que dans le Front Mondial des Partisans de la Paix, notre mouvement syndical est l'expression agissante de la classe ouvrière organisée.

Avec les syndicats de l'Union Soviétique, le pays qui défend la cause de la paix et de l'amitié entre les peuples, avec ténacité, logique et courage ;

Avec les syndicats des pays de Démocratie Populaire en Europe et des Républiques Populaires de Chine, de Mongolie, du Nord de la Corée ;

Avec les syndicats affiliés à la F.S.M. dans les pays capitalistes, coloniaux ou semi-coloniaux ;

Avec la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique ;

Avec la Fédération Internationale Démocratique des Femmes ;

Avec le Comité International des Intellectuels et tous les éléments progressistes existant dans le monde, nous formons la grande coalition mondiale des peuples luttant pour établir un monde nouveau vivant en paix, faisant du socialisme une réalité vivante, et jetant les bases d'une nouvelle civilisation humaine à l'échelle mondiale ;

Vive le développement de toutes nos organisations syndicales dans les pays d'Asie et d'Australasie !

Vive le renforcement de nos activités syndicales pour la défense des revendications économiques des travailleurs !

Vivent l'unité internationale de la classe ouvrière, l'entraide et la solidarité syndicale internationale !

Vive la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie !

Séances des 17 et 18 Novembre 1949

Discussion sur le Point I de l'Ordre du jour

Le rapport présenté par Louis Saillant au nom de la F.S.M. a fait l'objet d'une ample discussion aux séances des 17 et 18 novembre, à laquelle prirent part les représentants des organisations syndicales des pays suivants :

Corée du Nord, Mongolie, U.R.S.S., Indonésie, Viet Nam, Iran, Corée du Sud, Inde, Ceylan et Chine.

Le Secrétaire Général de la F. S. M. tira les conclusions du débat et affirma : « Rien ne pourra empêcher les travailleurs de tous les pays de se donner la main ! »

Sur ce point de l'ordre du jour, la Conférence vota, le 20 novembre, à l'unanimité, la résolution suivante :

Résolution

de la Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie sur l'action de la F.S.M. pour aider les syndicats de ces pays

La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie approuve à l'unanimité les interventions de la F.S.M. en défense des droits syndicaux et des intérêts économiques et sociaux des travailleurs des pays d'Asie et d'Australasie, ainsi que l'appui indéfectible prêté par la Fédération aux peuples opprimés de ces pays en lutte pour leur liberté et leur indépendance.

Dès les tout premiers jours de son existence, la Fédération Syndicale Mondiale a pris la défense des intérêts vitaux des travailleurs d'Asie et d'Australasie.

Protestant contre les persécutions dont les syndicats démocratiques et leurs dirigeants font l'objet, aux Indes, au Japon, en Iran, au Liban, en Malaisie, en Birmanie, en Indonésie, en Corée du Sud et dans d'autres pays, la F.S.M. insiste au sein du Conseil Economique et Social des Nations Unies pour que des mesures soient prises pour défendre les libertés et les droits syndicaux.

La F.S.M. a posé devant les Nations Unies des problèmes d'importance vitale pour les travailleurs de la plupart des pays d'Asie et d'Australasie, tels que ceux du plein emploi et de la lutte contre le chômage, du salaire égal pour un travail égal pour les hommes et les femmes, pour les blancs et les hommes de couleur, pour les adultes et les jeunes.

La Fédération Syndicale Mondiale unissant toutes les forces syndicales progressistes est intervenue contre les guerres coloniales de rapine et contre l'impérialisme et ses agents en Indonésie et au Viet-Nam ; en Birmanie et en Malaisie, en mobilisant la solidarité internationale des travailleurs pour soutenir les peuples de ces pays qui défendent leur liberté et leur véritable indépendance.

Dans sa résolution sur les rapports traitant des activités syn-

dicales dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Australie, le II^e Congrès Syndical Mondial, réuni à Milan (Italie), en juin et juillet 1949, a réaffirmé sa loyauté aux principes adoptés comme bases des activités de la F.S.M. relatives aux pays coloniaux et économiquement arriérés.

Ces principes exigent : qu'il soit mis fin au système des colonies, des protectorats et des territoires dépendants en tant que sphères d'exploitation économique ; qu'une aide soit apportée aux peuples de ces pays dans leur effort pour obtenir leur droit à disposer d'eux-mêmes et leur totale indépendance nationale ; que les organisations syndicales de ces pays puissent se développer libres de toute discrimination de race, de couleur, de nationalité ou de religion ; qu'une législation ouvrière soit établie pour assurer la protection des intérêts des travailleurs et leur participation effective à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique économique de leur pays.

La Conférence approuve et soutient entièrement ces principes basés sur les revendications essentielles des travailleurs des pays opprimés.

Elle salue l'initiative de la Fédération Syndicale Mondiale d'établir un Bureau de Liaison de la F.S.M. avec les syndicats des pays d'Asie et d'Australasie, en vue de leur apporter une aide constante, d'affermir leurs relations mutuelles et leurs relations avec la F.S.M., et de réunir, pour l'information de la F.S.M. et des Centrales Nationales, une documentation complète sur la situation en Asie et en Australasie.

La Conférence attire l'attention des organismes directeurs de la F.S.M. sur la nécessité d'apporter une aide plus grande au travail des syndicats dans les pays de l'Asie. A cette fin, elle recommande :

— d'amener les syndicats existant dans les pays d'Asie et d'Australasie pour les différentes branches d'industrie à coopérer plus largement au travail des Unions Internationales de Syndicats par branches d'industrie (Départements Professionnels de la F.S.M.) ;

— de publier le matériel d'information de la F.S.M. dans les langues des pays d'Asie et d'Australasie ;

— de déléguer des Commissions de la F.S.M. aux Indes, en Indonésie, au Japon, en Iran et en Corée du Sud, pour étudier sur place la situation des syndicats.

La Conférence demande à la F.S.M. de poursuivre et de renforcer son action pour la libération et l'amnistie de tous les dirigeants et militants syndicaux arrêtés et condamnés dans les pays d'Asie et d'Australasie.

Elle recommande en outre de soumettre à l'examen du Conseil Economique et Social des Nations Unies, et en particulier de sa Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, les problèmes suivants : rétablissement des libertés démocratiques, garantie d'un salaire vital pour le travailleur et sa famille, abolition du travail dans des conditions d'esclavage, abrogation des lois anti-ouvrières, suppression de toute discrimination de race, de nationalité, de sexe et de religion, aux Indes, à Ceylan, en Iran, au Japon, en Indonésie, en Birmanie, en Malaisie et en Corée du Sud.

La Conférence exprime sa conviction que la F.S.M. et les Centrales Nationales poursuivront avec une énergie redoublée leurs efforts pour réaliser l'unité des forces de la classe ouvrière et de tous les travailleurs dans la lutte pour la paix, la liberté et les droits démocratiques des peuples, et pour l'amélioration de leurs conditions économiques et sociales.

Pékin, 20 novembre 1949.

Point II de l'Ordre du jour

Rapports sur les mouvements syndicaux dans les Pays d'Asie

A partir de la séance du soir du 18 novembre, et au cours des séances des trois jours suivants, les délégués des organisations syndicales des pays d'Asie ont présenté leurs Rapports à la Conférence.

Faute de place, nous ne pouvons donner ici qu'un résumé

très succinct de chacun de ces Rapports, qui feront l'objet d'une publication spéciale.

Ces Rapports sont insérés dans l'ordre où ils furent présentés à la Conférence.

Rapport

sur l'activité syndicale dans la République Populaire de Mongolie

présenté par Rinchinsonom

Séance du 18 Novembre 1949

Depuis le succès de la Révolution de 1921, le peuple mongol, sous la direction de son parti révolutionnaire, s'est libéré à la fois de l'occupation étrangère et de l'exploitation féodale indigène, et, avec l'aide fraternelle de l'Union Soviétique, a entrepris la construction de la République Populaire.

Les syndicats, qui sont nés et ont grandi en même temps que la République, jouent un rôle de premier plan dans cette construction. Unissant tous les travail-

leurs manuels et intellectuels, sans discrimination d'aucune sorte, ils jouissent d'un prestige considérable et élèvent constamment le standard de vie et le niveau culturel des travailleurs. L'une de leurs méthodes les plus efficaces consiste à organiser dans tous les domaines de l'économie de grandes compétitions, auxquelles participent 90 % de la classe ouvrière. Les meilleurs « travailleurs de choc » reçoivent des distinctions honorifiques et des primes.

Le développement économique et culturel s'effectue dans le cadre de plans. Le premier plan quinquennal a été établi en 1948. Il a suscité un grand enthousiasme parmi les travailleurs, et les initiatives se multiplient pour en assurer le succès.

Pour mobiliser les travailleurs en vue de l'exécution du plan quinquennal, des contrats collectifs sont signés entre l'administration des usines et entreprises, et les comités syndicaux. Avant la conclusion de ces contrats, les propositions des travailleurs sont largement discutées, et servent de base à l'accord définitif. L'intérêt croissant des travailleurs est révélé par le fait que le nombre de leurs propositions a augmenté de 20 % au cours de la dernière année.

Les syndicats sont entièrement responsables du système des assurances sociales, garanti par la Constitution et les lois du travail. Ils reçoivent pour les assurances sociales des fonds importants qu'ils utilisent pour les allocations aux malades, aux blessés du travail et aux ouvriers âgés, et pour assurer aux travailleurs du repos ou des distractions. Le nombre des hôpitaux, des maternités, des sanatoria, des maisons de repos, etc., augmente avec une extrême rapidité. Les dépenses consacrées aux assurances sociales en 1949 sont 3,8 fois supérieures à ce qu'elles étaient en 1940.

La journée de travail est fixée à 8 heures, la semaine de travail à 6 jours. Les travailleurs ont droit à un congé annuel payé de 2 à 4 semaines. Le travail des enfants est interdit, et le principe « à travail égal, salaire égal » pour les hommes et pour les femmes a été mis en pratique dès la victoire de la révolution.

Chaque année, le salaire réel des travailleurs augmente du fait de la réduction constante du prix des articles de consommation courante.

Les enfants de tous les travailleurs ont droit à l'enseignement gratuit primaire, technique et universitaire.

Des bourses leur sont accordées dans l'enseignement technique et supérieur.

Les syndicats ont organisé des cours du soir pour lutter contre l'analphabétisme. Rien que dans la capitale, Ulan-Bator, plus de 200 de ces cours fonctionnent pour 6.000 élèves. Les travailleurs de différentes nationalités reçoivent une instruction élémentaire dans leur propre langue, le chinois ou le kasak par exemple. Il existe également des publications syndicales dans les différentes langues.

Dans tous les bureaux, les entreprises, les usines, de nombreux groupements culturels, récréatifs et sportifs sont organisés.

Les travailleurs mongols sont fidèles à l'esprit de coopération et d'amitié internationales. Ils sont résolument partisans du renforcement de l'unité de la classe ouvrière mondiale, et condamnent la politique scissionniste des réactionnaires britanniques et américains.

Les décisions du Second Congrès Syndical Mondial ont été traduites, largement diffusées et expliquées aux travailleurs mongols. Les syndicats mongols ont activement participé à la constitution de plusieurs Unions Internationales des Syndicats par profession de la F.S.M.

Les syndicats de Mongolie ont aussi pris position contre les fauteurs de guerre impérialistes anglais et américains. La Journée Internationale de la Paix a donné lieu à des célébrations grandioses dans tout le pays. A la récente Conférence des Partisans de la Paix de Mongolie, 20 % des délégués étaient des représentants syndicaux.

En terminant son rapport, la délégation mongole à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie propose qu'en vue de mobiliser toutes les forces dans la lutte pour la démocratie, la liberté et la paix, un manifeste soit adressé aux travailleurs des pays d'Asie et d'Australasie.

Rapport

sur le Mouvement Syndical de Ceylan

présenté par S. A. Wickremasinghe

Séance du 19 Novembre 1949

Les impérialistes britanniques ont fait de Ceylan une importante base navale et aérienne entièrement sous leur contrôle, qui est utilisée par les Anglo-Américains pour la répression des mouvements de libération des peuples de l'Asie. Ceylan est un pays entièrement agricole sans industries. La plus grande partie des récoltes est exportée.

Comme on peut s'y attendre, le peuple vit dans des conditions misérables ; il paye des impôts très lourds : à eux seuls les impôts indirects fournissent 68 % du revenu national. Les salaires sont extrêmement bas, 78 % des familles gagnant moins de 2 roupies par jour. Dans les plantations, le salaire journalier d'un travailleur adulte équivaut à peu près à un litre et demi de lait. Les enfants doivent travailler pour compléter le revenu familial. Il n'y a ni allocations de chômage, ni assurance-maladie, ni pensions de vieillesse.

La Fédération Syndicale de Ceylan (Ceylon Trade Union Federation) compte actuellement environ 200.000 membres ; il y a en outre environ 120.000 ouvriers indiens au Syndicat des Travailleurs de Plantations (Plantation Labour Union), qui n'est pas affilié mais

qui collabore étroitement avec la Fédération. Le nombre total des travailleurs susceptibles d'être organisés est estimé à environ 1.500.000, dont une importante proportion n'est employée que partiellement. Les travailleurs au service du gouvernement n'ont pas le droit d'adhérer à une organisation extérieure à leur propre syndicat, dont l'effectif total est de 13.088.

Environ 80 % des ouvriers employés dans les plantations de thé et de caoutchouc sont indiens. Une chambre d'environ 4 x 3 mètres est le seul logement prévu par famille. L'aération ne se fait que par une seule porte ; il n'y a pas de fenêtres. Comme locataires, les travailleurs ne jouissent d'aucune protection et les employeurs ont le droit de les expulser avec leurs familles en 24 heures. S'ils ne quittent pas leur chambre, ils sont emprisonnés. On brise les grèves en congédiant les leaders et en les faisant arrêter 24 heures plus tard.

L'enseignement est théoriquement obligatoire de 6 à 10 ans, mais il n'y a qu'un maître pour 510 élèves. Il y a 93 hôpitaux de plantations avec 5 médecins qualifiés et 4 pharmaciens en tout. Il y a en moyenne un médecin pour 9.000 personnes.

A Colombo, 75 % des maisons sont inhabitables, quoique 25 % d'entre elles puissent être remises en état si on les répare entièrement. La plupart des villes n'ont pas d'installations d'hygiène. L'alimentation est très généralement insuffisante et 70 % des enfants souffrent de maladies dues à la sous-alimentation.

La situation de la paysannerie est tout aussi mauvaise, 90 % des paysans sont sans terres ou ne possèdent que des parcelles non rentables. Ils n'ont pas de bétail. Le régime de propriété féodale et de métayage est caractéristique du pays, tandis que le travail salarié dans les plantations de thé et de caoutchouc représente la principale occupation de la population.

En août dernier, sous la direction de la C.T.U.F. (Ceylon Trade Union Federation), environ 300.000 travailleurs de l'industrie du thé et du caoutchouc ont fait une grève d'avertissement contre les congédiements et pour l'augmentation des salaires. Le gouvernement a annoncé par la suite qu'il introduirait l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail.

Le peuple a compris que la prétention des Britanniques

selon laquelle ils ont accordé la liberté et brisé les liens de la servitude est la plus grande tromperie des impérialistes et de leurs agents locaux à l'égard du peuple.

De même, le peuple sait que l'intrusion sur une vaste échelle du capital américain est une nouvelle forme d'impérialisme ne différant de l'ancienne que par son étendue et la portée de son programme. Au contraire, il voit dans la transformation économique, culturelle et politique de la République Populaire de Mongolie l'exemple récent du développement d'un pays économiquement arriéré avec l'aide de l'Union Soviétique : la Mongolie est parvenue à une véritable renaissance économique et à la prospérité sans sacrifier son honneur national ni sa souveraineté.

Nous savons cependant que derrière la façade d'une opposition provocante et le déploiement de leur puissance militaire, les impérialismes tremblent. Les travailleurs de Ceylan savent qu'en renforçant leur unité et en poursuivant sans relâche la lutte pour leur libération nationale, ils parviendront en fin de compte à rejeter l'oppression colonialiste.

Résumé du rapport du camarade L. Soloviev

(Secrétaire du C.C.S.S.)

sur les travaux des Syndicats Soviétiques

Séance du 19 Novembre 1949

Le camarade Soloviev a indiqué que grâce à la victoire du socialisme en Union Soviétique, des modifications très profondes se sont produites dans tous les domaines de l'économie et de la culture. L'U.R.S.S. est devenue un puissant Etat socialiste disposant d'une industrie de premier ordre, d'une agriculture collective mécanisée et d'une culture d'avant-garde.

La Grande Révolution socialiste d'octobre a donné, pour la première fois, l'exemple d'une solution équitable du problème des nationalités. Elle a brisé les chaînes du joug colonial, instauré l'égalité des droits politiques pour tous les peuples de l'Union Soviétique, et créé les conditions nécessaires pour l'abolition de toute inégalité économique et culturelle entre eux. Dès les premiers jours de son existence, le gouvernement soviétique a proclamé l'égalité des droits des peuples et leur droit à disposer librement d'eux-mêmes.

L'aide amicale et désintéressée du grand peuple russe a permis de liquider rapidement le retard de ces anciens pays périphériques. Grâce à cette aide, les peuples des républiques nationales ont créé chez eux leur propre industrie, une forte économie agricole collective et mécanisée, et une culture d'avant-garde nationale quant à la forme, socialiste par son contenu.

La R.S.S. des Kirghiz peut nous servir d'exemple quant à l'industrialisation de ces républiques. En 1913, on dénombrait, sur le territoire des Kirghiz, seulement 55 petites entreprises artisanales. Actuellement, on compte dans cette République plus de 7.000 entreprises. La production industrielle y a augmenté en 1948, par rapport à 1913, 326 fois.

La réforme agraire appliquée par les autorités soviétiques, donnant des terres et de l'eau aux paysans qui en étaient dépourvus, a joué un rôle énorme dans le développement de l'économie agricole des républiques soviétiques de l'Asie centrale.

Des centaines de canaux et d'autres installations hydrauliques ont transformé les plaines de ces républiques.

Après la fin victorieuse de la guerre, le peuple soviétique a rapidement reconverti son industrie et, dès 1948, a dépassé le niveau d'avant guerre de la production industrielle. En juin 1949, la production journalière moyenne brute des entreprises industrielles a dépassé la production journalière moyenne de l'année 1940 — année d'avant guerre — de 41 p. 100.

D'autre part, le niveau matériel d'existence du peuple s'élève constamment.

Les syndicats soviétiques se sont développés et renforcés sans arrêt au cours de l'édification socialiste.

Dans toutes leurs activités, les syndicats soviétiques s'inspirent constamment des indications de Lénine et de Staline sur le rôle des syndicats dans un Etat socialiste.

La culture des peuples habitant les Républiques Soviétiques Socialistes d'Asie Centrale s'est épanouie au plein sens du terme, pendant les années du pouvoir soviétique; elle a été nationale dans sa forme et socialiste par son contenu.

En Ouzbékistan par exemple, le nombre des élèves des écoles primaires et moyennes est 64 fois plus élevé qu'avant la Révolution; au Tadjikistan, il est 660 fois plus grand. Dans les écoles, l'enseignement est donné dans la langue maternelle des élèves. Toutes les Républiques d'Asie Centrale ont actuellement leurs écoles techniques et leurs établissements d'enseignement supérieur, ainsi qu'une Académie des Sciences ou une filiale de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. C'est des larges masses populaires que sont sortis leurs savants, leurs écrivains, poètes, peintres, musiciens, compositeurs et artistes en général. Partout, une presse nationale a surgi et s'est développée. Alors que dans le Kazakhstan d'avant la Révolution, le seul livre qu'on put trouver dans les villages était le Coran manuscrit; il s'édite dans la R.S.S. du Kazakhstan des millions de volumes, dix journaux et 238 périodiques d'un tirage total de plus de 900.000 exemplaires.

Le souci de la santé publique dont témoigne le pouvoir soviétique s'est brillamment exprimé par le très rapide développement des établissements sanitaires. Dans la R.S.S. de Kazakhstan, par exemple, on compte actuellement plus de 4.700 hôpitaux, polycliniques et autres établissements. Les travailleurs des Républiques d'Asie Centrale, de même que ceux de toute l'Union Soviétique, bénéficient gratuitement des soins médicaux, des hôpitaux et des dispensaires.

Après la fin victorieuse de la deuxième guerre mondiale, les syndicats soviétiques ont pris la tête de l'émulation socialiste pour la réalisation avant terme du quinquennat stalinien d'après guerre. Ils inculquent aux larges masses des ouvriers et employés le respect de la propriété socialiste, luttent pour éliminer les vestiges du capitalisme dans les consciences, éduquent les masses dans l'esprit du patriotisme soviétique et se préoccupent inlassablement de l'amélioration des conditions matérielles d'existence des ouvriers et employés.

L'émulation socialiste conduit à une augmentation constante de la productivité du travail des ouvriers soviétiques, ce qui, à son tour, entraîne une augmentation de leurs salaires qui sont basés en U.R.S.S. sur le principe socialiste de rémunération suivant la quantité et la qualité du travail.

Un rôle immense est joué dans l'élévation du bien-être de chaque travailleur soviétique par les assurances sociales d'Etat, entièrement aux frais de celui-ci. Les syndicats soviétiques, qui administrent le budget de l'assurance sociale, le répartissent pour la satisfaction des besoins matériels et culturels les plus variés des travailleurs. C'est aux frais de l'assurance sociale, par exemple, que fonctionnent les maisons de repos et sanatoria syndicaux. En 1948, les syndicats y ont envoyé pour traitements et repos près de 2 millions de personnes.

Les syndicats travaillent à l'amélioration du fonctionnement des établissements médicaux et à l'assainissement des conditions de travail à la production. A la suite de l'amélioration constante du bien-être des travailleurs et des mesures prophylactiques et d'assainissement appliquées par les organismes de la Santé Publique et les syndicats, la morbidité des ouvriers et employés baisse d'année en année.

Les syndicats soviétiques assurent le contrôle tant social que gouvernemental pour l'application de la législation sur la sécurité du travail. C'est grâce aux sommes importantes dépensées pour la protection du travail, aux efforts systématiques des organismes administratifs et des syndicats pour créer la sécurité du travail à la production, que le nombre des traumatismes industriels a pu être sensiblement abaissé.

L'activité culturelle et éducative des syndicats sovi-

tiques a pour objectif la formation politique et l'élévation du niveau culturel et technique des travailleurs. Les syndicats soviétiques répandent, par leurs palais de la culture, clubs, salles de la culture, bibliothèques et autres institutions culturelles, des connaissances politiques et scientifiques, mènent une propagande en faveur de la production et de la technique et permettent aux ouvriers d'élever leurs connaissances techniques. Plus de 5 millions de personnes participent aux cercles musicaux et dramatiques, aux chorales, organisés dans les clubs d'amateurs.

Les syndicats accomplissent tout leur travail à l'aide de la large masse des militants syndicaux qui s'accroît d'année en année et dépasse actuellement 9 millions.

L'année 1949 est une année de nouveaux succès atteints par le camp du socialisme et de la démocratie dans la lutte pour la paix contre les fauteurs d'une nouvelle guerre. Les preuves en sont : les protestations massives contre le Pacte de l'Atlantique, pacte d'agression, le Congrès Mondial des Partisans de la Paix, appuyé par des millions de travailleurs de tous les pays, la Journée Internationale de la Paix qui s'est déroulée le 2 octobre avec un élan et une organisation exceptionnels.

Dans de nombreux pays, les agents de l'impérialisme essaient de briser l'unité syndicale. Les leaders réactionnaires des syndicats anglais et américains ont l'intention de créer une nouvelle organisation de briseurs de grèves qui n'aura d'autre but que d'aider les impérialistes à étrangler les libertés syndicales, à renforcer l'offensive contre les droits vitaux des travailleurs, à préparer une nouvelle guerre mondiale. Ils essaient également de créer une organisation identique en Asie sous forme de la trop fameuse « Fédération Asiatique du Travail ».

Les syndicats démocratiques de tous les pays du monde doivent suivre attentivement ces manœuvres de la réaction. Il faut lutter résolument contre la trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière que préparent les dirigeants des syndicats réactionnaires. Il faut journellement expliquer aux travailleurs la substance de cette provocation et resserrer plus étroitement les rangs de la classe ouvrière autour de la Fédération Syndicale Mondiale représentant les intérêts véritables des ouvriers du monde entier dans leur lutte pour leurs droits économiques et sociaux, contre le fascisme et les instigateurs d'une nouvelle guerre, pour une paix stable et durable dans le monde entier.

La délégation soviétique soutient la proposition, demandant que notre Conférence s'adresse aux travailleurs des Pays-Bas, de France, d'Angleterre et des Etats-Unis, les appelant à réclamer de leurs gouvernements la cessation immédiate de l'intervention armée en Indonésie, au Viet-Nam, en Birmanie, en Malaisie et en Corée du Sud, et le rappel des troupes de ces pays.

La délégation soviétique soutient entièrement la proposition de l'adoption par la Conférence d'un manifeste aux travailleurs des pays d'Asie les appelant à consolider l'unité de leurs rangs dans la lutte pour la satisfaction de leurs revendications sociales et économiques, pour les droits et libertés démocratiques, pour l'indépendance nationale et le renforcement de la paix.

La délégation soviétique appuie la proposition de créer un bureau de liaison de la F.S.M. en Asie, qui aura pour mission de renforcer la liaison entre les syndicats des pays d'Asie et la F.S.M., d'échanger des informations, d'appliquer les décisions des organismes dirigeants de la F.S.M., d'aider les Centrales nationales des pays d'Asie.

En ce qui concerne l'activité des syndicats des pays d'Asie soumis à la répression des gouvernements

réactionnaires, la délégation soviétique estime que la Conférence ne peut leur recommander dans ses décisions des mesures d'organisation et des formes de travail. La question des formes et des méthodes du travail syndical ne peut être résolue correctement et avec succès que par les Centrales syndicales nationales elles-mêmes, en partant des revendications pressantes des travailleurs suivant les conditions locales concrètes et les particularités de chaque pays.

Permettez-moi, au nom des syndicats de l'U.R.S.S., d'exprimer notre certitude que notre Conférence servira la cause du rassemblement des forces de la classe ouvrière internationale pour la défense de ses revendications et droits vitaux, pour la défense de la démocratie et de la paix, contre l'offensive des monopoles capitalistes, contre les fauteurs d'une nouvelle guerre mondiale, afin que s'épanouisse une vie heureuse pour la classe ouvrière et pour tous les peuples épris de liberté.

Rapport

sur la lutte de la classe ouvrière du Nord de la Corée pour l'unité, l'indépendance et le développement démocratique du Pays

présenté par Tsoi-Gen-Dok

Séance du 19 Novembre 1949

Durant les trente-six années du règne de l'impérialisme japonais en Corée, les masses travailleuses ont vécu dans des conditions effroyables de misère et d'oppression. Les ouvriers devaient travailler de 12 à 14 heures par jour pour un salaire misérable, inférieur de 40 à 60 % à celui des travailleurs japonais. Les salaires féminins n'étaient que 35 % des salaires masculins, et ceux des jeunes étaient encore inférieurs. Les conditions de travail ne faisaient l'objet d'aucune législation, il n'y avait aucune assistance médicale ni assurance sociale. Les travailleurs qui se risquaient à parler de contrats collectifs encouraient une peine de plusieurs années d'emprisonnement. Il n'y avait naturellement aucune liberté politique ni syndicale, ni aucune possibilité d'éducation pour les travailleurs et leurs enfants.

La classe ouvrière coréenne ne cessait de lutter contre ces conditions d'esclavage. Après la révolte du 1^{er} mars 1919, des syndicats furent organisés, qui prirent rapidement la tête de la lutte pour la libération nationale. En décembre 1928, ils réussirent à organiser une grève générale qui dura trois mois. De janvier à août 1940, alors que de la répression japonaise atteignait son maximum de brutalité, les travailleurs, encouragés par la résistance des partisans sous la direction de Kim-il-Sung, n'organisèrent pas moins de 623 conflits auxquels 49.000 ouvriers participèrent.

Le 15 août 1947, grâce à l'héroïsme de l'armée soviétique, le peuple coréen fut enfin libéré de l'oppression japonaise. Mais tandis que le Nord de la Corée recevait de ses libérateurs la possibilité de librement reconstruire son pays et décider démocratiquement de son sort, le Sud, occupé par l'armée américaine, retomba dans une situation matérielle et politique pire encore qu'aux jours de l'occupation japonaise.

Dans le Nord de la Corée, la réforme agraire du 5 mars 1946 répartit entre les paysans n'ayant pas ou peu de terres, un million d'hectares qui avaient appartenu aux propriétaires féodaux. Cette mesure eut pour résultat immédiat un accroissement considérable de la surface des terres cultivées et des récoltes. De ce fait, le problème alimentaire se trouva résolu, dans une région qui n'était pourtant pas spécifiquement agricole. Cette mesure eut également pour conséquence un rapide progrès politique et culturel des paysans, et cimentait définitivement l'union de la classe paysanne avec la classe ouvrière.

Dans le domaine industriel, une loi promulguée le 10 août 1946 nationalisait les entreprises essentielles dans l'industrie, les transports, les banques. Ceci permit non seulement la réparation rapide des usines et des mines endommagées ou détruites par les Japonais, mais encore la construction de nombreuses usines nouvelles. La production industrielle totale de 1948 atteignit 260 % de celle de 1946. Deux plans annuels de développement économique ont déjà été couronnés de succès, et un plan de deux ans est en voie de réalisation. Une législation du travail a été promulguée le 24 juin 1946, en même temps qu'une loi sur l'égalité des sexes qui a délivré les femmes coréennes des traditions féodales et leur a donné, dans tous les domaines de la vie publique, des droits égaux à ceux des hommes. La loi réglemente les heures du travail, interdit le travail des enfants, établit un système d'assurances sociales obligatoires et de congés payés, assure l'application du principe du salaire égal pour un travail égal, garantit le droit aux contrats collectifs. Grâce à l'application de cette loi, les conditions de vie et de travail des ouvriers et des employés se sont considérablement améliorées.

Une véritable révolution culturelle a eu lieu dans le Nord de la Corée. Sous l'occupation japonaise, il n'y avait que 1.372 écoles primaires et 115 écoles techniques avec un nombre total de 910.000 élèves. En 1949 on compte 5.124 écoles primaires avec près de 2 millions d'élèves, et des Universités ont été créées qui ont déjà 13.222 étudiants. En outre, 145.000 étudiants suivent les cours de 3.718 écoles pour adultes, et des dizaines de milliers d'élèves sont formés dans les écoles de cadres spécialisées.

Pour permettre aux syndicats d'entretenir leurs nombreuses activités, le Gouvernement a adopté en mars 1948 une résolution aux termes de laquelle les administrations des usines doivent verser de 2 à 6 % du montant des salaires payés.

La Fédération Syndicale du Nord de la Corée a été formée le 30 novembre 1945, date à laquelle elle comprenait 13 fédérations d'industries groupant 130.000 travailleurs. En juin 1949, elle compte 500.000 membres organisés en 14 fédérations industrielles. Elle constitue le soutien le plus ferme du Gouvernement démocratique, et compte 120 membres sur 572 à l'Assemblée Suprême de la République Démocratique Populaire.

Les syndicats jouent un rôle de premier plan dans la construction économique du pays. Grâce aux progrès ainsi réalisés, plus de 100 nouveaux produits industriels sont apparus sur le marché en 1948. L'augmentation des produits en circulation a eu pour conséquence une diminution rapide des prix, tandis que les salaires des travailleurs augmentaient.

Pendant que le Nord de la Corée marche ainsi à grands pas dans la voie du progrès, le Sud de la Corée a pris un chemin diamétralement opposé. Les syndicats et toutes les organisations démocratiques sont écrasés sous une sanglante répression, et toute liberté politique et syndicale est radicalement supprimée. L'économie du pays, loin de se développer, a marqué une régression considérable, et le Sud de la Corée est transformé en marché pour les denrées américaines. Ainsi donc, les décisions prises à Moscou par la Conférence des trois Grandes puissances n'ont pas été appliquées, et des élections séparées ont été illégalement organisées dans le Sud de la Corée, sous le soi-disant contrôle de la Commission de l'O.N.U. en Corée. Le Gouvernement de Rhee Seung-Man ainsi établi n'est qu'un instrument de l'impérialisme américain.

C'est pourquoi les représentants de plus de 50 partis politiques et organisations sociales du Nord et du Sud de la Corée se sont réunis en Conférence, en avril 1948,

puis en juin 1948, et ont décidé d'organiser des élections générales pour l'ensemble de la Corée le 25 août 1948. Ces élections ont eu lieu ouvertement en Corée du Nord, où la quasi totalité du corps électoral y a pris part, et elles se sont déroulées clandestinement en Corée du Sud, où 77,52 % de l'ensemble des électeurs est parvenu à voter. C'est ainsi que fut établi le Gouvernement Démocratique Populaire de Corée, reconnu par l'Union Soviétique — qui a retiré ses troupes de Corée — et par les Démocraties Populaires.

Depuis lors, les occupants américains ont encore accentué leur oppression féroce sur le Sud de la Corée, et provoqué de nombreux incidents à la limite du 38° Parallèle. Devant cette situation, les éléments démocratiques du Nord et du Sud de la Corée ont formé, le 23 juin 1949, à Pyeng-Yeng le Front d'Unité Démocratique et Patriotique, dont le but est de réaliser le plus rapidement possible l'unification pacifique de l'ensemble de la Corée.

L'obstacle le plus important à la réalisation de cette unité est moins le gouvernement fantoche de Rhee Seung-Man, que la soi-disant Commission de l'O.N.U. qui soutient sans réserve la politique de répression et de provocation de ce gouvernement. Mais la classe ouvrière de Corée continuera jusqu'à la victoire finale sa lutte tant pour libérer le Sud du pays que pour maintenir et consolider ce qu'elle a déjà conquis dans le Nord.

Rapport

sur le Mouvement Syndical dans le Sud de la Corée

présenté par Hien Bo Iel

Séance du 19 Novembre 1949

Le caractère essentiel du Sud de la Corée sur le plan économique, est le fait que sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain s'accroît de jour en jour et que la misère y prend des proportions catastrophiques.

Le nombre des usines et fabriques fonctionnant en Corée du Sud est tombé de 10.065 en 1943 à environ 4.500 en mars 1947, leur production en 1946 n'était plus que de 26,4 % de ce qu'elle était en 1939, et cette évolution n'a fait que s'accroître depuis. En outre, même l'organe officiel du gouvernement est obligé de reconnaître que seule une infime proportion des usines sont encore fermées « paient des salaires décents et les paient à temps ». Ce même organe ne cache pas que le peuple coréen doit se préparer à faire face à un « sombre avenir ».

Le chômage a atteint des chiffres incroyables, puisque les statistiques gouvernementales mentionnent 3 millions de chômeurs et 1.101.800 chômeurs partiels au 15 novembre 1946, soit 1/6^e de la population totale du Sud de la Corée.

Quant aux conditions de vie de ceux qui travaillent encore, il suffit de citer le journal réactionnaire « Yeunhap Shinmoon » : « Il est vrai qu'ils vivent encore, mais leur misère dépasse toute imagination ». La semaine de travail atteint fréquemment 80 et même 90 heures, et aucune mesure n'est prise pour assurer la sécurité du travail ni l'assistance médicale.

Cette situation terrible découle directement de l'emprise croissante des monopoles américains. La plupart

des compagnies minières, pétrolières, hydroélectriques, etc., sont aux mains des Américains qui contrôlent ainsi les industries-clés. Les importations de denrées américaines dans le pays ont atteint 189 millions de dollars en 1948.

Cette mainmise a pu s'effectuer grâce à la trahison du gouvernement fantoche de Rhee Seung-Man, qui a essayé de noyer dans le sang toute tentative de résistance du peuple coréen. Depuis la capitulation du Japon, plus de 100.000 patriotes ont été victimes de persécutions. Pour citer les chiffres de la soi-disant « Commission de l'O.N.U. pour la Corée du Sud », qui pourtant s'efforce par tous les moyens de cacher la féroce répression exercée par le gouvernement, « dans les 8 mois qui se sont écoulés entre le 4 septembre 1948 et le 30 avril 1949, 89.710 personnes ont été arrêtées aux termes de la loi de Protection de la Paix Nationale ». Le gouvernement brûle entièrement les villages des régions où se manifeste l'activité des partisans, faisant ainsi des dizaines de milliers de sans-abri au seuil de l'hiver.

Dans de telles conditions générales, le mouvement syndical est particulièrement visé par de cruelles persécutions. Même les simples adhérents des syndicats, sans parler des dirigeants, sont arrêtés et emprisonnés ou abattus sans jugement. Déjà en mars 1947, la délégation de la F.S.M. qui avait visité la Corée du Sud sous la présidence de Louis Saillant, avait déclaré qu'« une telle situation n'existait nulle part au monde, sauf en Grèce ». Depuis lors, elle a d'ailleurs considérablement empiré.

Mais cette impitoyable répression ne fait qu'accroître la colère et l'énergie des travailleurs coréens, pour la lutte. La série ininterrompue de grèves, de manifestations, la révolte générale d'octobre 1946, la grève générale du 20 juillet 1949, tout ceci est une manifestation du profond mécontentement des masses populaires provoqué par la politique honteuse de trahison appliquée par le gouvernement. Ce mouvement a rallié les larges masses populaires autour de la Fédération Syndicale de Corée du Sud, qui, par son héroïsme et son esprit de sacrifice, est devenue le guide incontesté du peuple coréen.

Bien qu'obligée de travailler dans l'illégalité la plus complète, et en dépit des difficultés causées par la fermeture progressive des entreprises industrielles, la Fédération avait réussi à grouper, au 30 octobre 1948, 252.000 travailleurs, répartis en Fédérations Professionnelles. Elle lutte avec énergie pour la réalisation de ses buts qui sont ceux de tout le peuple coréen : mettre fin à la domination des impérialistes américains et de leur instrument, le traître Rhee Seung-Man et sa clique ; chasser du pays la soi-disant Commission de l'O.N.U. qui n'est qu'un complice de l'impérialisme américain ; réaliser le plan d'unité de Corée, établi en juin 1949 par le Front d'Unité Démocratique et Patrio-

tique ; améliorer les conditions des travailleurs et appliquer la réforme agraire ; mettre fin au régime de terreur sanglant imposé au peuple coréen.

La Fédération lutte pour maintenir, contre les tentatives de division du gouvernement, l'unité de la classe ouvrière coréenne, et se prononce résolument contre toute atteinte à l'unité mondiale des travailleurs. La libération du Sud de la Corée fait partie de la lutte commune pour le maintien de la paix en Asie et dans le monde entier. En effet, devant l'échec infligé à leur politique d'agression en Asie par la magnifique victoire du peuple chinois, les impérialistes américains concentrent leur attention sur le Sud de la Corée pour en faire une base de guerre contre l'Union Soviétique et contre les mouvements de libération des peuples d'Asie.

Les délégués du Sud de la Corée appellent les représentants des syndicats de tous les pays à considérer les mesures à prendre dans leurs organisations respectives pour soutenir la lutte du peuple coréen. En particulier, ils demandent aux syndicats des Indes, des Philippines et de l'Australie d'exiger de leurs gouvernements respectifs le retrait des représentants de ces gouvernements dans la soi-disant « Commission de l'O.N.U. en Corée ».

Rapport

sur la situation syndicale en Indonésie

présenté par Ali Marjono

Séance du 19 Novembre 1949

Les paysans forment environ 75 % de la population de l'Indonésie et possèdent en moyenne 0,19 hectare. Beaucoup d'entre eux ne possèdent ni terre, ni bétail.

Quoique le pays soit riche en matières premières et possède des réserves de charbon et d'énergie électrique, il y a très peu d'industrie. Une production agricole et industrielle spécialisée en vue des demandes des impérialistes a réduit le peuple à la pauvreté parmi l'abondance. Pendant trois siècles, le pays a été pillé par les Hollandais, qui en retiraient en 1938, par exemple, les 13 % de la totalité de leur revenu national. Le peuple indonésien qui forme plus des 97 % de la population, touchait à peine les 15 % du revenu national, tandis que les Hollandais et autres Européens (0,4 % de la population) en recevaient les 65 %.

Le taux de l'exploitation est si élevé qu'une grande majorité des paysans sont obligés de vendre leur travail à n'importe quel prix pour éviter la famine. Les femmes et les enfants sont contraints de travailler pour des salaires encore plus bas, afin de compléter le revenu familial. Les ouvriers des fermes et des plantations sont dans une situation encore plus mauvaise. Ce sont presque des prisonniers vivant dans les dortoirs les plus insalubres, et qui n'ont le droit de quitter les plantations que deux fois par mois. Ils sont brutalement maltraités par les propriétaires et par leurs surveillants.

Le service de santé dont les Hollandais se glorifient impudemment n'absorbe que les 2 % du budget colonial ; il en résulte qu'il y a un seul médecin pour 100.000 personnes. Il n'y a que 26 hôpitaux d'Etat avec 3.702 lits en tout.

Selon les chiffres hollandais, il n'y avait que 723 écoles élémentaires en 1938 (le Hollandais étant la langue d'enseignement). C'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'il y ait eu 93 % d'illettrés. Une personne sur 120.000 bénéficie d'une instruction supérieure.

Contre cette exploitation coloniale, les masses travailleuses indonésiennes ont fondé leur premier mouvement syndical organisé en 1908, parmi les cheminots. Il a débuté et a progressé en étroite liaison avec le mouvement national. Sa force a augmenté avec la fondation du parti communiste (P.K.I.) en octobre 1920, alors que la Centrale Nationale à laquelle étaient affiliés quatorze syndicats, s'établissait à Samerang. L'une après l'autre, des grèves furent organisées, jusqu'au soulèvement général de novembre 1926, à Java, qui fut suivi par d'autres dans divers districts. La domination hollandaise était presque minée, mais elle fut capable d'écraser les soulèvements à cause de leur manque de coordination, particulièrement entre ouvriers et paysans. Les assemblées furent interdites, les journaux supprimés et des dizaines de milliers de personnes emprisonnées, tuées ou déportées. Le mouvement syndical et le P.K.I. furent déclarés illégaux et le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ne fut pas rétabli avant 1935. A l'époque où le danger d'agression fasciste s'accroissait, des offres répétées de former une armée indonésienne coopérant avec les autorités hollandaises furent nettement repoussées. Les Hollandais considéraient le peuple indonésien comme plus dangereux que le fascisme.

Lorsque la guerre survint, ce furent les travailleurs indonésiens qui versèrent leur sang en s'opposant aux premiers envahisseurs japonais.

Immédiatement, après avoir conquis les îles indonésiennes, les Japonais interdirent toutes les organisations existantes, et les travailleurs vécurent dans la misère pendant trois ans et demi. Ils étaient recrutés de force dans les camps de travail prétendus « volontaires » et « exportés » pour travailler dans d'autres pays pour le compte des Japonais. Ainsi, plus de 30.000 d'entre eux payèrent de leur vie la construction du « chemin de fer de la mort » allant de la Malaisie au Siam. Soukarno

et Hatta soutinrent activement le travail forcé imposé par les fascistes; ils sont responsables de la mort de près de 2 millions de travailleurs dans ces camps.

La lutte antifasciste conduite par Amir Charifouddin aboutit à des révoltes de masses qui déferlèrent sur tout le pays, en 1943. La défaite finale du militarisme japonais permit au peuple indonésien de se renforcer et de proclamer la République d'Indonésie le 17 août 1945. Un mois plus tard, une manifestation de 40.000 personnes à Sourabaya fut suivie immédiatement de l'établissement de Forces Populaires pour la défense de l'indépendance nationale. Le peuple comprit que le seul moyen de combattre l'agression impérialiste était d'avoir une armée forte, équipée d'armes prises aux Japonais.

Au cours de la lutte révolutionnaire contre la domination sanguinaire des impérialistes hollandais, une puissante organisation syndicale se développa rapidement. En mai 1946, la « Fédération Syndicale Indonésienne » (Indonesian Federation of Trade Unions), comptant 400.000 membres, se formait dans l'Est de Sumatra. En dépit de la politique hollandaise consistant à exciter l'animosité raciale en utilisant une partie des travailleurs pour affaiblir et exploiter les autres, un événement important de l'après-guerre fut le développement de la solidarité syndicale entre travailleurs indonésiens et chinois d'outre-mer. En novembre 1946, pour la première fois, tous les syndicats se trouvaient unis dans une organisation centrale, la SOBSI.

La SOBSI eut constamment à combattre : contre l'occupation militaire, pour l'augmentation de la production, contre l'analphabétisme, contre le Plan Marshall, contre le chômage et le niveau dérisoire des salaires. Elle ne put pas mener une lutte légale, les manifestations étant interdites et la tenue de meetings presque impossible. Ses 35 sièges au Parlement provisoire étaient dépourvus d'utilité, car Hatta, délibérément, ne convoqua pas le Parlement.

La situation de la classe ouvrière empira régulièrement. Hatta, suivant les instructions des impérialistes,

organisa une violente campagne contre les communistes et les démocrates. Le P.K.I., le Front Démocratique et la SOBSI furent interdits. De nombreux leaders de la classe ouvrière tels que Harjono, Président de la SOBSI, Ouy Gee Hwat, qui représentait cette organisation à la session de Prague du Conseil général de la F.S.M., en 1947, Charifouddin, Darousman et Suripno, furent assassinés sans pitié. Les Hollandais, munis de tanks, de bombes, et même de ravitaillement américain, poursuivirent leur action militaire, protégeant les intérêts américains. (Alors qu'en 1941, le capital investi par les Américains en Indonésie ne représentait que les 50 % du total des investissements étrangers, il est maintenant le double de ceux des Britanniques et deux fois et demie plus grand que ceux des Hollandais.)

Le prétendu « transfert de souveraineté » aux Etats-Unis d'Indonésie, machiné par les Américains, n'est rien d'autre qu'un rideau derrière lequel la bourgeoisie nationale domine les masses populaires dans l'intérêt de l'impérialisme. C'est une terrible ironie du sort que le gouvernement Hatta, en assumant la dette du gouvernement colonial hollandais, oblige les Indonésiens à payer les balles qui ont tué leurs compatriotes par milliers.

La répression n'a pas cessé. En février 1949, dix malades hospitalisés furent tués et cinq blessés par des soldats hollandais. Des adhérents de la SOBSI furent jetés par groupes de 100 dans des cellules 20 mètres sur 6 mètres sans aération ni lumière. Cinquante étudiants indonésiens ont été électrocutés en guise de représailles, après une attaque de partisans.

Mais les travailleurs indonésiens, dirigés par la SOBSI, continuent le combat.

La présence de la délégation de la SOBSI à Pékin donne l'assurance à la classe ouvrière internationale que c'est une organisation bien vivante en dépit de la terreur et de la persécution, une force qui combat pour la libération du peuple, inséparable des autres forces de démocratie et de paix.

Rapport

sur le Mouvement Syndical en Iran

présenté par Ali Mahmed Zadeh

Séance du 20 Novembre 1949

Le mouvement ouvrier a débuté en Iran au début de 1911, à la suite de la révolution bourgeoise de 1906. Le premier syndicat régulièrement constitué, celui des imprimeurs, s'est formé en 1918.

De 1918 à 1928, le mouvement syndical s'est développé largement, et les travailleurs, en particulier ceux de l'imprimerie, du textile et de l'industrie pétrolière parvinrent par des grèves à obtenir certaines améliorations et la journée de 8 heures.

Mais la consolidation de la dictature de Reza Shah, de 1928 à 1931, amena la suppression de toutes les libertés démocratiques et obligea les syndicats à passer dans la clandestinité, et ce n'est qu'en 1941, à l'arrivée des armées alliées en Iran, qu'ils purent reprendre leur activité au grand jour.

En 1944, le Conseil Central des Syndicats Unifiés fut formé par la fusion de quatre Centrales Syndicales Indépendantes. Cette organisation groupa bientôt plus de 300.000 travailleurs et organisa en particulier 70 % des ouvriers de l'industrie pétrolière.

Les syndicats sont organisés sur une base territoriale. Le C.C.S.U. dirige leur activité par l'intermédiaire

d'Unions Provinciales et Locales avec lesquelles il est directement en relation.

Le niveau de vie des travailleurs de l'Iran était très bas. La journée de travail atteignait 11 heures, la semaine de travail était de 7 jours sans aucun congé annuel, il n'y avait ni assurances sociales, ni service de santé. Les enfants étaient soumis à une exploitation inhumaine, en particulier dans les manufactures de tapis. Les salaires étaient très insuffisants par rapport au coût de la vie.

A la suite d'une série de grèves, couronnée par la grève générale de Téhéran en novembre 1946, qui fut déclenchée par l'assassinat d'un cheminot, les syndicats obligèrent le gouvernement à certaines concessions : journée de 8 heures, congé hebdomadaire, vacances annuelles de trois semaines, reconnaissance légale du 1^{er} mai et de 9 autres jours fériés, promesse de faire voter une législation ouvrière et d'établir des assurances sociales.

Ils s'efforcèrent également d'éveiller la conscience de classe des travailleurs par des cours d'éducation politique, des cercles d'études, des meetings, des publications.

En septembre 1946, le Bureau Exécutif de la F.S.M. réuni à Washington, après avoir examiné le rapport présenté par Louis Saillant, Secrétaire général, sur sa mission en Iran, accepta la demande d'affiliation du C.C.S.U. et recommanda Reza Roustia, secrétaire général de cette organisation, comme membre du Conseil général de la F.S.M. Une seconde commission de la F.S.M., sous la présidence de El Ariss, se rendit en Iran de février à Avril 1947, et soumit un rapport au Conseil général réuni à Prague en juin de la même année. Le Conseil général décida de reconnaître le C.C.S.U. comme l'unique organisation syndicale démocratique de l'Iran et de protester auprès du Gouvernement iranien contre la violation des droits syndicaux.

En effet, la réaction iranienne a mené contre le mouvement ouvrier une offensive qui s'est manifestée tout d'abord par la formation de syndicats jaunes et l'activité de bandes armées qui, sous le régime de la Loi Martiale, s'emparaient des locaux et des clubs des syndicats pour les détruire ou les livrer aux organisations réactionnaires. Cette offensive eut une grande envergure après l'arrivée au pouvoir de Ghavam-es-Soulta-neh soutenu par les Etats-Unis. 15.000 démocrates dont plusieurs centaines de dirigeants syndicalistes, périrent au cours de l'attaque contre le mouvement démocratique d'Azerbaïdjan. Reza Roustia, secrétaire général, fut arrêté en avril 1947, et une tentative fut faite pour créer un congrès fictif des syndicats comprenant les organisations fantoches de l'Anglo-Iranian Oil Co.

Une troisième étape fut marquée par l'arrivée au pouvoir de Sayed, agent de l'impérialisme anglo-américain, et par le rétablissement d'un régime dictatorial. L'Iran fut transformé en colonie anglo-américaine et en base militaire d'agression contre l'Union Soviétique. Sous le prétexte d'un soi-disant attentat contre la vie du Shah, le régime de terreur militaire et policière fut rétabli et les dirigeants des syndicats et du Parti Progressiste

Toudeh furent l'objet d'une recrudescence de persécutions. Beaucoup d'entre eux, dont Reza Roustia, furent condamnés à mort par contumace.

Cette situation a obligé les syndicats, comme toutes les autres organisations démocratiques, à rentrer dans la clandestinité. Mais elle n'a pas mis fin pour autant à leur activité, comme le montrent les nombreuses manifestations et les trois grandes grèves qui ont eu lieu en 1949, et au cours desquelles des dizaines de personnes ont trouvé la mort.

Le Mouvement Syndical Iranien a eu particulièrement à souffrir de la trahison des dirigeants du T.U.C., du C.I.O. et de l'A.F.L., qui soutiennent les plans d'asservissement, par leurs Gouvernements, des peuples du Moyen-Orient et des pays asiatiques.

Le C.C.S.U. demande à la F.S.M. et à ses organisations affiliées :

1. d'intervenir auprès du Gouvernement iranien pour obtenir une amnistie générale des prisonniers politiques et l'annulation des sentences de mort prononcées par le Gouvernement iranien ;

2. d'exiger du Gouvernement iranien la reconnaissance des droits syndicaux démocratiques et l'abandon de la politique qui oblige les travailleurs à faire partie des syndicats gouvernementaux E.S.K.I. ;

3. d'organiser une assistance concrète aux syndicats de l'Iran, du Proche et Moyen-Orient et de l'Inde, en particulier par l'établissement d'un Bureau de Liaison pour ces pays ;

4. de consacrer une plus grande attention aux mouvements ouvriers des pays du Proche et Moyen-Orient dans les publications de la F.S.M. et des autres organisations.

Rapport

sur le Mouvement Syndical au Viet-Nam

présenté par Luu Duc Pho

Séance du 20 Novembre 1949

« La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière vietnamienne est étroitement liée à la lutte générale du peuple vietnamien pour l'indépendance totale, l'unité véritable et une démocratie populaire ».

Le Viet-Nam, formé de trois des cinq « pays » qui constituent artificiellement l'Indochine française (Tonkin, Annam, Cochinchine), lutte depuis 80 ans contre le régime colonial français.

Après la capitulation du Japon, contre lequel le peuple vietnamien avait résolument lutté aux côtés des Alliés, le même Front qui avait dirigé la résistance anti-japonaise, mena le combat de libération, renversa le roi fantoche Bao-Dai et établit démocratiquement un gouvernement d'union nationale sous la présidence de Ho Chi Minh.

Mais en Septembre 1945, grâce à la complicité des troupes britanniques que les Alliés avaient chargées de désarmer les restes de l'armée japonaise au sud du pays, les troupes françaises reprirent pied au Viet-Nam et entreprirent de le reconquérir. Les troupes coloniales,

comprenant 2.500 ex-S.S. allemands, et abondamment armées et équipées de matériel américain, commencèrent une guerre d'une sauvagerie inouïe.

Après quatre ans de cette lutte sans merci, qui a coûté à la France près de 100.000 tués ou blessés et, pour 1948 seulement, 700 milliards de francs, les forces impérialistes n'occupent que des villes, des plantations, des mines isolées, tandis que 90 % du pays, et en particulier toute la campagne, demeurent sous le contrôle du gouvernement vietnamien.

Ce magnifique résultat est dû essentiellement au fait que les travailleurs vietnamiens, qui luttent à la pointe du combat, ont su mobiliser et grouper autour d'eux toutes les forces de la population, les éduquer (la lutte contre l'analphabétisme est l'une des plus remarquables parmi les activités des syndicats) et améliorer leur condition en donnant au Viet-Nam une économie indépendante et équilibrée.

En face de cette résistance du peuple vietnamien, et aussi de la victoire bientôt complète du peuple chinois,

les forces impérialistes se concentrent. Les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ont, au cours d'une Conférence de leurs représentants à Washington en Septembre dernier, décidé d'agir de concert pour faire face au « danger communiste » en Indochine. Le Gouvernement français a été ouvertement autorisé à utiliser au Viet-Nam le matériel de guerre reçu aux termes de la Loi Prêt et Bail. Bao Daï a reçu des U.S.A., sous couleur de réparations de guerre, une somme de 37 millions de dollars. On prépare un Pacte du Pacifique, qui fera du Viet-Nam une tête de pont contre la Chine libre et l'Union Soviétique.

L'élément le plus actif dans la lutte de libération du Viet-Nam est le mouvement syndical, qui, né clandestinement en 1928, n'a cessé depuis de se développer. Il put se manifester au grand jour de 1930 à 1940, malgré une répression sévère. Mais la guerre le força à rentrer dans la clandestinité, où il s'identifia presque totalement au mouvement de résistance.

Après Août 1945, l'« Association des travailleurs vietnamiens pour le salut national », qui groupait l'avant-garde des travailleurs, décida, en Mai 1946, de créer la Confédération Générale des Travailleurs Vietnamiens (T.L.D.) de caractère beaucoup plus large, qui entra officiellement en activité le 20 Juillet 1946.

A la fin de 1948, la T.L.D. groupait 283.000 membres, dont 20 % de travailleurs industriels. A cause des difficultés du travail de liaison, l'organisation verticale professionnelle sur le plan national n'existe encore que pour quelques branches industrielles. Dans la plupart des cas, les syndicats sont organisés par profession sur le plan régional et affiliés à la fédération régionale des syndicats.

Les organisations de la T.L.D. jouent un rôle prépondérant tant dans la Résistance et dans la reconstruction économique des régions libérées. Elles participent à l'organisation et à l'administration des usines nationales et mènent une large campagne pour l'accroissement et l'amélioration de la production.

Dans les zones libérées, elles sont déjà parvenues à améliorer considérablement la condition des travailleurs,

non seulement dans les usines nationalisées, mais aussi dans les innombrables petites entreprises privées.

Dans les zones « temporairement occupées » par les forces colonialistes, par contre, la situation des travailleurs est misérable. Les travailleurs sont « déplacés » en masse, et travaillent de 12 à 14 heures par jour pour un salaire de famine. Les denrées de première nécessité de 3 à 20 fois plus cher qu'en zone libérée. Le mouvement syndical légal — divisé entre la C.G.T. française, Force Ouvrière et la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens — est très faible. Mais l'organisation syndicale de la T.L.D. se développe clandestinement.

Le trait le plus remarquable de l'excellent rapport présenté par la délégation vietnamienne est sans aucun doute sa lucide auto-critique de l'action de la T.L.D. Les insuffisances de l'organisation y sont clairement analysées : manque de cadre et de matériel d'information, caractère encore rudimentaire de la machine administrative et de l'appareil éducatif, isolement sur le plan international, insuffisance du travail d'organisation parmi les travailleurs intellectuels, manque de développement de l'organisation verticale par profession, incapacité, dans les zones temporairement occupées, à utiliser pleinement les méthodes légales de lutte pour l'éducation de classe des ouvriers et à lier étroitement la défense des droits des travailleurs à la cause de la libération nationale.

La T.L.D., loin de rejeter sur les conditions régnant dans le pays la responsabilité de cet état de fait, se prépare courageusement à réviser sa politique générale, son programme et ses méthodes, en vue de remédier à ses insuffisances.

En ce qui concerne ses relations avec le mouvement international, elle soumet à la Conférence deux propositions :

— que le Bureau de Liaison soit chargé d'étudier le mouvement ouvrier au Laos et au Cambodge, et d'aider à y établir des organisations syndicales démocratiques,

— qu'une délégation de la F.S.M. se rende dans les zones libérées du Viet-Nam dès que l'entière libération de la Chine aura rendu ce voyage possible, afin d'étudier sur place les problèmes vietnamiens.

La Classe Ouvrière de l'Inde en Lutte

Rapport présenté par Shankar Shelwankar

Séance du 20 Novembre 1949

On compte actuellement en Inde et au Pakistan approximativement 75 millions d'ouvriers salariés, dont 65 millions de travailleurs agricoles et de domestiques. 5 millions de personnes à peu près sont employées dans des ateliers artisanaux et autant dans des entreprises industrielles.

Environ 1.250.000 ouvriers de l'industrie se sont unis sous le drapeau du Congrès des Syndicats Pan-Hindous et du Congrès des Syndicats Pan-Pakistan. Mais l'influence du Congrès Syndical Pan-Hindou ne se répand pas uniquement parmi les travailleurs rassemblés dans ses rangs.

Le mouvement ouvrier de l'Inde a commencé à se développer activement en 1927. Les forces et l'influence des syndicats se sont rapidement accrues depuis cette époque. L'autorité du Congrès syndical a augmenté particulièrement au cours de la dernière décennie.

Les chiffres suivants en témoignent : avant guerre, en 1939, le Congrès Pan-Hindou englobait 188 syndicats avec 365.000 membres. En 1945, le nombre des syndicats affiliés au Congrès se montait à 401, et en novembre 1949, à 600; le nombre des adhérents était respectivement de 452.000 et de 800.000. Le Congrès Pan-Hindou s'avère un des plus importants facteurs de la lutte nationale libératrice.

La profonde aggravation de la crise générale du capitalisme qui s'est produite après la guerre, le renforcement du camp du socialisme et de la démocratie, ainsi que le puissant essor du mouvement de libération nationale en Inde, ayant à sa tête la classe ouvrière, ont sérieusement inquiété les colonialistes britanniques qui se sont efforcés de préserver comme par le passé leur domination sur cette population de 400 millions d'habitants.

La bourgeoisie indienne, au nom de ses intérêts de classe, a accepté un accommodement avec l'impérialisme britannique, et a conclu avec lui une alliance dirigée contre les masses populaires. Il en est résulté une continuelle aggravation de la situation des travailleurs, entraînant un approfondissement des contradictions de classes dans le pays et un nouvel essor du mouvement de grèves dirigé contre les forces unies de l'impérialisme anglais, de la bourgeoisie et des petits princes féodaux locaux.

S'efforçant de faire peser le poids de la crise sur les épaules du peuple, les capitalistes indiens, pleinement soutenus par le gouvernement, ont lancé leur offensive contre les travailleurs. Ils cherchent à faire baisser les salaires, à noyer dans le sang la résistance de la classe ouvrière, à briser son unité croissante avec l'aide de mercenaires sociaux-démocrates et de briseurs de grèves. Les socialistes de droite indiens appliquent tous leurs efforts à diviser le mouvement ouvrier. C'est dans ce but qu'ils ont formé une organisation syndicale scissionniste de briseurs de grèves. A son tour, le gouvernement Nehru a fondé le soi-disant « Congrès National des Syndicats », subventionné à la fois par ce gouvernement et par les employeurs; il les sert comme un instrument obéissant. Appliquant les consignes de ses maîtres, le « Congrès National » redouble sa propagande pour le slogan « paix et industrie » et incite les ouvriers à renoncer à leurs justes revendications. Le gouvernement cherche à faire entrer de force les ouvriers dans cette organisation, comptant les détourner du Congrès des Syndicats Pan-Hindous, gardien des intérêts des travailleurs.

Le gouvernement Nehru et ses représentants provinciaux sont entrés ouvertement dans la voie de la terreur, ont jeté en prison plus de 25.000 leaders démocrates et militants du mouvement ouvrier.

Dans la province de Madras (Inde du Sud), on a interdit non seulement le Parti communiste, mais tous les syndicats et autres organisations démocratiques. Le Parti communiste est également interdit au Bengale Occidental, à Indore et à Haiderabad. En fait, c'est dans toute l'Inde que le Parti communiste, le Congrès des Syndicats Pan-Hindous et une série d'autres organisations démocratiques se trouvent dans l'illégalité. Cherchant à étouffer l'activité des éléments démocratiques, les milieux dirigeants recourent aux arrestations, à la fusillade des participants aux meetings et manifestations, à l'interdiction des grèves, aux raids policiers, à la confiscation de la littérature progressiste, etc.

Le mouvement ouvrier de l'Inde est caractérisé par de puissantes grèves de protestation contre la politique du gouvernement, par des grèves de solidarité, par des prises de parole contre les arrestations de dirigeants et de militants syndicaux.

L'arrestation du Président du Congrès des Syndicats Pan-Hindous, le camarade Dange, a soulevé une vague de protestations. Ce mouvement s'est répandu à Bombay, à Madras, à Delhi, à Calcutta et dans une série d'autres grandes villes.

Le mouvement de grèves se développe sous le signe de la lutte contre les atteintes au niveau de vie des travailleurs et à leurs droits démocratiques. Les grèves englobent toutes les branches essentielles de l'in-

dustrie. A l'avant-garde marchent les ouvriers de la principale industrie de l'Inde, ceux du textile; ils font preuve d'une grande organisation et de beaucoup de fermeté dans la lutte.

Dans les villages où la paysannerie lutte pour la terre sous la direction de la classe ouvrière, le gouvernement Nehru a établi des camps de concentration selon le modèle hitlérien. Des centaines de nos militants y sont voués à la souffrance et à la mort lente. Des villages sont brûlés les uns après les autres. Des femmes sont violentées et torturées. Des partisans sont lynchés.

Dès 1947, la classe ouvrière de l'Inde a mené de nombreux combats de classe. En dépit des persécutions et de la féroce terreur gouvernementale, le nombre des grèves ne cesse d'augmenter. Pour illustrer les conditions dans lesquelles les éléments démocrates sont obligés de mener leur activité, il suffira de citer l'exemple suivant :

En juillet dernier, à Dobrougar (province de l'Assam), les ouvriers, en même temps que les paysans, les étudiants patriotes, les écrivains, les artistes et les instituteurs, ont convoqué une Conférence des Partisans de la Paix. Les représentants de Nehru, dans la province de l'Assam, ont envoyé des troupes qui ont encerclé le lieu de la Conférence. Des ouvriers ont occupé toutes les issues et ont empêché les groupes de policiers de pénétrer dans l'édifice. Sur l'ordre des autorités locales, les troupes ont alors ouvert le feu. Huit ouvriers ont été tués sur le coup et plus de 500 personnes ont été grièvement blessées. Plusieurs centaines de délégués à la Conférence ont été arrêtés. Les soldats, tels des forcenés, se sont rués dans les demeures des ouvriers, et ont roué de coups des femmes, des vieillards et même des enfants.

La population de la Principauté de Haiderabad se trouve dans une situation exceptionnellement pénible, par suite d'un grave manque de ravitaillement. Dans la province de Telengana, il y a déjà trois ans, a débuté un soulèvement englobant une région de 5 millions d'habitants. Dans les localités libérées se sont organisées, sous la direction de l'organisation paysanne « Kisan Makahab », des comités populaires, des tribunaux, des détachements de milice populaire.

Le pouvoir populaire de Telengana réalise les rêves les plus chers et l'espoir de la paysannerie indienne : les terres des gros propriétaires fonciers sont distribuées parmi les paysans sans terre et les ouvriers agricoles. Malgré la terreur exercée par les troupes et par la police, les insurgés protègent efficacement les libertés conquises. La sauvagerie des troupes et de la police ne peut mater le soulèvement qui s'est étendu aux régions avoisinantes.

Le mouvement populaire de libération donne naissance à des héros dont les exploits ne seront pas oubliés. Je veux vous parler du camarade Tiroumal Reddi, partisan de Telengana, âgé de 18 ans. Une armée de 30.000 partisans libérait la population de Telengana du pouvoir des propriétaires fonciers. Au cours d'un des combats, Reddi fut blessé et se cacha dans un champ. La police eut connaissance de l'endroit où il se trouvait. Environ 30 policiers entourèrent le champ. Ils rassemblèrent les habitants du village et les contraignirent à avancer. Se cachant derrière eux, les policiers approchèrent du lieu où gisait Tiroumal Reddi. Ils se précipitèrent sur lui, lui lièrent bras et jambes et le soulevèrent à un interrogatoire. Reddi refusa de répondre. Le commandant du détachement saisit son revolver et commença à tirer sur le partisan.

« Vive notre armée de partisans ! Vive notre Parti Communiste ! Vous pouvez me tuer, vous ne tuerez pas mon Parti ! » s'écria Tiroumal Reddi. Il tomba, percé de balles, après le cinquième coup.

Tels sont l'héroïsme et la ténacité avec lesquels notre classe ouvrière, nos paysans, nos étudiants, les hommes comme les femmes, les garçons comme les filles, répondent à l'offensive des impérialistes anglo-américains et du gouvernement indien.

Les travailleurs de l'Inde s'inspirent des exploits héroïques des Soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale, des exploits accomplis au cours des guerres de la Chine Populaire et Démocratique, de ceux des combattants du mouvement de libération nationale du Sud-Est asiatique.

Quelles sont les tâches essentielles qui incombent au Congrès des Syndicats Pan-Hindous ? Avant tout, apporter son aide aux chômeurs, adapter l'activité syndicale aux conditions de la clandestinité, unir les masses des millions de travailleurs agricoles dans la lutte pour le pain et la terre. Mais le plus important est de resserrer les rangs de la classe ouvrière, car seule une classe ouvrière unie peut créer un front démocratique national.

Au coude à coude avec tout le camp démocratique à la tête duquel se trouve l'U.R.S.S., et sous le drapeau de la Fédération Syndicale Mondiale, nous remplirons ces tâches.

Rapport de la Fédération Syndicale du Pakistan

La délégation du Pakistan Occidental n'a pu parvenir à Pékin. Mais la Fédération Syndicale du Pakistan avait envoyé le Rapport suivant, qui fut communiqué à la Conférence.

Grâce à la division de la Péninsule indienne en août 1947, la clique bourgeoise-féodale-impérialiste a réussi pour le moment à arrêter la marée montante de la lutte populaire. Ils ont dévié le mouvement pour une vie meilleure en émeutes « communalistes » et fratricides.

Il doit être bien clair que le dominion du Pakistan se trouve divisé en deux : le Bengale oriental, limitrophe de la Birmanie, est à plus de 1.500 km du Pakistan occidental, limitrophe de l'Iran et de l'Afghanistan. Entre eux s'étend le dominion de l'Inde. Quoique le gouvernement central administre les deux régions, la vie et les luttes du peuple (ayant des langues et des cultures différentes) sont restées jusqu'à présent distinctes. Le présent rapport concerne principalement le Pakistan occidental.

Avant le partage, le Pakistan occidental était très peu industrialisé; le mouvement syndical était extrêmement jeune et inexpérimenté, mais, faisant partie du Congrès Syndical Pan Hindou (A. I. T. U. C.) il progressait hardiment. Actuellement, non seulement le mouvement est coupé de cette direction, mais il a encore perdu la plupart de ses cadres qui, n'étant pas Musulmans, furent obligés d'émigrer aux Indes après le partage.

C'est en tenant compte de telles difficultés qu'il fallut construire une organisation syndicale. A la fin de 1947, l'A.I.T.U.C. décida d'autoriser les syndicats affiliés à former une centrale séparée et une sous-commission fut instituée à cette fin. Mais, vu les troubles communalistes, les émeutes et le fait que le Pakistan oriental est éloigné de 1.500 km, plus de six mois après la naissance du nouveau dominion, aucune centrale syndicale n'existait encore.

Au cours de ces six mois, les travailleurs constatèrent la véritable nature de l'« Etat islamique sans classes ». Les propriétaires terriens féodaux exproprièrent les biens abandonnés par les non-Musulmans. Il y eut du chômage et des baisses de salaires sur une vaste échelle; les usines employaient les ouvriers pendant quelques jours ou quelques semaines, puis les licencient sans leur payer aucun salaire. Une « Lurpen bourgeoisie » surgit d'un jour à l'autre et pratique un marché noir étendu, particulièrement pour les céréales, frappant très durement les travailleurs.

En guise de protestation, un grand cortège fut organisé en décembre 1947 par les syndicats des cheminots, chauffeurs et conducteurs, ainsi que par d'autres organisations, avec la participation de 15.000 travailleurs. Cela mit fin à la léthargie des masses et donna l'impulsion à la lutte de la classe ouvrière. En janvier 1948, la Fédération Syndicale du Pakistan se forma et entra aussitôt en conflit avec le gouvernement au sujet du salaire des petits fonctionnaires, du chômage, du marché noir, des libertés syndicales, etc.

Cette explosion de protestations organisées poussa le gouvernement à une politique préméditée de violente répression qui prit les formes suivantes : « Loi sur la Sécurité publique » (emprisonnement sans jugement pendant une période indéfinie), inculpations falsifiées contre les militants syndicalistes, utilisation d'agents provocateurs, licenciement de syndicalistes à la faveur d'une politique de compression, emploi d'espions sur les lieux de travail, etc. A un moment donné, tout le comité syndical provincial du Sind se trouvait en prison. Malgré la terreur, les ouvriers demeurent inébranlables et militent toujours plus activement.

Les conditions de vie des travailleurs sont pitoyables. Le gouvernement, qui est le plus grand employeur du Pakistan, paye les travailleurs non spécialisés environ la moitié du minimum permettant de subsister. Les employeurs privés payent encore beaucoup moins et on peut imaginer les difficultés des travailleurs lorsqu'on sait qu'avant la récolte actuelle, le blé, nourriture de base, coûtait environ 15 fois le prix de 1939.

Le dumping des biens de consommation pratiqué par les U.S.A., la Grande-Bretagne et l'Inde a accéléré le chômage. Environ 300.000 tisserands se trouvent déjà sans emploi, leurs tissus ne pouvant pas concourir avec le bon marché de la production étrangère, et les chômeurs inscrits ont augmenté d'environ 60 0/0 entre août 1948 et mars 1949. On estime aussi qu'environ un million d'ouvriers agricoles sont sans travail et qu'un nombre plus grand encore chôme partiellement.

La pénurie de logements est terrible. Des milliers de travailleurs de Karachi dorment sur les trottoirs. Les cheminots du Pakistan Oriental s'installent dans des wagons de chemin de fer et ceux du Pakistan Occidental dans de vieilles usines. La sous-alimentation, les conditions insalubres et le manque d'hôpitaux font de la tuberculose une calamité nationale, tandis que la

typhoïde, la malaria et le choléra prélèvent leur tribut habituel sur les travailleurs. Cependant, 67 0/0 du budget national sont dépensés pour l'armée, 0,33 0/0 pour l'éducation et rien pour les logements.

Actuellement, environ 70.000 travailleurs sont organisés en syndicats, dont la majorité sont affiliés à la Fédé-

ration Syndicale du Pakistan (Pakistan Trade Union Fédération = P.T.U.F.). Cette fédération mène de dures luttes contre de très puissants obstacles, afin d'organiser les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture encore inorganisés; elle est fière d'avoir été admise dans la grande famille internationale des travailleurs, la F.S.M.

Rapport sur le Mouvement Syndical en Birmanie

présenté par Aung-Win

Séance du 20 Novembre 1949

La Birmanie est un pays aux vastes ressources, pour la plupart inexploitées. Une partie des grandes richesses minérales a été exploitée, mais il n'y a pas eu de développement industriel. Presque toute la terre cultivable est utilisée pour le riz. 72 % de la population salariée travaille dans l'agriculture. Le peuple Birman possède 30 % de la terre, tandis que 6.000 propriétaires terriens, pour la plupart indiens, possèdent les 70 % restants.

Avant la dernière guerre, les richesses naturelles, les transports, le commerce et les finances de la Birmanie étaient le monopole exclusif de 5 compagnies britanniques; et bien que les investissements y soient beaucoup plus faibles qu'aux Indes et en Malaisie, les profits sont peut-être les plus considérables du monde capitaliste.

Le mouvement anti-impérialiste a commencé après la première guerre mondiale, lorsque les intellectuels et les étudiants ont organisé un mouvement d'indépendance nationale contre la domination étrangère. Le parti Thakin (Liberal) fut fondé en 1929, mais le mouvement syndical ne prit pas forme avant la grève générale de 1938, au cours de laquelle 10.000 ouvriers de l'industrie pétrolière, auxquels se joignirent 10.000 paysans, marchèrent sur Rangoun.

Sous l'occupation japonaise, les ouvriers et les paysans formèrent la « Ligne Antifasciste Populaire pour la liberté » (Anti-Fascist People's Freedom League = A.F.P.F.L.); leur unité et leur esprit anti-impérialiste étaient très développés.

Le « Congrès Syndical Pan-Birman » (All Burma Trade Union Congress = A.B.T.U.C.) et le Syndicat Paysan Pan-Birman (All Burma Peasants Union) furent organisés immédiatement après la réoccupation des impérialistes britanniques. Les autorités militaires britanniques, sous le prétexte de la reconstruction d'après-guerre, transmièrent le contrôle du commerce du riz et du bois aux monopoles britanniques. Par suite de la corruption régnant parmi les autorités britanniques et autochtones, le marché noir et la spéculation se répandirent, produisant une baisse du salaire réel, aggravée par le chômage. En 1946, une grève générale produisit un changement de la politique britannique, qui passa de la domination militaire directe à une entente avec des éléments opportunistes. Thakin Nou fut élu Premier Ministre et la Birmanie fut déclarée indépendante. Il hérita d'un trésor épuisé; le pays ne pouvait compter sur aucune ressource. Les importations dépassaient les exportations de plusieurs millions de roupies et les dépenses du gouvernement enregistrèrent en 1948

un déficit de 187 millions de roupies par rapport au revenu national. La production du riz était de beaucoup inférieure à celle d'avant-guerre; les exportations de bois étaient immobilisées, les transports souffrant encore des destructions de la guerre. En 1948, une tentative de nationaliser le monopole britannique des transports fluviaux se heurta aux menaces de représailles de Bevin. Les Karens, dirigés par des chefs féodaux réactionnaires, se révoltèrent dans le but de former un Etat séparé; les armes, les munitions et une aide financière leur étaient fournis par des agents impérialistes de Rangoun. Ce fut un échec misérable, et le peuple Karen opprimé se joignit aux forces progressistes du Front Démocratique.

En Février 1949, 10.000 fonctionnaires de Rangoun déclarèrent une grève générale de deux mois contre les compressions et la baisse des salaires. Ils exigèrent la cessation de la guerre civile, des négociations de paix avec le parti communiste et l'établissement d'un gouvernement de coalition. Le Gouvernement Thakin Nou fit fermer les bureaux de l'A.B.T.U.C. et emprisonner ceux de ses dirigeants qui ne réussirent pas à s'enfuir dans les territoires libérés.

Une grande partie de l'A.F.P.F.L. s'est révoltée contre la clique de Thakin Nou et la majorité des forces armées gouvernementales a également déserté. L'existence du gouvernement Nou dépend désormais entièrement du soutien des impérialistes anglo-américains et de leurs créatures du gouvernement Nehru. En échange, Thakin Nou a donné l'assurance formelle que son gouvernement satisfera la politique de rapine de Wall Street: il a déclaré qu'il y a place pour les investissements et le commerce étrangers en Birmanie.

Les impérialistes américains profitent jusqu'au bout de la situation pour dominer économiquement la Birmanie, jusqu'ici réservé exclusivement aux Britanniques.

Mais le peuple travailleur birman a levé le drapeau victorieux de la lutte contre les exploités coloniaux. Le programme du Front Démocratique Populaire comprend la destruction complète du gouvernement Thakin Nou, l'adoption d'une Constitution démocratique populaire, la confiscation du capital étranger, la nationalisation de toutes les industries clés, l'abolition du régime des grandes propriétés terriennes et la reconnaissance de l'égalité des droits aux minorités nationales.

La décision d'établir un bureau de liaison de la F.S.M. en Asie contribuera à la défaite complète des fauteurs de guerre anglo-américains et à la victoire des forces progressistes de l'humanité.

Rapport

sur la Situation Syndicale au Siam

présenté par Vas Sunderachamara

Séance du 21 Novembre 1949

L'économie du Siam est restée très arriérée à cause de l'emprise des monopoles américains et britanniques. Ils ont fait du Siam une source de profits et ont empêché le développement de son industrie nationale, donnant tout leur appui aux éléments féodaux. Avant la guerre, les Britanniques jouaient le rôle dirigeant, mais maintenant les impérialistes américains prennent avantage de l'affaiblissement de l'impérialisme britannique pour renforcer leur propre domination. Ce fut avec leur aide que la clique militaire de Pibul Songgram se saisit du pouvoir en novembre 1947; c'était le même Pibul Songgram qui collaborait avec les Japonais pendant l'occupation. Sous son régime, la pénétration économique américaine a eu les mains libres, affaiblissant davantage encore l'économie siamoise.

La classe ouvrière du Siam, pays dont l'industrie est à peine développée, ne compte qu'environ 250.000 à 300.000 travailleurs. Complètement privés de droits politiques, ils ont une situation extrêmement pénible. La durée du travail n'est pas réglementée, et douze à quatorze heures par jour sont de règle dans les mines d'étain. Il n'y a pas de législation du travail; les dispositions les plus élémentaires pour la protection du travail manquent. Ainsi, par exemple, les travailleurs des mines d'étain, dont beaucoup sont des femmes, doivent patauger de douze à quatorze heures dans l'eau. Les malades et les blessés sont licenciés sans indemnité ni allocation. De même que les travailleurs trop âgés, ils sont le plus souvent condamnés au chômage et à la famine. Les employeurs, profitant du chômage croissant, choisissent les plus vigoureux et repoussent ceux qui sont épuisés, et qui n'ont plus que la mort pour perspective.

Les femmes et les enfants sont très largement utilisés; les femmes sont employées avec les hommes aux travaux les plus pénibles, mais elles ne reçoivent que la moitié, ou au plus les deux tiers de leurs salaires. Les jeunes touchent environ 1/10^e du salaire des adultes. Les discriminations les plus humiliantes sont exercées contre les travailleurs siamois et chinois. Ainsi, par exemple, un travailleur européen touche, à travail égal exigeant les mêmes capacités, deux fois plus qu'un Siamois ou qu'un Chinois.

Le gouvernement réactionnaire cherche à dresser un des groupes nationaux des travailleurs contre l'autre, mais la classe ouvrière du Siam a beaucoup appris pen-

dant la seconde guerre mondiale; elle comprend que c'est seulement par son unité, sans distinction de nationalité, qu'elle pourra conquérir sa libération.

Après l'offensive japonaise, des organisations ouvrières se formèrent, sous la forme d'association d'entraide. En 1942, elles instituèrent le « Corps de Volontaires Antijaponais », qui joua un rôle important dans le mouvement de la résistance. Au cours de leurs luttes, les travailleurs s'unirent et leur conscience de classe se développa. Ainsi, la première association syndicale, la « Fédération Syndicale de Bangkok », fut fondée en novembre 1944. Après la capitulation japonaise, elle défia hardiment la clique dominante. Le 28 octobre 1945, se tint un meeting de masses réunissant 20.000 personnes, où furent dénoncées les activités des traîtres et où fut soutenue la cause de la classe ouvrière.

Effectivement, le 28 avril 1947 fut fondée la Confédération Générale des Syndicats du Siam (General Federation of Trade Unions of Siam). Elle compte actuellement environ 50.000 membres, dont 30.000 à Bangkok. C'est un succès considérable; en effet, il y a trois ans, il n'y avait à Bangkok que 6.000 syndiqués. De nombreuses grèves victorieuses et des manifestations se sont tenues et ont encouru la répression gouvernementale.

De nombreux dirigeants syndicaux sont en prison et le gouvernement a formé un « Syndicat des Travailleurs » (Labour Union). Le fait qu'il s'agit d'un pseudo-syndicat est compris par les travailleurs. Ce n'est pas pour rien en effet que ses leaders ont participé à la conférence scissionniste de juin dernier à Genève et qu'ils bénéficient de la protection particulière des dirigeants du T.U.C. et du C.I.O.

L'affiliation de la Confédération Générale des Syndicats du Siam à la F.S.M., en janvier 1949, a été une grande victoire et a marqué le début d'une nouvelle étape du syndicalisme dans le pays. Le gouvernement y répondit par de nouvelles et cruelles persécutions. Le gouvernement siamois, sur l'ordre des Anglo-Américains, n'autorisa pas nos représentants à assister au Congrès de Milan en juin 1949; mais les syndicats siamois se considèrent comme liés par toutes les décisions qui y ont été prises et ils feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour les exécuter.

Rapport

sur le Mouvement Syndical en Malaisie

présenté par Lu Cheng

Séance du 21 Novembre 1949

La Malaisie, aux termes de la Constitution qui lui a été imposée par les impérialistes en février 1946, est divisée en deux parties: la Fédération de Malaisie et la Colonie de Singapour. Chacune de ces deux parties est gouvernée par un haut fonctionnaire responsable uniquement devant le Colonial Office britannique, et par deux Conseils, l'un Exécutif, l'autre Législatif, dont les membres sont désignés par le représentant du Colonial Office (à l'exception de quelques membres du

Conseil Législatif de Singapour élus par un corps électoral très restreint). Ces Conseils n'ont pratiquement aucun pouvoir, puisque le Haut Commissaire ou Gouverneur peut opposer son veto à leurs décisions et promulguer des lois sans en référer à eux.

80 % du territoire, qui est aussi étendu que l'Angleterre, sont encore à l'état de jungle. Sur les 20 % qui restent, 14 % sont consacrés au caoutchouc, 2,1 % aux cocotiers et aux palmiers à huile, et seulement 2,4 %

au riz. Il n'est donc pas surprenant que 70 % des denrées alimentaires essentielles que le pays pourrait produire doivent être importés.

Avant la guerre, la Malaisie fournissait 40 % de la production mondiale de caoutchouc et 33 % de la production d'étain. La condition des travailleurs dans ces deux branches essentielles de la production était effroyable, et, dans la plupart des cas, n'était guère qu'un esclavage à peine déguisé. Contre cet esclavage, les travailleurs étaient désarmés: bien que le mouvement syndical soit né en 1925, ce n'est qu'après les longues grèves de 1936 — où les travailleurs malais, hindous et chinois luttèrent côte à côte pendant neuf mois — et celles de 1939, que les syndicats purent réellement obtenir quelques concessions. Mais la répression ne se fit pas attendre, et toute activité syndicale fut considérée comme une offense majeure, punissable de déportation ou d'emprisonnement.

En matière de salaire, une discrimination rigoureuse est appliquée selon la race (les Chinois étant mieux payés que les Malais, qui sont eux-mêmes mieux payés que les Hindous) le sexe et l'âge (les salaires féminins ne sont que 60 % de ceux des hommes, et ceux des enfants 30 %). La journée de travail dans les plantations et les mines est de 12 à 14 heures, pour un salaire de famine.

Durant les trois ans et 8 mois de l'occupation japonaise, la situation des travailleurs n'a fait qu'empirer. Mais la classe ouvrière organisa la Résistance et en prit la direction. Au sein de « l'Armée populaire anti-japonaise » et de « l'Union du Peuple contre le Japon », toutes les forces nationales s'unirent sans aucune distinction de classe, de race ou de sexe, tandis que les gros propriétaires terriens et les riches marchands recevaient les envahisseurs à bras ouverts. Sur cette période héroïque de l'histoire des travailleurs de Malaisie, le rapport cite un témoignage, celui d'un officier britannique, le colonel Chapman, qui parvint à échapper aux Japonais et à rejoindre les partisans.

Entre septembre 1945 et avril 1946, sous prétexte d'opérations militaires contre les Japonais — que l'Armée Populaire avait déjà chassés du pays — les Britanniques occupèrent militairement la Malaisie. Bien que forcés au début de reconnaître les syndicats et les organisations démocratiques, qui avaient assumé un rôle dirigeant dans la Résistance et avaient donné à ce mouvement une impulsion considérable, les impérialistes britanniques entreprirent immédiatement la lutte contre eux, en même temps que, pour compenser les pertes que leur avait causées la guerre et pour remédier à leur situation économique, ils intensifièrent l'exploitation à leur profit des ressources du pays. En dépit d'une baisse considérable du prix du caoutchouc et de l'étain sur le marché mondial, ils sont parvenus à réaliser des profits considérables en diminuant les salaires et en augmentant le nombre des heures de travail.

A cette impitoyable exploitation britannique s'ajouta bientôt celle des monopoles américains, qui s'emparent d'une part toujours croissante des richesses de la Malaisie.

Bien qu'entre 1945 et 1947 l'indice du coût de la vie ait augmenté de 800 à 1.200 % par rapport à 1941, l'augmentation de salaire accordée par le Gouvernement en 1947, après deux ans de lutte ouvrière acharnée, ne fut que de 92 % des salaires déjà insuffisants de 1941. L'augmentation du nombre des chômeurs, l'absence de tout système d'assurances sociales, l'insuffisance flagrante du Service de Santé, la mise en vigueur d'une législation ouvrière féroce réactionnaire, tout concourait à rendre la situation des travailleurs de Malaisie pire encore que pendant l'occupation japonaise. Les organisations syndicales démocratiques de Malaisie entreprirent, en dépit des mesures répressives, une lutte acharnée pour l'amélioration du sort des travailleurs. En février 1946, l'organisation fédérale qui groupait depuis 1945 les travailleurs des 12 Etats, qu'ils soient Malais, Hindous ou Chinois, prit le nom de Fédération Syndicale Pan-Malaisie. Elle réunissait alors 463.000 syndiqués. La F.S.P.M. définit son programme de lutte et de travail en Malaisie, et prit la tête de nombreuses grèves rendues nécessaires par le refus opiniâtre du Gouvernement d'accorder la moindre concession. En outre, elle entreprit une large campagne d'éducation des travailleurs et de leurs familles, de formation de cadres ouvriers, de publication d'organes syndicaux. Elle prépara l'organisation des syndicats sur une base professionnelle et prit contact avec le mouvement syndical mondial en demandant son affiliation à la F.S.M.

Devant cette intense activité des syndicats et après l'échec de leurs tentatives de division de la classe ouvrière de Malaisie, les autorités coloniales britanniques ne purent qu'accentuer leur répression. Le 7 juin 1948, elles déclaraient illégale la F.S.P.M., qui groupait alors 75 % des syndiqués de Malaisie. Peu après, elles mettaient aussi hors la loi le Parti Communiste et plusieurs organisations démocratiques et Associations de la Résistance. Le 20 juin 1948, des lois d'exception furent mises en vigueur, marquant l'avènement d'une terreur sanglante qui n'a fait que s'accentuer depuis lors. Une série de mesures furent prises, qui en peu de temps privèrent les travailleurs de tous leurs droits démocratiques et syndicaux: l'institution de la carte d'identité pour les travailleurs des plantations les réduit en fait au travail forcé, la loi sur les conflits du travail met fin pratiquement au droit de grève, les décrets d'exception suppriment le droit de réunion et permettent à la police de tirer sur toute personne « en fuite » après une sommation. Cette dernière mesure permit l'assassinat légal des dirigeants syndicaux Lien Yan, héros de la Résistance, Ganapathy, Président de la F.S.P.M. et Veerasenam, son successeur. Des centaines de militants syndicalistes furent ainsi massacrés, des milliers sont emprisonnés ou déportés.

A l'heure actuelle, la Grande-Bretagne mène en Malaisie une guerre qui lui coûte 31.000 livres par jour. Elle a fait appel, pour écraser le peuple malais en lutte pour sa libération, aux mercenaires Gurkhas « prêtés » par le Gouvernement Nehru, aux « détachements spéciaux de police » entraînés en Palestine, aux chasseurs de têtes de Bornéo. Mais les travailleurs de Malaisie luttent et continueront de lutter pour se libérer de l'oppression colonialiste et pour établir des conditions leur permettant d'exploiter enfin les richesses de leur pays dans l'intérêt national et d'obtenir une amélioration rapide de leur sort.

Rapport

sur le Mouvement Syndical en Chine

présenté par Li Li San

Séance du 21 Novembre 1949

La classe ouvrière chinoise et le peuple chinois ont lutté depuis près de 30 ans pour leur libération et pour l'amélioration de leurs conditions d'existence : en 1925-27, il y eut la Grande Révolution, puis pendant près de 10 ans la Révolution Agraire, puis les 8 ans de guerre contre le Japon, et enfin depuis 1946 la guerre de libération du peuple chinois, qui est sur le point de prendre fin par une victoire totale.

Si le peuple chinois et sa classe ouvrière sont parvenus à mettre fin au règne de l'impérialisme, du féodalisme, du capitalisme bureaucratique, et ceci dans un pays économiquement très arriéré, c'est tout d'abord parce que la classe ouvrière a su gagner le soutien des larges masses du peuple et prendre la tête du mouvement de libération nationale en unissant autour d'elle les masses paysannes, la petite bourgeoisie et les intellectuels révolutionnaires, ainsi que la bourgeoisie nationale opposée à l'impérialisme.

C'est ensuite parce qu'elle a su utiliser les tactiques convenant à la forme de lutte qu'elle devait mener : transfert des militants ouvriers des villes soumises à la terreur blanche dans les campagnes, pour y organiser des bases de guerillas, augmentation de la production de guerre dans les zones libérées, protection et défense des usines par les travailleurs dans les secteurs sur le point d'être libérés, etc.

C'est surtout parce que la classe ouvrière chinoise a su choisir dans ses rangs les dirigeants qui jouissaient du plus grand prestige auprès du peuple, ceux du parti communiste chinois.

Cette victoire a été rendue possible par des conditions internationales favorables et, en particulier, par l'aide de l'U.R.S.S. et de la classe ouvrière mondiale.

Les organisations syndicales, qui comptaient 2.830.000 membres au moment du 6^e Congrès Syndical Pan-Chinois en août 1948, se sont depuis lors considérablement développées. La Fédération Pan-Chinoise du Travail a l'intention d'organiser en un an toutes les branches du travail, en commençant par les travailleurs industriels. Dix fédérations nationales professionnelles seront établies avant mai 1950, afin d'amener les travailleurs à prendre une part active aux tâches de construction de la Chine nouvelle.

Le premier travail qui incombe aux syndicats dans les villes récemment libérées est d'éduquer les travailleurs, d'éveiller leur conscience de classe et de les organiser afin qu'ils coopèrent à la prise en charge des entreprises qui étaient auparavant aux mains du capital bureaucratique. Dans les entreprises d'Etat ils doivent amener les travailleurs à participer à l'organisation des Comités d'Administration d'usines et à l'effort d'accroissement de la production. Dans les entreprises privées, les travailleurs doivent faire triompher leurs demandes, mais sans toutefois poser dès l'origine des revendications exagérées par rapport à la situation présente de l'industrie. C'est la politique « bénéficiant tant au travail qu'au capital », que l'on applique essentiellement par la signature de contrats collectifs.

Le système des salaires est établi sur les principes de « paiement selon le travail accompli », et de « à

travail plus grand salaire plus élevé ». Il est opposé à l'égalitarisme et encourage par différentes méthodes de gratification les initiatives et les améliorations techniques. Le principe d'un salaire égal pour un travail égal est appliqué aux femmes et aux jeunes travailleurs.

Aux termes de la décision du 6^e Congrès Syndical, le salaire minimum d'un travailleur doit être suffisant pour permettre à deux personnes de vivre. Les salaires sont calculés en nature, pour empêcher que le revenu réel des travailleurs ne soit affecté par les fluctuations du prix des denrées.

Toutefois, du fait que le système irrationnel des salaires en vigueur sous le Kuomintang n'a pu être encore entièrement réformé, le système actuel est encore très confus et hétérogène. Mais le Comité des Finances et de l'Economie du Gouvernement et la Fédération Pan-Chinoise du Travail sont en train d'étudier de concert un système national unifié qui facilitera le développement de la production.

Le système d'assurances sociales et de sécurité du travail, entièrement inconnu sous le Kuomintang, est en voie d'établissement depuis le 6^e Congrès Syndical. Une loi promulguée en décembre 1948 par le Comité Administratif de la Chine du Nord-Est prévoit que toutes les entreprises publiques doivent verser mensuellement à un fonds d'assurances de travail une somme équivalente à 3 % des salaires qu'elles payent et, en outre, prendre à leur charge le traitement médical et les salaires des ouvriers malades ou blessés du travail. Des statistiques de juillet 1949 montraient que pour sept des grandes branches d'industries, un million de travailleurs bénéficiait des assurances sociales rien que pour la Chine du Nord-Est. La protection du travail et les assurances sociales ont été établies petit à petit dans des conditions difficiles, et n'atteindront leur plein développement qu'après la libération totale du pays.

Le travail d'éducation politique et culturelle est d'autant plus important que plus de 50 % des travailleurs sont illettrés, et que tous ont été soumis pendant de longues années à la propagande éhontée de l'impérialisme et du Kuomintang. Des mesures multiples sont prises pour permettre aux travailleurs de s'instruire pendant leurs loisirs : classes du soir, conférences, émissions radiophoniques, discussions, groupes culturels et récréatifs, troupes théâtrales et folkloriques, etc. En outre, on s'efforce d'améliorer leur formation professionnelle dans des écoles techniques, et de former des cadres dans des collèges spécialisés.

Le mouvement syndical chinois a pris part à la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale, et depuis lors il est demeuré en contact étroit avec le mouvement ouvrier mondial et a résolument soutenu toutes les décisions et actions de la F.S.M. En ce qui concerne la lutte pour la défense de la paix mondiale et de la démocratie, des manifestations gigantesques ont été organisées le 2 octobre dans tout le pays. La classe ouvrière chinoise est prête à apporter toute l'assistance possible aux travailleurs des pays d'Asie et d'Australasie qui subissent encore la brutale oppression impérialiste.

Les tâches que doit accomplir la Fédération Pan-Chinoise du Travail sont énormes : éduquer les travailleurs, développer le sens de leur responsabilité en tant que vrais maîtres des entreprises ; faire des syndicats les plus fermes soutiens du Gouvernement Populaire, former les meilleurs de leurs cadres pour participer aux différents échelons du travail gouvernemental, préparer les projets de lois de protection du travail, d'assurances sociales, de système de salaires, etc. ; lutter contre la déformation bureaucratique ; intensifier le travail d'éducation politique, culturelle et technique ; renforcer le sentiment internationaliste chez les travailleurs. Pour être en mesure d'accomplir ces tâches, les syndicats doivent tout d'abord organiser, étendre et

consolider leur propre organisation. Ils doivent s'efforcer d'englober des masses toujours plus larges de travailleurs, renforcer la direction de la Fédération Pan-Chinoise du Travail sur les fédérations régionales, s'assurer que tous les cadres syndicaux sont démocratiquement élus par la base, et surtout concentrer leurs efforts sur la formation de fédérations professionnelles sur le plan national.

Mais grâce à l'héroïsme et l'esprit militant de la classe ouvrière chinoise sous la direction de Mao Tsé Toung, et grâce à l'expérience des syndicats soviétiques et à l'aide fraternelle de la F.S.M., il ne fait aucun doute que les syndicats chinois seront à la hauteur de leur immense tâche.

Séance de clôture du 1^{er} Décembre 1949

A partir du 22 novembre, les délégués à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie ont travaillé au sein des différentes Commissions désignées par la Conférence, jusqu'à la séance de clôture, qui eut lieu le 1^{er} décembre.

Au cours de celle-ci, les Résolutions, Appel et Manifeste dont les textes suivent furent adoptés à l'unanimité et dans le plus grand enthousiasme.

Résolution

de la Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie sur les Rapports des Centrales Syndicales Nationales de ces pays

Point II de l'Ordre du jour

1. La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie a entendu les rapports présentés par les délégués des Centrales Nationales des pays suivants : Birmanie, Ceylan, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Indes, Indonésie, Iran, Malaisie, Mongolie, Philippines, Siam, U.R.S.S., Viet-Nam.

2. La Conférence note que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Asie, la période d'après-guerre est caractérisée par un puissant essor de la lutte de libération nationale, par le développement du mouvement syndical démocratique, la consolidation et l'extension des forces de la paix et de la démocratie, comme contrepoids aux forces des agresseurs impérialistes qui poursuivent une violente offensive contre les droits vitaux, les libertés démocratiques et l'indépendance nationale des peuples.

3. La Conférence salue chaleureusement la victoire de portée historique du peuple chinois qui, dans une lutte cruelle contre les ennemis extérieurs et intérieurs, a victorieusement défendu

sa liberté et son indépendance et créé une République Populaire.

Les travailleurs de la Chine et du Nord de la Corée ont jeté bas le joug de l'oppression impérialiste. Dans ces pays, des réformes profondes et des transformations sociales et économiques sont en cours de réalisation. La création et la consolidation d'un régime démocratique y assurent un essor constant de l'économie nationale, une amélioration du bien-être matériel des travailleurs, l'introduction d'une législation progressiste du travail et la mise en application des assurances sociales. Un terme définitif est mis à la discrimination selon la race, la couleur, la religion et le sexe.

4. L'expérience historique de l'édification socialiste dans les Républiques nationales de l'Union Soviétique, les remarquables succès de la lutte de libération nationale et de l'édification démocratique en Chine, au Nord de la Corée et dans la République Populaire de Mongolie indiquent aux travailleurs des pays d'Asie la voie vers une indépendance nationale authentique et la réalisation des transformations démocratiques dans l'intérêt des larges masses laborieuses.

5. Les peuples du Sud de la Corée, de la Birmanie, de la Malaisie, du Viet-Nam, de l'Indonésie et des Philippines poursuivent une lutte héroïque contre les rapaces impérialistes américains, britanniques, français et hollandais et contre la réaction intérieure, qui s'efforcent d'anéantir les conquêtes démocratiques de ces peuples et de rétablir ou maintenir le régime colonial.

Les gouvernements des puissances impérialistes non seulement n'ont pas tenu leur promesses d'accorder aux peuples opprimés d'Asie leur indépendance nationale, mais encore ils se sont faits les bourreaux de ces peuples en déclenchant des guerres coloniales de rapine.

6. Dans tous les pays d'Asie où les impérialistes font la loi, la condition de la classe ouvrière empire chaque jour : le chômage augmente, les salaires baissent, les droits syndicaux sont supprimés, des lois anti-ouvrières sont en vigueur, la discrimination est largement répandue, les travailleurs sont soumis à une exploitation inhumaine et sont maintenus dans un état de complet dénuement et d'esclavage. Les récentes manipulations monétaires, en renforçant la puissance financière des monopolistes américains, ont pour répercussion un avilissement supplémentaire du pouvoir d'achat des travailleurs des pays opprimés d'Asie, victimes de ce fait d'un pillage indirect.

7. Les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie et les féodaux dans les pays opprimés de l'Asie trahissent les intérêts nationaux et, pour complaire aux impérialistes, déclenchent la lutte contre les forces démocratiques. L'impérialisme américain soutient la réaction partout où elle se manifeste dans les pays d'Asie, dans le but de transformer ces pays en colonies américaines ou en territoires sous dépendance américaine.

Epouvantés par la croissance du mouvement démocratique, les cercles réactionnaires au pouvoir cherchent, avec l'aide des impérialistes étrangers, à écraser par la terreur et dans le sang la lutte que les peuples opprimés d'Asie poursuivent contre l'esclavage colonial. Les organisations démocratiques, et en particulier les organisations syndicales, sont féroce-ment persécutées. Leurs dirigeants et leurs militants sont jetés en prison et dans des camps de concentration, sans enquête ni jugement ; certains d'entr'eux sont torturés, et même froidement assassinés.

8. Les dirigeants réactionnaires de la Fédération Américaine du Travail, du Congrès des Organisations Industrielles des Etats-Unis et du Congrès des Syndicats britanniques, contribuent par leur action scissionniste de trahison au sein du mouvement syndical mondial et du mouvement syndical des pays d'Asie, à la réalisation des projets impérialistes, destinés à aggraver le pillage des masses laborieuses et la suppression de tous les droits et libertés démocratiques.

Obéissant aux ordres du patronat et de leurs gouvernements, ces mêmes dirigeants, adeptes des conceptions racistes, provoquent la création de pseudo-syndicats pour y dominer et appliquer la politique impérialiste. La tentative de créer une soi-disant Fédération Asiatique du Travail pour combattre dans les pays d'Asie le mouvement syndical démocratique et l'activité de la F.S.M., révèle les méthodes policières utilisées par les colonialistes pour empêcher les travailleurs de défendre leurs intérêts vitaux et d'atteindre leur libération.

9. Mais ni les répressions féroces, ni l'activité subversive des traîtres aux intérêts de la classe ouvrière, ne sauraient entraver la croissance incessante des forces progressistes. La lutte de la classe ouvrière et de tous les travailleurs pour l'indépendance nationale, pour les droits et libertés démocratiques, pour la défense de leurs intérêts vitaux, continue à s'étendre.

La classe ouvrière n'est pas isolée dans ce combat. La classe paysanne, exploitée par les gros propriétaires terriens et la classe ouvrière sont unies dans l'action par des liens d'aide mutuelle et de solidarité effective. Des éléments progressistes de la population, notamment parmi les intellectuels, donnent aussi leur appui à l'action générale des masses travailleuses. En outre, la classe ouvrière des pays capitalistes apporte un soutien croissant à la classe ouvrière et aux forces démocratiques des pays coloniaux et semi-coloniaux.

10. Au nom des millions de travailleurs d'Asie, la Conférence élève une protestation véhémement contre les guerres coloniales de rapine et exprime sa chaleureuse sympathie et sa solidarité aux peuples des pays opprimés en lutte pour conquérir leur liberté et leur véritable indépendance nationale. Elle manifeste sa profonde indignation devant la terreur et les persécutions dont sont victimes les syndicats et d'autres organisations démocratiques dans les pays opprimés de l'Asie. Elle exige des gouvernements de ces pays le rétablissement des libertés syndicales et la remise en liberté des militants du mouvement ouvrier incarcérés.

11. La Conférence appelle les Centrales Syndicales Nationales et tous les travailleurs syndiqués :

- en Chine et en Corée du Nord, à consolider au maximum le régime démocratique, en orientant l'initiative des masses laborieuses et de leurs syndicats vers l'accélération du développement économique de leurs pays et l'amélioration du bien-être de leurs peuples,
- dans les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Asie, à employer, en tenant compte des conditions locales et des particularités de chaque pays, les méthodes appropriées pour réaliser l'unité du peuple dans la lutte pour sa véritable indépendance nationale, pour la démocratie et la paix, contre les impérialistes et leurs agents.

Pour la mise au point de ces méthodes, des enseignements profitables pourront être tirés de l'expérience du peuple chinois qui, sous la direction de sa classe ouvrière, a créé un front national uni et, avec le soutien de toutes les couches de la population et en premier lieu de la paysannerie, a mené une grande lutte de libération nationale, et a mis en déroute les forces unies de la réaction intérieure et de l'impérialisme international.

12. La Conférence appelle tous les syndicats et tous les travailleurs des pays d'Asie :

a) A lutter pour la réalisation des principes définis dans la résolution du Congrès de Milan sur les pays coloniaux et semi-coloniaux, visant :

- à mettre fin au système des colonies, des protectorats et des territoires dépendants en tant que sphères d'exploitation économique,
- à développer les organisations syndicales dans ces pays sans aucune discrimination de race, de couleur, de nationalité et de religion, et à établir une législation ouvrière assurant la protection des travailleurs et leur participation effective à l'élaboration et à la direction de la politique économique du pays,
- à lutter contre toute discrimination sociale, économique ou politique basée sur la race, la couleur, la religion ou le sexe ; à lutter pour l'application du principe d'un salaire égal pour un travail égal, tant dans l'industrie privée que dans les services publics ; à s'opposer à toute restrictions de l'immigration fondée sur une discrimination raciale,

- à aider les peuples de ces pays à obtenir l'application de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et à atteindre à une entière indépendance nationale,
- à assurer aux pays coloniaux et économiquement arriérés l'aide nécessaire au développement de leur économie nationale, sans ingérence ou contrôle des trusts et des monopoles internationaux et des puissances étrangères ;
- b) A exiger l'abrogation des lois anti-ouvrières et la suppression du travail forcé dans ces pays ;
- c) A intensifier l'effort d'information et d'éducation des travailleurs, pour renforcer l'efficacité du combat de la classe ouvrière ;

d) A dénoncer l'action de trahison des ennemis de la classe ouvrière, qui cherchent à briser l'unité de ses rangs et à la désarmer devant l'offensive de la réaction.

13. La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie appelle les travailleurs de ces pays à renforcer l'unité de leurs rangs dans la lutte pour les intérêts vitaux des travailleurs et pour la défense des droits et des libertés démocratiques.

14. La Conférence décide de lancer un Manifeste aux travailleurs d'Asie et les appelle à l'adopter comme guide de leur action future.

Pékin, 1^{er} décembre 1949

Résolution

de la Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie concernant la Commission des Nations Unies dans le Sud de la Corée

La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie a été informée par la Délégation de la Corée du rôle joué par la Commission de l'O.N.U. dans le Sud de la Corée. Se basant sur des preuves irréfutables, la Délégation syndicale de Corée a précisé que le travail de cette Commission aboutissait à la violation des principes de la Charte des Nations Unies, en renforçant les positions antiouvrières et antidémocratiques des réactionnaires pro-fascistes coréens et des militaires américains qui occupent le Sud de la Corée.

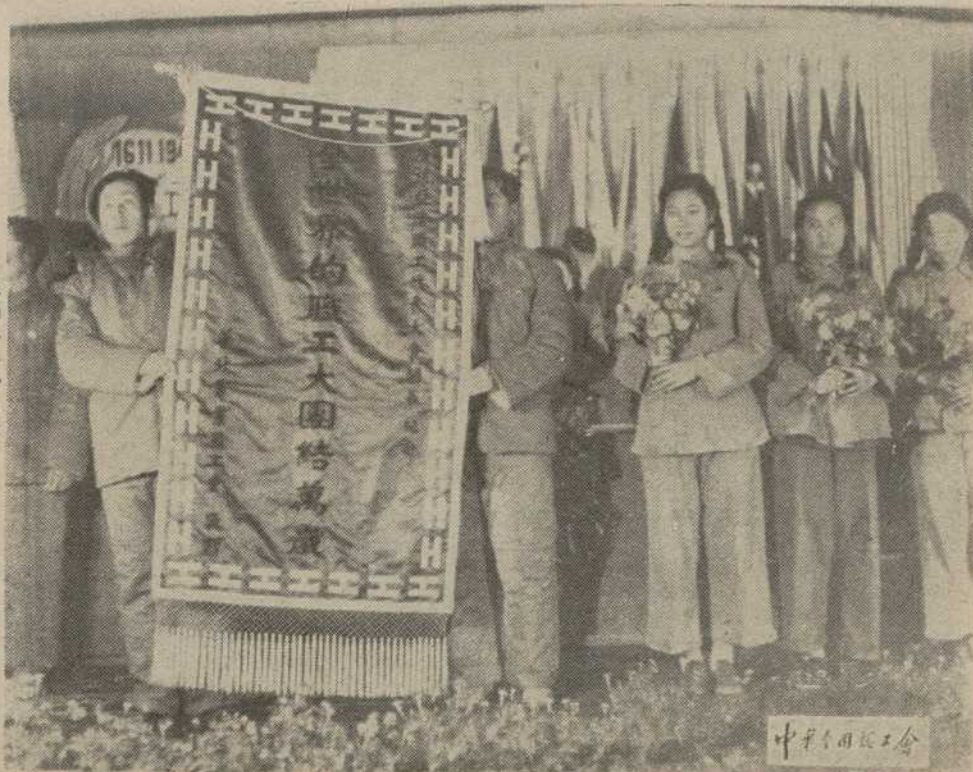
La Conférence demande au Bureau de la F.S.M. de porter à la connaissance de l'O.N.U. les atteintes aux libertés syndicales et aux droits démocratiques du peuple coréen qui se produisent au Sud de la Corée.

Elle demande en outre au Bureau Exécutif d'informer les travailleurs de France, de Turquie, du Salvador, des Indes, d'Australie et des Philippines du rôle des représentants de leurs pays respectifs à la Commission de l'O.N.U. dans le Sud de la Corée.

La Conférence invite le Bureau Exécutif à demander aux travailleurs et aux syndicats de ces pays d'exiger de leurs gouvernements respectifs le retrait de leur représentant au sein de ladite Commission de l'O.N.U.

Pékin, 1^{er} décembre 1949.

Une délégation du Syndicat des Travailliers de l'Electricité du Nord de la Chine offre au Président de la Conférence une bannière syndicale en soie brodée, sur laquelle sont inscrits les mots : « Vive la solidarité des travailleurs du monde entier ! »



Résolution

de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie sur la création du Bureau de Liaison de la F.S.M. en Asie

Point III de l'ordre du jour

En application de la résolution sur la création des Bureaux de Liaison de la F.S.M. (Point 5 de l'Ordre du Jour du Bureau Exécutif de la F.S.M. à Pékin, novembre 1949), et compte tenu de la résolution adoptée par la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie (Pékin, novembre 1949), le Bureau Exécutif de la F.S.M. décide :

1° De créer un Bureau de Liaison pour l'Asie dont le siège sera établi en Chine et provisoirement à Pékin, par accord conclu avec la Fédération Pan-Chinoise du Travail ;

2° De fixer à quatre le nombre des membres du Bureau de Liaison pour l'Asie, à savoir :

- un représentant de la Fédération Pan-Chinoise du Travail,
- un représentant du Congrès des Syndicats Pan-Hindous,
- un représentant des Syndicats Soviétiques,

— un représentant des Syndicats d'Australie, ce dernier étant désigné en accord avec les Unions Internationales des Syndicats (Départements Professionnels de la F.S.M.).

La désignation de ces membres doit être approuvée par le Bureau Exécutif ;

3° Le principal responsable du Bureau de Liaison sera le membre nommé par la Fédération Pan-Chinoise du Travail ;

4° La date d'entrée en vigueur de cette décision est fixée au 1^{er} janvier 1950 ;

5° Le Secrétariat de la F.S.M. est mandaté pour prendre toutes les dispositions administratives et financières nécessaires à l'application de cette décision. Il présentera à la prochaine session du Bureau Exécutif un rapport sur son activité à ce sujet.

Pékin, 1^{er} décembre 1949.

Appel

de la Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie aux travailleuses et aux travailleurs des États-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, de France et de Hollande

Camarades,

Nous, les délégués à la Conférence Syndicale convoquée à Pékin par la Fédération Syndicale Mondiale en novembre 1949, nous nous adressons à vous au nom des millions de travailleuses et de travailleurs d'Asie et d'Australasie.

Nous avons entendu avec une douloureuse émotion les rapports présentés par les délégués du Viet-Nam, d'Indonésie, de Malaisie, sur la lutte que les peuples mènent dans ces pays contre les forces militaires des colonialistes.

Nous vous adressons fraternellement un appel de solidarité, vous exhortant à appuyer les peuples opprimés qui luttent pour leur liberté et leur indépendance.

Camarades,

Vos Gouvernements prétendent respecter les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est un mensonge. En réalité, ils pratiquent en Asie une cruelle politique coloniale. Ils ont lancé des forces armées pour réprimer le mouvement de libération nationale au Viet-Nam, en

Indonésie, en Malaisie. Les troupes d'occupation américaines sont toujours dans le sud de la Corée. Les impérialistes américains, sous prétexte d'envoyer des conseillers militaires, y maintiennent leurs troupes d'occupation et interviennent de toutes les manières dans les affaires intérieures du peuple coréen.

L'intervention armée des forces impérialistes s'accompagne d'une terreur cruelle à l'égard des travailleurs et de leurs syndicats. Depuis un an, dans la seule Indonésie, plus de 25.000 patriotes ou syndiqués de la Centrale syndicale nationale (S.O.B.S.I.) ont été tués ou jetés en prison. De nombreux dirigeants de cette organisation, parmi lesquels Hardjono, Darusman et Oie Gee Hwat, ont été assassinés en décembre 1948. En Malaisie, les autorités anglaises ont mis hors la loi la Fédération Pan-Malaise du Travail et exécuté ses dirigeants Veerasenam et Ganapati. Dans le sud de la Corée, de nombreux militants syndicalistes sont jetés en prison, torturés et exécutés. Avec l'aide du gouvernement fantoche de Syngman-Rhee, les autorités d'occupation américaines sévissent avec une cruauté monstrueuse contre ceux qui osent exprimer leur mécontentement des conditions d'esclavage et de terreur existant dans le

sud de la Corée. Rien que ces temps derniers, dans la seule île de Tchédju, 295 villages sur 400 ont été incendiés. Dans la province de Depla du Sud, plus de 600 personnes ont été fusillées en un mois.

Camarades,

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas lui-même un peuple libre.

Nous savons que vous n'appuyez pas la politique d'invasion coloniale des impérialistes. Elle vous fait verser votre sang. Elle est contraire à vos intérêts. Elle entraîne une augmentation constante des dépenses militaires, conduisant soit à l'accroissement des impôts, soit à l'inflation, mesures dont le poids retombe en définitive sur la classe ouvrière. Le résultat est une baisse continue de votre niveau de vie ; les crédits pourtant indispensables à l'enseignement, la reconstruction, l'habitat ou la santé publique, sont sacrifiés aux dépenses qu'entraînent les guerres coloniales. Les bénéficiaires sont ceux qui accroissent considérablement leurs scandaleux profits par une exploitation inhumaine et odieuse des hommes, des femmes et même des enfants dans les pays coloniaux, ou par la fourniture du matériel de guerre. Ce sont aussi les impérialistes américains continuant à leur politique expansionniste et tentant de faire des pays de l'Asie du Sud-Est, contre les intérêts nationaux de ces pays, des bases d'agression contre l'Union Soviétique.

Nous apprécions la solidarité fraternelle manifestée par les ouvriers français et notamment par les dockers de Dunkerque, d'Alger, de Marseille, de la Rochelle, en refusant de charger les navires en partance pour le Viet-Nam.

Nous apprécions la résistance croissante des militaires hollandais préférant la prison à toute participation à la terreur sanglante contre le peuple indonésien qui aspire justement à la liberté et à l'indépendance nationale.

Mais la guerre continue et risque de s'intensifier.

Pour mettre fin à ces guerres coloniales réactionnaires, vous devez tous vous joindre à ce mouvement de protestation et, par une action encore plus énergique et organisée, hâter le moment où les peuples d'Asie connaîtront la liberté.

Camarades,

Ne vous laissez pas induire en erreur par vos gouvernements, qui tentent de masquer leur politique d'esclavagisme et d'oppression en mettant en place des gouvernements fantoches, pour tenter de jeter le trouble dans l'esprit des populations. Hatta a contre lui le peuple indonésien, comme Bao Dai a contre lui le peuple vietnamien. Ces peuples rejettent les accords passés avec ces hommes, et continuent leur lutte.

Camarades,

Le 2^e Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale a, au mois de juillet dernier, condamné les guerres colonialistes et stigmatisé la mobilisation de certains peuples coloniaux contre d'autres peuples coloniaux.

Nous attendons aujourd'hui de vous une intervention immédiate et unanime contre ces injustes guerres déclenchées par les impérialistes dans les pays d'Asie.

Nous vous adressons un chaleureux et pressant appel, vous invitant à organiser des manifestations massives de protestation contre les guerres coloniales de rapine, dans les pays d'Asie, foyers d'incendie menaçant la paix du monde.

Nous vous exhortons à exiger résolument des gouvernements de vos pays le rappel immédiat des troupes du Viet-Nam, de l'Indonésie, de la Malaisie et du sud de la Corée.

Seule une action puissante et organisée de la classe ouvrière saurait stopper la réaction et contraindre les gouvernements de vos pays à cesser l'intervention armée dans les pays de l'Asie, à reconnaître les droits et libertés démocratiques des peuples de ces pays.

Nous exprimons l'espoir que vous répondrez à notre appel, à l'appel des millions de travailleurs de l'Asie, assoiffés de paix, de liberté et de justice.

Vivent la liberté et la véritable indépendance des peuples de l'Indonésie, du Viet-Nam, de la Malaisie, de la Corée du Sud !

Vive la solidarité ouvrière internationale dans la lutte pour la liberté et l'indépendance des peuples !

Pékin, 1^{er} décembre 1949

Manifeste

de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie aux ouvriers et à tous les Travailleurs de ces Pays

Travailleurs et Travailleuses des pays d'Asie,

Frères et Sœurs,

1. Nous, les délégués à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie, représentant des millions de travailleurs de quatorze pays d'Asie, nous vous transmettons un salut fraternel.

2. Notre Conférence Syndicale s'est réunie, suivant la volonté et le désir des ouvriers des pays d'Asie, pour examiner les moyens de consolider les liens entre les syndicats des pays d'Asie et entre ces syndicats et le mouvement ouvrier international, et pour étudier un problème qui suscite une grande émotion chez les travailleurs de nos pays : comment supprimer le joug et l'exploitation impérialistes et atteindre à une indépendance nationale véritable, et aux libertés démocratiques des masses populaires ; comment amé-

liorer les conditions de vie des travailleurs et trouver le chemin d'une libération totale.

3. La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie s'est déroulée au mois de novembre 1949 à Pékin, capitale de la République Populaire de Chine proclamée par le peuple chinois.

C'est avec une immense satisfaction que la Conférence a pris note de l'importance historique des grandes victoires du peuple chinois. Ces victoires sont dues à ce que la classe ouvrière chinoise, ayant uni toutes les classes, toutes les organisations, tous les groupements et les individus persécutés par l'impérialisme et ses agents, a organisé un front national unique, a formé une armée révolutionnaire sous sa direction et, avec l'appui de tout le peuple et en premier lieu de toute la paysannerie, a mené une guerre révolutionnaire qui a mis en déroute les forces unies de la réaction intérieure et de l'impérialisme étranger.

4. Au nom des travailleurs des pays d'Asie, la Conférence adresse à la classe ouvrière chinoise et à tout l'héroïque peuple chinois son salut chaleureux et ses félicitations pour la création de la République Populaire.

5. De profondes transformations démocratiques ont été réalisées ou sont en voie de réalisation dans un certain nombre de pays d'Asie, où les travailleurs sont devenus les maîtres de leur destinée. Le joug et l'exploitation impérialistes et féodaux ont été abolis pour toujours, ou sont en voie de disparition, en République Populaire de Chine, en République Populaire de Mongolie et dans le nord de la Corée. Tous les travailleurs, d'esclaves qu'ils étaient sont devenus les maîtres de l'Etat et de la société. Ils peuvent se créer un avenir heureux selon leur propre volonté. Une législation progressiste du travail est déjà introduite, ou bien est en train de l'être; le principe de « à travail égal, salaire égal » est en voie d'application, et les conditions matérielles et culturelles des travailleurs s'améliorent progressivement.

6. La victoire de la démocratie dans ces pays inspire tous les peuples opprimés d'Asie dans leur lutte contre le régime colonial d'esclavage de l'impérialisme.

La tenue à Pékin de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie est une preuve éclatante de la croissance des forces démocratiques en Asie.

Ces forces croissent constamment dans le monde entier. Le camp de la paix et de la démocratie est soutenu par les simples gens de tous les pays.

7. A la tête des forces démocratiques mondiales se trouve la grande Union Soviétique, espoir et phare de toute l'humanité laborieuse. Le grand exemple de liberté, d'égalité et de fraternité donné par les peuples multi-nationaux de l'Union Soviétique a une importance historique à l'échelle mondiale.

8. En saluant les succès remarquables des peuples libérés d'Asie, la Conférence attire particulièrement l'attention de tous les travailleurs sur la cruelle servitude, la privation de tous droits et la vie inhumaine subies par les travailleurs des pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants d'Asie. La Conférence a mis en pleine lumière l'exploitation éhontée à laquelle se sont livrés les colonialistes, et a démontré de ce fait que le capitalisme porte la responsabilité entière de la servitude et de la misère qui écrasent les travailleurs des pays opprimés.

9. Pour établir et consolider leur domination sur les peuples des pays d'Asie, pour renforcer leur asservissement, pour en arracher des bénéfices encore plus grands et pour trouver une issue à la crise économique déjà en voie de développement, les impérialismes avides accroissent leur pression économique, politique et militaire sur les peuples opprimés des pays d'Asie. Alors que ces peuples participaient à la deuxième guerre mondiale aux côtés des peuples épris de liberté du monde entier, on leur avait promis leur indépendance nationale. Mais les impérialismes britanniques, français et néerlandais, n'ont pas tenu leurs engagements. Ils mènent une offensive armée contre le mouvement de libération nationale de ces peuples. L'impérialisme américain prend la tête de cette offensive et arme les forces réactionnaires d'Asie.

10. Ces pillages, cette sauvage cruauté de l'impérialisme, ne peuvent que susciter, chez les peuples persécutés des pays coloniaux d'Asie, une résistance résolue pour la défense et l'indépendance nationale, semblable à la résistance armée opposée pendant la deuxième guerre mondiale par les peuples de France, des Pays-Bas et d'autres pays d'Europe à l'invasisseur nazi colonisant ces pays et asservissant leurs peuples.

11. Les masses populaires d'un certain nombre de pays opprimés d'Asie, comme par exemple du Viet-Nam, de Malaisie, d'Indonésie, de Birmanie, des Philippines, de Corée du Sud, ne pouvant supporter le joug cruel de l'impérialisme,

passent à une résistance armée. Ils organisent des détachements populaires qui combattent en partisans, établissent des régions sous contrôle partisan et des régions libérées plus ou moins importantes et mènent une lutte acharnée contre les attaques des impérialistes et de leurs agents. Le peuple du Viet-Nam en particulier a déjà obtenu de notables succès dans la lutte contre les colonialistes français. La Conférence exprime son admiration aux héros nationaux qui mènent une lutte patriotique pour briser le joug de l'impérialisme. Cette lutte patriotique est une lutte juste qui, sous une bonne direction, permet aux peuples d'atteindre, au bout de tous leurs efforts et de tous leurs sacrifices, leur but sacré : la liberté et l'indépendance nationale.

12. Les impérialistes craignent le développement dans les pays d'Asie du mouvement de libération nationale qui détruit les bases de leur domination, et ils persécutent, avec une fureur et un acharnement encore accrus, les peuples de ces pays opprimés. Ils y envoient des troupes pour attaquer les régions libérées et les détachements des partisans et y soutiennent partout les forces réactionnaires pour que les traîtres nationaux, sous la protection des forces armées de l'impérialisme, puissent créer une domination sanglante de type fasciste.

13. Partout où ils exercent leur domination la terreur blanche fait rage : tous les syndicats authentiques et les organisations démocratiques sont persécutés ou anéantis, leurs dirigeants et leurs militants sont poursuivis et souvent emprisonnés et exécutés.

En Malaisie, où règnent les impérialistes anglais, la Fédération Pan-Malaisie du Travail a été mise hors la loi, et ses dirigeants Veeresnam et Ganapati ont été exécutés.

En Indonésie, rien qu'au cours de cette dernière année, plus de 25.000 patriotes et militants syndicaux ont été jetés en prison, et les dirigeants de l'Organisation Centrale des Syndicats, Hardjono, Darusman et Oei Gee Hwat ont été fusillés.

Dans le Sud de la Corée, des militants syndicaux connus, Gyon Din Thyak, vice-président du Syndicat des Travailleurs du Textile et You Hen Sik, membre du Présidium de la Confédération du Travail, ont été exécutés.

En Iran, de nombreux dirigeants ont été arrêtés et huit autres, dont Reza Rousti, président du Conseil Central des Syndicats Unifiés, ont été condamnés à mort par contumace.

Dans l'Inde, des dizaines de milliers de militants des syndicats et d'autres organisations progressistes démocratiques ont été jetés en prison. Le Secrétaire Général de l'A.I.T.U.C., Dange, membre du Bureau Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale, languit en prison depuis plus d'un an, sans jugement et sans enquête. Les délégués au II^e Congrès Syndical Mondial, élus par le Congrès des Syndicats Pan-Hindous, ont été arrêtés avant leur départ.

En Birmanie, les organisations démocratiques sont persécutées, leurs militants arrêtés, et dans les camps de concentration on pratique couramment la torture et l'assassinat.

Au Siam, les forces démocratiques sont persécutées par le régime réactionnaire soutenu par l'impérialisme américain. Non content d'opprimer les syndicats démocratiques, ce régime suscite des conflits entre les travailleurs de nationalités différentes, pour tenter d'affaiblir l'unité de la classe ouvrière.

L'état-major de Mac Arthur a interdit aux délégués des syndicats démocratiques japonais de quitter le pays pour les empêcher de participer tant au II^e Congrès Syndical Mondial qu'à la Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie. Le gouvernement japonais réactionnaire, soutenu par l'état-major de Mac Arthur, fait appel à la force armée pour étouffer le mouvement ouvrier dans le pays. On emploie contre les ouvriers en grève des mitrailleuses et des tanks américains.

14. En même temps, les agents de l'impérialisme, les dirigeants réactionnaires de l'A.F.L., du C.I.O. américain et du T.U.C. britannique, qui, sur l'ordre de leurs maîtres, s'efforcent de briser le mouvement syndical tant sur le plan national qu'à l'échelle mondiale, accomplissent leur sombre besogne dans le mouvement syndical d'Asie. Avec les réactionnaires de ces pays, ils créent des syndicats dirigés par des éléments policiers et réactionnaires, et essaient de les unifier en une soi-disant Fédération Asiatique du Travail, à l'aide de laquelle ils espèrent étouffer la lutte que mènent les travailleurs d'Asie pour défendre leurs droits vitaux et conquérir leurs libertés démocratiques et leur indépendance nationale.

15. La Conférence appelle les syndicats et les travailleurs des pays d'Asie à lutter pour l'application des principes établis par le II^e Congrès Syndical Mondial de Milan dans sa résolution concernant les pays coloniaux et semi-coloniaux, et tendant notamment :

- à mettre fin au système des colonies, des protectorats et des territoires dépendants en tant que sphères d'exploitation économique ;

- à développer les organisations syndicales dans ces pays sans aucune discrimination de race, de couleur, de nationalité et de religion, et à établir une législation ouvrière assurant la protection des travailleurs ;

- à lutter contre toute discrimination sociale, économique ou politique ; à lutter pour l'application du principe d'un salaire égal pour un travail égal, tant dans l'industrie privée que dans les services publics ;

- à exiger l'abrogation des lois antiouvrières et la suppression du travail forcé dans ces pays ;

- à accentuer toutes les luttes revendicatives en vue de rassembler les masses ouvrières pour l'élévation de leur niveau de vie.

16. Au nom de millions de travailleurs d'Asie, la Conférence proteste résolument contre les persécutions infligées par les impérialistes et leurs agents aux syndicats, aux autres organisations démocratiques, et à leurs dirigeants, dans l'Inde, au Japon, en Iran, au Sud de la Corée, en Birmanie, en Malaisie, en Indonésie et dans d'autres pays opprimés d'Asie.

17. La Conférence exige le rétablissement des libertés démocratiques, et en particulier de la liberté pour les syndicats de ces pays de s'organiser. Elle demande la libération immédiate des militants du mouvement syndical et des combattants de la cause de la libération nationale et des libertés démocratiques. Elle appelle les ouvriers des pays d'Asie à combattre énergiquement les intrigues des agents des capitalistes anglo-américains visant à briser l'unité syndicale, à consolider au contraire cette unité, et à ne pas se laisser tromper par ces traîtres à la classe ouvrière.

18. La Conférence appelle les ouvriers et tous les peuples opprimés d'Asie à résister résolument à l'offensive armée des colonialistes, et à apporter une aide maximum aux patriotes qui soutiennent un dur combat pour défendre l'indépendance et la liberté de leur pays.

Militants ouvriers des pays opprimés d'Asie, vos délégués à la Conférence ont dit comment, lorsque l'action vous devient impossible dans les villes où règne la terreur blanche, vous rejoignez les régions que contrôlent les partisans pour y rallier leurs détachements. Au cours d'une lutte incessante, vous élargissez et renforcez les éléments de la classe ouvrière dans l'ossature et la direction de ces détachements populaires armés. La Conférence salue cette action patriotique, qui montre de manière éloquente quelle voie héroïque ont

choisie les travailleurs pour étendre de plus en plus largement la lutte pour la libération nationale.

19. Ouvriers et travailleurs des pays opprimés d'Asie, vous savez que votre propre libération est inséparable de votre libération nationale. Pour obtenir une amélioration radicale de votre état social et de vos conditions de travail, il est indispensable de conquérir avant tout une véritable indépendance nationale, la démocratie et la liberté pour toutes les masses populaires. Vous devez devenir les combattants les plus dévoués, les plus résolus, les plus conséquents de la cause de la libération nationale. Vous devez faire preuve d'initiative pour grouper autour de vous les larges masses paysannes et les intellectuels, la petite bourgeoisie des villes et la bourgeoisie nationale en butte aux vexations et aux limitations de l'impérialisme et de ses valets ; vous devez créer un front national unique, puissant, pour qu'il mène sous votre direction la lutte contre l'impérialisme et ses agents.

L'Alliance des ouvriers et des paysans est l'une des conditions essentielles de votre succès et ce n'est que lorsque votre lutte sera effectivement soutenue par de larges masses populaires que vous pourrez atteindre votre but, la libération nationale de vos pays et votre propre libération.

20. Ouvriers et ouvrières.

Dans les villes où règne la terreur blanche, appliquez avec adresse et souplesse la tactique de lutte propre à assurer la défense de vos intérêts. Militants ouvriers, vous devez être partout où sont les masses, même dans des syndicats, des organisations, des institutions dirigés par des réactionnaires. Vous devez organiser la lutte journalière des masses pour la défense de leurs intérêts, notamment pour combattre le travail dans des conditions d'esclavage et toute discrimination. Ce faisant, vous préparerez et rassembleriez des forces pour organiser, le moment favorable venu, un large mouvement de masse qui portera un coup décisif aux forces réactionnaires.

21. Travailleurs et travailleuses qui souffrez encore de la persécution et des violences de l'impérialisme, grâce aux luttes victorieuses de libération nationale, et en particulier grâce à la grande victoire du peuple chinois, le mouvement de libération nationale inspiré par ces victoires va inévitablement se développer encore davantage dans un certain nombre de pays d'Asie.

Mais là où les forces de l'impérialisme et de ses agents sont encore très puissantes, elles appliqueront avec un acharnement accru leur politique de terreur sanglante, et essaieront d'anéantir toutes les forces progressistes. C'est pourquoi il faut s'attendre à ce que les conditions dans lesquelles vivent les travailleurs de ces pays et de ces régions deviennent temporairement encore plus difficiles. Mais si, en tenant compte des conditions concrètes dans lesquelles vous vous trouvez, vous utiliserez avec intelligence le contenu de ce manifeste, les coups que vous destinez les éléments réactionnaires manqueront leur but. Vous saurez déjouer leurs pièges et, en fin de compte c'est vous qui, en unissant de larges masses populaires, affaiblirez progressivement vos adversaires. Le moment viendra où vous aurez vous-mêmes créé les conditions de la débâcle définitive des ennemis du peuple, et vous obtiendrez alors votre victoire totale.

22. La Conférence constate que les impérialistes et leurs agents essaient d'organiser un front réactionnaire uni pour mener l'offensive contre les forces de démocratie et de paix dans les pays d'Asie. C'est pourquoi il est indispensable de resserrer les rangs de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés des pays d'Asie, pour résister à l'offensive des forces réactionnaires.

23. La Conférence appelle la classe ouvrière de tous les pays du monde et en particulier celle des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et des Pays-Bas, à exprimer sa vibrante sympathie à ses frères des peuples opprimés, et à leur apporter une aide maximum. C'est là un devoir sacré de solidarité internationale.

24. Travailleurs et travailleuses des pays d'Asie !

Vous n'êtes pas isolés dans votre combat. Vous pouvez compter sur la sympathie fraternelle et l'aide des travailleurs du monde entier. La Fédération Syndicale Mondiale est le sûr défenseur des intérêts des peuples et des travailleurs opprimés d'Asie, et combat pour la cause de la classe ouvrière.

La Conférence vous informe avec satisfaction de la création d'un Bureau de Liaison permanent de la Fédération Syndicale Mondiale en Asie, chargé de développer et de renforcer les liens entre les syndicats des pays d'Asie, et entre les Centrales Syndicales Nationales de ces pays et la Fédération Syndicale Mondiale.

Vivent l'unité, l'amitié et l'entraide fraternelle de la classe ouvrière et de tous les travailleurs d'Asie !

Vive l'unité ouvrière internationale !

Vivent la liberté et l'indépendance de tous les peuples !

La Conférence Syndicale
des Pays d'Asie et d'Australasie.
Pékin, 1^{er} décembre 1949.

Les pays suivants étaient représentés à la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie : Birmanie, Ceylan, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Indes, Indonésie, Iran, Malaisie, Mongolie, Philippines, Siam, U.R.S.S., Viet-Nam.

Discours de Clôture prononcé par Louis Saillant

Secrétaire Général de la Fédération Syndicale Mondiale

Les travaux de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie sont maintenant terminés. J'ai été chargé par le Bureau Exécutif de tirer une première conclusion de ces travaux et ainsi de les clôturer.

Cette Conférence a fonctionné soit en séances plénières, soit en séances de commissions de résolutions et comité de rédaction, du 16 novembre au 1^{er} décembre 1949. Pendant plus de quinze jours, un travail énorme a été accompli. Si nous posons la question suivante : la Conférence a-t-elle rempli son rôle ? Nous pouvons répondre par l'affirmative. Comment a-t-elle rempli ce rôle ? Voici le schéma de ce qu'a fait cette Conférence :

a) Après examen, elle a donné son accord à l'action passée de la F.S.M. concernant l'activité de notre organisation syndicale mondiale relative aux pays d'Asie et d'Extrême-Orient ;

b) Chacun des rapports présentés par les délégations nationales forme une ample documentation sur la situation politique, économique et sociale de la classe ouvrière dans chaque pays d'Asie. Ces rapports sont aussi des analyses sérieuses des expériences passées et en cours de notre mouvement syndical et de la classe ouvrière dans chacun des pays d'Asie. Ils ont permis une vérification des forces réelles du mouvement ouvrier de ces pays ;

c) Après avoir défini le caractère indissoluble de leurs liens avec la F.S.M., vos syndicats ont approuvé la proposition du Bureau Exécutif de la F.S.M. de créer son Bureau de Liaison en Asie. Ce Bureau a été formé. Son organisation intérieure et son travail vont commencer immédiatement ;

d) Les perspectives d'action de notre mouvement syndical ont été tracées, avec la ligne générale des tâches qui incombent à chacune des organisations syndicales. Pour cela ont été adoptés à l'unanimité :

- un Appel aux travailleurs des pays capitalistes : Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, France et Pays-Bas.
- une Résolution qui, sur la base des rapports de chaque délégation, fixe les lignes générales de notre programme.
- un Manifeste aux ouvriers et à tous les travailleurs et travailleuses des pays d'Asie, qui est le document fixant l'orientation de la politique ouvrière et syndicale avec les perspectives d'action dans les pays d'Asie.

Ces quatre grandes tâches que je viens d'énumérer, la Conférence Syndicale des Pays d'Asie les a remplies en songeant à son devoir : celui d'interpréter la volonté des millions de travailleurs et travailleuses au nom desquels elle a parlé.

Jamais dans l'histoire de notre mouvement ouvrier international une telle Conférence n'avait eu lieu. Elle marque l'évolution de nos forces, mais aussi l'état de maturité politique qu'a maintenant atteint notre mouvement ouvrier dans les pays d'Asie. L'action syndicale n'y est pas à son début ; mais on ne peut pas dire qu'il existe, pour tous ces pays, une longue expérience et des traditions syndicales. En conséquence, nous pouvons affirmer que cette Conférence est le point de départ d'une période nouvelle, dans laquelle se manifestera une action d'ensemble, variée mais coordonnée, de tout le mouvement ouvrier sur le plan syndical. Telle est bien l'une des premières conséquences pratiques et concrètes de la Conférence.

Quels sont donc les enseignements que nous pouvons tirer immédiatement des travaux et décisions de la Conférence ?

Le Bureau et le Comité Exécutifs de la F.S.M. dégageront largement et à fond les riches enseignements qui découlent des travaux de la Conférence de Pékin. Ils tireront un très grand profit de l'étude qu'ils feront de tout ce qui a été dit et fait ici. Mais, dès à présent, je crois qu'il m'est possible d'indiquer les leçons essentielles, qui apparaissent avec le plus d'évidence :

1° La F.S.M. et l'ensemble des organisations syndicales dans le monde ne doivent pas sous-estimer l'importance historique des victoires remportées par le peuple chinois sur ses oppresseurs nationaux et étrangers. Nous devons faire une appréciation exacte du rôle essentiel de la classe ouvrière dans la création de la République Populaire de Chine. Nous savons tous, et les adversaires de la classe ouvrière et de son unité le savent aussi, le rôle décisif, parce que dirigeant, du Parti Communiste chinois dans ces grandes conquêtes. Du point de vue strictement syndical, la signification de ces conquêtes est marquée par l'essor considérable de la Fédération Pan-Chinoise du Travail. Les travailleurs du monde doivent en être informés.

2° La Conférence nous a permis de comprendre que le mouvement syndical dans les pays d'Asie va évoluer différemment dans certains pays par rapport à d'autres.

En Chine, en Mongolie, en Corée du Nord, les syndicats vont poursuivre une marche ascendante dans le développement de leur responsabilité économique et sociale au sein de l'Etat dont la direction est mise entre les mains des travailleurs par la démocratie populaire.

Au Viet-Nam, dans le Sud de la Corée, en Indonésie, au Siam, aux Philippines, en Malaisie, les syndicats disposent des possibilités de développer leur influence auprès des travailleurs et de la population, dans l'accentuation de la lutte pour la libération nationale contre le colonialisme et l'impérialisme.

Aux Indes, en Birmanie, à Ceylan, au Pakistan, en Iran et au Japon, les syndicats démocratiques peuvent avoir à faire face à une aggravation des mesures terroristes visant leurs dirigeants et militants. Ils doivent trouver, par l'intensification de la lutte revendicative, les moyens efficaces de maintenir leurs liens avec la masse des travailleurs.

3° La Conférence a établi qu'il fallait avoir une juste compréhension de la nécessité impérieuse, pour le mouvement ouvrier international, de lutter contre l'impérialisme, le colonialisme et les éléments réactionnaires de la bourgeoisie nationale qui, dans les pays d'Asie, sont liés à l'impérialisme.

La Conférence a mis en relief l'état de misère, les conditions d'esclavage dans le travail, le dénuement le plus complet dans lequel vivent les travailleurs et les travailleuses dans les pays opprimés d'Asie. Ce saisissant tableau d'une condition inhumaine entretenue par l'impérialisme, constitue une condamnation des plus formelles des mœurs et procédés des capitalistes à la recherche de profits.

La Conférence a démontré que l'action syndicale réformatrice n'est pas capable d'arracher la classe ouvrière et les populations travailleuses opprimées en Asie à leur état de servitude et de dépendance. L'action syndicale est étroitement liée à la lutte pour la libération et l'indépendance nationales. Une action syndicale réformatrice et bornée ne peut satisfaire aux

exigences de la situation dans les pays d'Asie. Dans certaines circonstances des compromis, des réformes peuvent être utiles, mais ces réformes ne sauraient être que le produit accessoire de la lutte de la classe ouvrière pour des transformations radicales.

Ces transformations radicales de la condition sociale des travailleurs dans les pays d'Asie s'obtiendront grâce aux succès de la lutte pour la libération et l'indépendance nationales. On ne pourra créer la possibilité de ces transformations sociales qu'après avoir évincé l'impérialisme, détruit ses forces, ses méthodes et ses moyens sur les territoires d'Asie où il règne encore.

La réaction nationale et les colonialistes, en dissolvant des organisations syndicales dans quelques pays d'Asie, ont cru pouvoir arrêter l'action unie de la classe ouvrière. Ils ont commis une erreur de jugement. Cette action ne s'arrêtera pas. Ils ont rendu illégales des organisations syndicales et démocratiques. Ils ont donc rendu inévitables des actions illégales de la classe ouvrière, actions qui, nécessairement, sont dirigées par l'avant-garde de cette classe, liée à la masse des travailleurs.

La Conférence a démontré que, si la classe ouvrière a des ennemis : les féodaux, les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie, ceux qui bénéficient des régimes de type fasciste entretenus par les impérialistes américains, britanniques, français et hollandais, cette même classe ouvrière a aussi des alliés.

Ces alliés, ce sont les paysans, les intellectuels et autres éléments progressistes de la population. Ainsi la classe ouvrière et ses syndicats ne sont pas isolés. Et nous ne devons jamais permettre aux tentatives d'isolement de la classe ouvrière de réussir.

Notre mouvement ouvrier et ses syndicats doivent être à la hauteur de leurs tâches immenses. Par certains de leurs aspects, ces tâches sont de véritables luttes héroïques.

Dans les pays opprimés, les travailleurs doivent avoir conscience de ce que peut être un véritable mouvement syndical : la présence des impérialistes est incompatible avec l'existence d'un mouvement syndical national entièrement libre, puisque nationalement le pays n'est pas libre. Les organisations syndicales des pays opprimés ne peuvent être vraiment démocratiques qu'à partir du moment où elles sont fidèles à l'internationalisme prolétarien, et se sont effectivement ralliées à la Fédération Syndicale Mondiale.

En voulant créer une Fédération Asiatique du Travail, les chefs scissionnistes du T.U.C. britannique, du C.I.O. et de l'A.F.L. américains visent à morceler le mouvement ouvrier en Asie. Par le truchement de cette soi-disant Fédération, ils veulent intervenir dans la vie intérieure des syndicats pour les dominer, comme l'impérialisme domine les pays dans lesquels il s'installe. Ces tentatives, de même que la création d'une nouvelle Fédération syndicale internationale à laquelle les dirigeants scissionnistes américains et britanniques procèdent actuellement à Londres, démontrent qu'ils sont en fait le principal soutien social de leurs bourgeoisies nationales respectives et de l'impérialisme dans le monde.

Le chauvinisme métropolitain de ces scissionnistes n'est qu'une manifestation de l'impérialisme au niveau social où se situent les diviseurs américains et britanniques du mouvement ouvrier, qui étalent ainsi leur corruption idéologique.

4° Cette Conférence nous aura enseigné une fois de plus qu'il existe une communauté d'intérêts entre la classe ouvrière de tous les pays. Il y a communauté d'intérêts évidente entre d'une part, la classe ouvrière des pays économiquement évolués, comme les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et la Hollande, dont les gouvernements conduisent des actions impérialistes en Asie, et d'autre part, la classe ouvrière des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Asie, qui joue un rôle dominant dans chacun des mouvements de libération nationale. Il y a entre les classes ouvrières des pays impérialistes et des pays opprimés un front commun de lutte. Et c'est pourquoi un succès de l'impérialisme s'accompagne inévitablement d'une aggravation de la politique réactionnaire dans le pays métropolitain, de même qu'une victoire, même partielle, de la classe ouvrière dans un pays métropolitain entraîne toujours un affaiblissement des colonialistes.

La victoire finale sur l'impérialisme sera remportée grâce à l'existence du front commun de la classe ouvrière de tous les pays. La Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie a affirmé la nécessité de ce front commun. Elle a travaillé dans le sens de son renforcement. Elle va le rendre plus efficace à l'avenir.

Tels sont, chers camarades, les quatre grands enseignements principaux apportés par la Conférence. Ils viennent enrichir considérablement l'expérience de notre mouvement syndical

international et contribuer dans une mesure importante à la consolidation de la F.S.M.

Nous pouvons quitter Pékin et la Chine avec le sentiment d'avoir servi la cause de la paix entre les peuples, celle du socialisme, celle de la classe ouvrière qui accomplit sa mission dans l'histoire de l'humanité.

Des luttes nous attendent encore. Mais nous allons confiants, vers la victoire des peuples opprimés sur leurs oppresseurs ! La Conférence Syndicale Internationale de Pékin a encore accru notre confiance.

Vive la Conférence Syndicale des Pays d'Asie et d'Australasie !

Vive la lutte des peuples pour leur libération nationale !

A bas l'impérialisme !

Vivent l'unité et l'action de la classe ouvrière de tous les pays !

A bas les diviseurs !

Vive la F.S.M., instrument puissant de libération et d'émancipation sociale, aux mains de la classe ouvrière internationale !



C'est à l'unanimité, et au milieu des acclamations des délégués debout, que la Conférence a adopté ses Résolutions, son Appel et son Manifeste à sa séance de clôture.

La famille des Unions Internationales des Syndicats s'agrandit

L'année 1949 a vu un grand travail de formation et d'organisation des Unions Syndicales Internationales par branche d'industrie.

Après trois ans de stagnation et de tentatives infructueuses pour faire démarrer pratiquement, à une échelle véritablement internationale, l'organisation des travailleurs par branches professionnelles, les obstacles ont été surmontés et les Unions Internationales ont commencé à surgir l'une après l'autre.

Le départ des leaders syndicaux scissionnistes de la F.S.M. n'a affaibli ni sa croissance, ni son activité.

En 1949, des syndicats de la République Démocratique Allemande, du Japon, du Chili, de Finlande, de Tunisie et d'autres pays sont entrés dans les rangs de la F.S.M. L'adhésion de nouveaux membres, la croissance cons-

tante des syndicats des pays de Démocratie Populaire et le puissant essor de ceux de la Chine libérée non seulement ont compensé les pertes d'adhérents, mais ont amené un nouvel accroissement de la F.S.M. A fin 1949, elle arrive à un effectif de 72 millions d'adhérents, alors que le chiffre initial de 1945 était de 67 millions.

L'augmentation de l'effectif apporte une puissante confirmation de la vie et de l'activité de la F.S.M., ainsi que de ses liens vivaces avec les masses ouvrières du monde entier.

La fondation des Unions Syndicales Internationales, établies sur la base de l'appartenance à une même branche professionnelle, confère à ces liens un caractère concret.

Avec ces Unions Internationales apparaissent pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical inter-

national de telles organisations unies, rassemblant sous le signe de la profession des masses de nombreux millions de travailleurs des pays les plus divers. Ainsi, l'Union Internationale de l'Enseignement compte 3 millions de membres ; celle des Travailleurs du Textile et de l'Habillement en compte 3.100.000 ; celle des Travailleurs des Industries Métallurgiques et Mécaniques, 7.500.000 ; celle des Travailleurs du Bâtiment et du Bois, 4.700.000 ; celle des Mineurs, 3.300.000 ; l'Union des Travailleurs de l'Alimentation compte 4.200.000 membres.

Les Unions Syndicales Internationales récemment fondées, l'une à Bucarest et l'autre à Varsovie, à savoir celle des Travailleurs des Transports et celle des Travailleurs Agricoles et Forestiers, ne leur cèdent en rien, ni pour le nombre de leurs adhérents ni pour l'importance de leur organisation.

La Conférence Constitutive de l'U.I.S. de l'Agriculture et des Forêts

La Conférence Internationale des Syndicats de l'Agriculture et des Forêts s'est tenue du 15 au 17 décembre dans la capitale de la Pologne Démocratique et Populaire. Trente-trois représentants des syndicats de l'agriculture et des forêts de la République Populaire de Chine, de France, de Roumanie, d'Italie, de Bulgarie, de Hongrie, de la République Démocratique Allemande, de l'Union Soviétique, de Tchécoslovaquie et de Pologne y ont participé.

Ces délégués représentaient officiellement 6.500.000 syndiqués.

Des syndicats de travailleurs agricoles et forestiers de Corée du Nord, des Etats-Unis, des Pays-Bas, d'Albanie, des Iles Hawaï, de Finlande, du Brésil et de l'Argen-

tine ont envoyé à la Conférence des lettres et des télégrammes de salutation. Ces messages souhaitaient à la Conférence des travaux fructueux, soulignaient l'opportunité de la fondation d'une organisation syndicale internationale unie des travailleurs agricoles et forestiers, exprimaient leur solidarité à l'égard des décisions prises par la Conférence et promettaient leur soutien durable à l'organisation.

Un des délégués français avait reçu le mandat de représenter les intérêts des travailleurs agricoles de Tunisie.

Des liens d'amitié et de solidarité entre camarades du même métier, liens invisibles mais stables, unissaient la Conférence aux coins les plus reculés du globe. La Conférence a exprimé la volonté de gens

considérablement plus nombreux que ceux qui y étaient officiellement représentés.

Le camarade B. Gebert, Secrétaire de la F.S.M., a cité un grand nombre de faits témoignant de la nette aggravation des contradictions dans les pays marshallisés, des formes éhontées de l'exploitation capitaliste et de la préparation d'une nouvelle guerre. Il a exposé la honteuse proposition du ministre italien des Affaires étrangères, le comte Sforza, qui a recommandé l'adoption du « système du triangle », dans lequel les pays d'Afrique et d'Amérique Latine fourniraient la terre, les trusts américains le capital, et l'Italie les travailleurs.

Au cours de leurs interventions, les délégués ont tracé des tableaux saisissants de l'esclavage colonial et de l'exploitation capitaliste.



Le Présidium et une partie de la salle de la Conférence Constitutive de l'U. I. S. des Travailleurs de l'Agriculture et des Forêts.

« Dans les grands domaines du Delta du Nil, a dit le camarade délégué M. Carroué, des fillettes de cinq ans ramassent le coton sous le fouet des surveillants. » Le même rapporteur a décrit un « système de recrutement » qui existe encore en Afrique Noire : on propose au travailleur engagé d'apposer son empreinte digitale sur le « contrat », après quoi on l'attache et on l'expédie la corde au cou, à pied, à la plantation, qui se trouve souvent à 5 ou 600 kilomètres, « engagé », selon cette méthode, reste loin de sa famille pendant six mois ou un an, cela dépend des « conditions du contrat ».

Les délégués ont exposé de nombreux exemples de ruine des larges masses populaires des pays marshallisés et de soumission de la politique de ces pays au dollar américain.

En même temps, les délégués ont unanimement souligné l'augmentation continue du bien-être des travailleurs de l'Union Soviétique et des Pays de Démocratie Populaire. Ils ont fait appel au renforcement de l'unité syndicale internationale.

Le brillant exemple de la lutte pour l'unité du peuple chinois, qui s'est débarrassé du joug honteux de l'impérialisme américain et qui construit fraternellement une vie heureuse, a inspiré de nombreux délégués des pays capitalistes.

La tenue de la Conférence dans la capitale de la Démocratie Popu-

laire polonaise, détruite jusqu'à être méconnaissable par les barbares fascistes allemands, et qui se reconstruit avec une étonnante rapidité, ainsi que l'hospitalité des syndicats polonais, organisateurs de la Conférence, ont créé une ambiance extrêmement propice aux travaux des délégués.

« On ne peut rester indifférent en voyant l'irrésistible volonté de tout le peuple à reconstruire, disaient les délégués ; on éprouve le désir de travailler et de coopérer à l'œuvre commune de l'unité syndicale, au travail pacifique d'édification. »

De grandes délégations des organisations syndicales de base des travailleurs agricoles et forestiers de Pologne sont constamment venues assister aux travaux de la Conférence. De nombreuses délégations syndicales sont venues saluer les hôtes étrangers qui y participaient.

C'est avec un grand enthousiasme que les délégués à la Conférence ont adopté la décision de fonder l'U.I.S.T.A.F. La Conférence a accepté à l'unanimité le Règlement intérieur de l'Union et l'Appel à tous les syndicats et travailleurs agricoles et forestiers du monde entier.

Le Comité Administratif qui a été élu est composé comme suit :

1. S. Yatsakova, Pologne ;
2. M. Carroué, France ;
3. I. Bosi, Italie ;
4. I. Vaskov, U.R.S.S. ;

5. M. Taubenheim, Allemagne ;
6. F. Stupka, Tchécoslovaquie ;
7. Yang Tsi Kou, Chine.

Six sièges ont été réservés, au sein du Comité Administratif, aux Fédérations Syndicales nationales qui désireraient par la suite adhérer à l'Union.

Le camarade Yang Tsi Kou (Chine) et le camarade Ilio Bosi (Italie) sont élus respectivement président et secrétaire de l'Union Internationale.

Les camarades S. Yatsakova (Pologne), M. Carroué (France) et I. Vaskov (U.R.S.S.) ont été élus vice-présidents de l'Union.

Le siège de l'U.I.S.T.A.F. a été fixé à Rome (Italie).

En terminant ses travaux, la Conférence a adopté des textes de télégrammes de salutations proposés par divers délégués, à l'adresse du camarade Di Vittorio, Président de la F.S.M., du camarade L. Sallant, Secrétaire Général, du Comité Permanent des Partisans de la Paix à Paris, du Président de la République polonaise, M. B. Bierut, des Syndicats de l'Alimentation et de l'Agriculture des U.S.A., des Syndicats des Travailleurs Agricoles du Brésil, de l'Argentine, de Finlande, de Corée, etc.

Un télégramme de félicitations au camarade J. V. Staline, à l'occasion de son 70^e anniversaire, a été voté avec enthousiasme.

F. ZAITSEV.

La Conférence a envoyé à la F.S.M. le télégramme suivant :

« La Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs de l'Agriculture et des Forêts envoie, au nom de six millions cinq cent mille travailleurs, ses salutations fraternelles et syndicalistes à l'occasion de la constitution de l'Union Internationale des Syndicats des Travail-

leurs de l'Agriculture et des Forêts auprès de la F.S.M. La constitution de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Agriculture et des Forêts est une nouvelle victoire de l'unité et de l'internationalisme prolétarien et un coup porté aux plans des diviseurs du Mouvement Syndical Mondial. Avec l'appui de la F.S.M. et en réalisant ses décisions, l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs de l'Agriculture

et des Forêts renforcera l'unité et la solidarité de la classe ouvrière du monde entier en mobilisant les masses dans la lutte pour la Paix, le Progrès et le Socialisme.

« Vive la Fédération Syndicale Mondiale !

« Vive l'unité syndicale de la classe ouvrière !

« Le Presidium ».

Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs des Transports Terrestres et Aériens

La Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs des Transports terrestres et aériens s'est tenue à Bucarest (Roumanie), au cours de la première moitié de décembre 1949.

La Conférence a eu un grand retentissement dans tout le pays. Le Présidium de la Conférence a reçu plus de 200 télégrammes des travailleurs des fabriques, des usines, des théâtres, des bureaux, etc. Ils y exprimaient la ferme conviction que la nouvelle Union Internationale des Transports mènerait une lutte énergique pour la paix, pour la dénonciation et l'échec des plans criminels des fauteurs d'une nouvelle guerre, pour le renforcement de l'unité de la classe ouvrière du monde entier, pour l'amélioration des conditions économiques et sociales des travailleurs des transports.

55 délégués et 2 observateurs des organisations syndicales de France, de Chine, d'Italie, d'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de la République Démocratique d'Allemagne, de Hongrie et de Bulgarie représentaient 6.007.578 syndiqués des Transports, parmi lesquels 5.231.521 cheminots, 646.057 travailleurs des transports urbains et 130.000 travailleurs des transports aériens.

La délégation des organisations syndicales des travailleurs des transports de Corée du Nord et de Corée du Sud, arrivée le dernier jour de la session, a entièrement ratifié les décisions prises.

Les organisations syndicales des transports d'Australie, de Hollande, de Trieste, d'Albanie et d'autres pays ont envoyé des télé-

grammes à la Conférence, approuvant la fondation de l'Union Internationale et se solidarisant avec les décisions prises.

La Conférence a entendu 15 rapports sur la situation des travailleurs des transports dans les divers pays.

Ces rapports, décrivant la situation des travailleurs d'une seule branche de l'économie, ont démenti par des faits et par des chiffres les sensationnelles déclarations des brasseurs d'affaires du Plan Marshall selon lesquelles tout irait vers la prospérité et le bonheur dans les pays où ce plan est appliqué, tandis que la décadence et la misère approcheraient dans les pays où les peuples ont refusé ces « bienfaites » ressources. Voici quelques exemples tirés des rapports des délégations française et italienne :

Si en 1947 le pouvoir d'achat des cheminots français atteignait 75 %

de celui de 1938, il est tombé en ce moment à 58,5 % ;

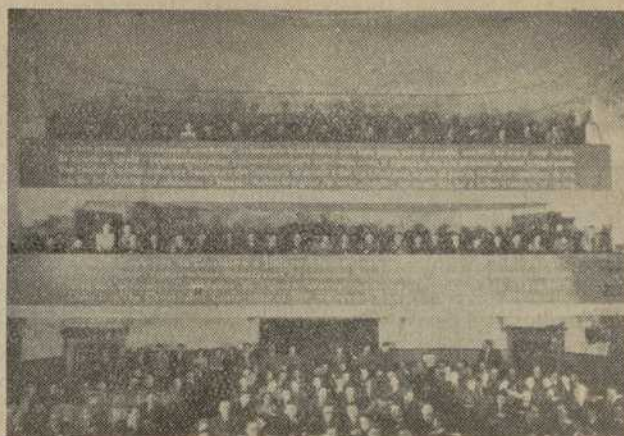
Si en 1947 505.000 personnes étaient employées en France dans les transports ferroviaires, il n'en reste aujourd'hui que 460.000.

Pour 1949 seulement, les recettes du transport des marchandises ont diminué de 23 % et celles du transport des passagers de 13,36 %.

En Italie, le gouvernement diminue le rôle des transports ferroviaires dans le développement de l'économie, et n'utilise pas entièrement le parc des wagons. C'est pourquoi 30.000 wagons demeurent continuellement inutilisés. Ainsi, le gouvernement prépare la réduction du réseau des chemins de fer, ce qui amènera des licenciements de cheminots encore plus nombreux.

Ces exemples montrent que la prospérité des pays marshallisés n'existe que dans la tête de quel-

Un aspect de la Salle pendant la Conférence.



ques ministres et dans les discours impudents des dirigeants des soi-disant « syndicats libres ».

Voici quelques exemples montrant la croissance du bien-être matériel en U.R.S.S. et dans les pays de Démocratie Populaire :

En Roumanie, au cours de 1949, le salaire des travailleurs, par rapport à 1948, a augmenté dans les ateliers de 27,5 %, dans la construction des locomotives de 29,6 %, dans les transports et communications de 35 %.

En Union Soviétique, grâce à une politique conséquente de baisse des prix sur les articles industriels et les produits alimentaires, le salaire réel a plus que doublé par rapport à 1947. Le budget des assurances sociales d'Etat des syndicats des travailleurs des transports ferroviaires, aériens et routiers atteint en 1949 environ 2,5 milliards de roubles : c'est plus du double du budget de 1940.

En Pologne les cheminots ont exécuté le plan triennal de restauration des transports ferroviaires le 1^{er} novembre 1949, c'est-à-dire deux mois avant le délai fixé.

La Conférence a adopté le Règlement Intérieur de l'Union Inter-

nationale élaboré par la Commission ; le nouveau Département Professionnel de la F.S.M. a reçu ainsi un statut régulier.

La naissance de l'Union Internationale a été annoncée par un appel à toutes les organisations syndicales et aux travailleurs des transports terrestres et aériens, qui énonçait ses objectifs et ses tâches.

Un Comité administratif de 11 membres a été élu ; il comprend un représentant de chacun des pays suivants : France, Chine, Italie, U.R.S.S., Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie, République Démocratique d'Allemagne. Il a été réservé un siège aux syndicats d'Afrique, un siège à ceux des pays anglo-saxons et un à ceux des pays d'Amérique Latine.

Ont été élus trois vérificateurs aux comptes, représentant les syndicats de Hongrie, d'Italie et de Bulgarie.

A la fin de ses travaux, la Conférence a envoyé un télégramme de félicitation au camarade J. V. Staline et un autre à la F.S.M.

A. GVOZDEV.

La Conférence a envoyé à la F.S.M. le télégramme suivant :

« Au nom de l'Union Internationale du Transport nouvellement constituée comprenant plus de 6 millions de travailleurs du Transport, hardis militants pour la Paix, nous vous envoyons un chaleureux et fraternel salut. Cette Union Internationale, aux côtés des autres Départements Professionnels, représente une grande victoire des forces démocratiques du monde, un renforcement de l'unité de la classe ouvrière, un nouveau coup contre les scissionnistes attiseurs d'une nouvelle guerre mondiale. Les travailleurs du Transport de tous les pays assurent la F.S.M. que la nouvelle Union Internationale créée sera un puissant appui dans la lutte pour le renforcement de l'unité de la classe ouvrière et pour la défense des droits du peuple travailleur. Nous assurons la Fédération Syndicale Mondiale que nous travaillerons continuellement pour unir tous les travailleurs du transport aérien, routier et ferroviaire de tous les pays en faisant de cette union internationale une organisation de plus en plus puissante.

« Vivent les travailleurs du Transport ferroviaire, aérien et routier, unis sous le drapeau de la F.S.M. !

« Vive l'unité des travailleurs de tous les pays dans leur grande lutte pour la Paix, la Démocratie et le Socialisme ! »

Union Internationale des Syndicats des P.T.T. et de la Radio

Rectification

Dans le compte rendu de la Conférence Constitutive de l'Union Internationale des Syndicats des P.T.T. et de la Radio, publié dans le numéro 7 (novembre 1949) de notre revue, une erreur d'imprimerie a

rendu incomplète la liste des Organisations représentées.

Ont participé à cette Conférence les Fédérations des pays suivants :

Afrique Occidentale Française,

République Démocratique Allemande, Bulgarie, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Tunisie (représentée par le délégué Français).

Le 2^e Congrès des Syndicats de Tchécoslovaquie

Le Congrès ordinaire des Syndicats de Tchécoslovaquie a terminé ses travaux le 15 décembre 1949 à Prague. Plus de 3.000 personnes y ont pris part, dont 2.100 délégués d'organisations syndicales.

Les délégués syndicaux fraternels de 21 pays ont également assisté au Congrès, ainsi que le Président de la Fédération Syndicale Mondiale, le camarade G. Di Vittorio.

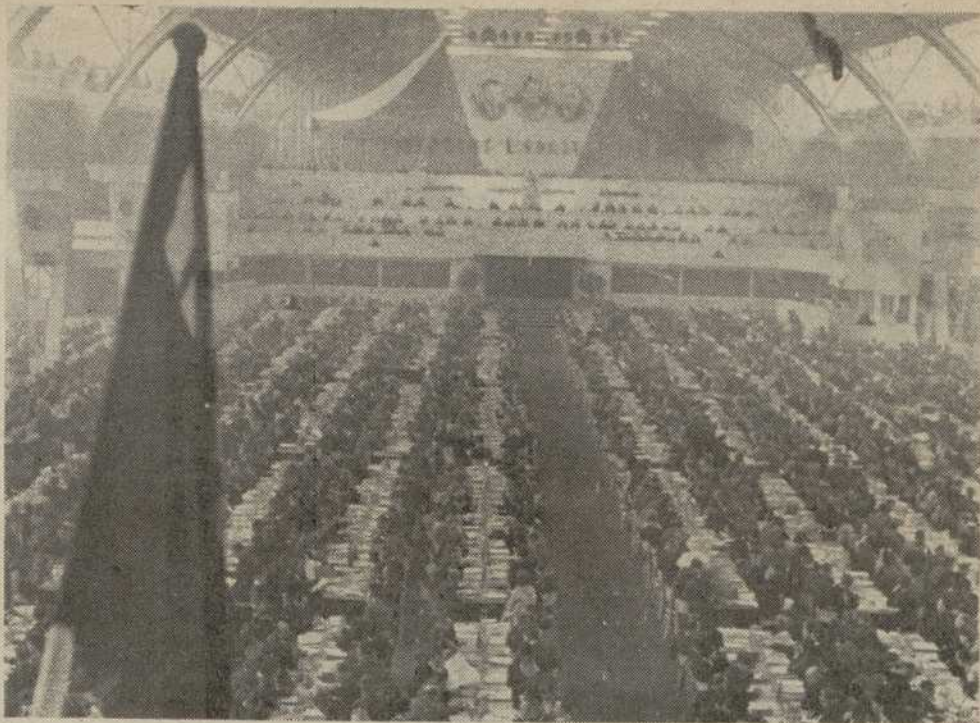
Le rapport du camarade A. Zapotocki

Le camarade A. Zapotocki, Président du Conseil Central des Syndicats, a analysé dans son rapport l'activité syndicale pendant la période écoulée depuis 1946. Il a noté que la réorganisation des syndicats par fédération d'industrie selon le principe vertical, les a encore renforcés, que leur autorité s'est accrue dans la vie sociale comme

dans la vie professionnelle et que le nombre de leurs adhérents a passé de 1.600.000 à 3 millions.

Les syndicats de Tchécoslovaquie mènent une grande activité visant à renforcer le mouvement ouvrier international et son état-major, la Fédération Syndicale Mondiale. La participation de nombreuses délégations fraternelles de divers pays aux travaux du Congrès témoigne des liens étroits des syndicats tchécoslovaques avec les syndicats des

La salle du 2^e Congrès
des Syndicats Tchécoslovaques.



autres pays. Le camarade A. Zapotocki a souligné ensuite que les syndicats de Tchécoslovaquie sont absolument indépendants de tout parti politique, mais qu'ils ne sont pas neutres et qu'ils participent activement à l'édification d'une nouvelle société socialiste.

En ce qui concerne les salaires, les organisations syndicales se conforment au principe socialiste : « A chacun selon son travail et ses services ».

Conformément à la juste politique d'utilisation des femmes dans l'économie et de leur participation au mouvement syndical, leur rôle s'est étendu et leur nombre y a quadruplé.

Depuis l'époque du I^{er} Congrès, une notable amélioration des conditions matérielles et culturelles de vie s'est manifestée, grâce aux énormes efforts des travailleurs pour réaliser les plans de développement de l'économie tchécoslovaque.

Les tâches des syndicats doivent être centrées sur une nouvelle consolidation des organisations syndicales, sur l'amélioration de la vie des travailleurs et des conditions de travail, sur la réalisation et le dépassement des plans économiques. Pour remplir ces tâches, il est indispensable de développer davantage encore la critique et l'autocritique.

Intervention du camarade G. di Vittorio

Président de la F.S.M.

Giuseppe Di Vittorio, Président de la F.S.M., a salué le Congrès au nom des 72 millions de membres de la Fédération Syndicale Mondiale et au nom des syndicats italiens.

« La F.S.M., a-t-il déclaré, vous souhaite de suivre avec succès la voie que vous vous êtes tracée, et dans laquelle vous avez déjà obtenu de si beaux résultats, améliorant les conditions de vie, tant matérielles que culturelles, des travailleurs.

« Les travailleurs du monde entier sont convaincus de votre victoire finale, car ils savent qu'elle repose sur votre union fraternelle avec l'U.R.S.S., guidée par le grand Staline, le dirigeant du prolétariat international. Cette voie est celle de la libération des travailleurs et de l'anéantissement du capitalisme. La route qui mène au socialisme est si évidente que les impérialistes recourent aux moyens les plus infâmes et cherchent à semer la discorde dans les rangs du prolétariat international. Malgré les tentatives des impérialistes, malgré les efforts des dirigeants de certains syndicats, qui se sont mis au service des capitalistes, et en dépit de la récente conférence de l'« Internationale Jaune » fondée à Londres,

la F.S.M. mène chaque jour avec plus de force et de décision la lutte pour la défense de la paix, cette lutte qui est la forme la plus efficace de la défense des intérêts des travailleurs du monde entier. »

En terminant ses travaux, le Congrès a élu les 120 membres du Conseil Central des syndicats de Tchécoslovaquie.

Le camarade A. Zapotocki en a été réélu Président et le camarade E. Erban Secrétaire Général.

Les délégués syndicaux de divers pays qui ont assisté au Congrès ont adressé aux syndicats de Tchécoslovaquie la lettre suivante :

AU MOUVEMENT SYNDICAL REVOLUTIONNAIRE

PRAGUE.

Nous, les délégués des Syndicats des pays étrangers qui avons eu la joie d'assister au II^e Congrès de votre Mouvement Syndical Révolutionnaire à titre fraternel, éprouvons le besoin de vous exprimer nos remerciements les plus chaleureux et notre reconnaissance pour l'accueil très amical et fraternel que vous nous avez réservé.

Votre Congrès a été vraiment un grand Congrès de toute la classe ouvrière tchécoslovaque. Nous avons admiré son organisation parfaite, ainsi que le contenu à la fois

concret et élevé des rapports présentés et des discussions, les uns et les autres si riches d'enseignements précieux pour nous tous.

Votre grand Congrès a discuté les problèmes fondamentaux de votre peuple travailleur, en se basant sur la consolidation de l'unité magnifique de tous les travailleurs tchécoslovaques, que vous avez déjà réalisée dans votre U.R.O., ainsi que sur le développement de la productivité du travail par l'émulation socialiste, en vue d'améliorer toujours davantage le niveau de vie économique et culturel des travailleurs et d'accélérer l'édification du socialisme dans votre pays. La façon critique et autocritique avec laquelle les différentes questions ont été posées et discutées par le Congrès et l'élan unanime pour l'accomplissement et le dépassement de votre plan quinquennal, clairement exprimé aussi bien par les congressistes que par les délégations des usines des différentes industries et régions, nous donnent la certitude absolue que vous remporterez d'autres victoires éclatantes et que vous réaliserez vos buts.

Nous avons pu constater que vous avez déjà obtenu des résultats très importants dans l'organisation de l'économie nouvelle, ainsi que dans le développement de la production et l'amélioration constante du niveau de vie des travailleurs sous tous les aspects essentiels, à savoir : élévation des salaires réels, développement des cantines d'usines,

des assurances sociales, de l'organisation des loisirs de masse, etc. Ces premiers résultats nous donnent la mesure de ceux encore plus grands et décisifs que vous obtiendrez dans le proche avenir, en accomplissant les tâches fixées par votre Congrès.

Nous vous félicitons, camarades tchécoslovaques, et nous vous remercions de ces résultats, car chacune de vos victoires dans l'édification de la nouvelle société socialiste constitue un appui puissant aux travailleurs des pays capitalistes qui souffrent de l'exploitation impitoyable du patronat, du chômage, de la misère et même de la famine, et qui luttent pour améliorer leur sort et conquérir, eux aussi, leur affranchissement des chaînes du capital.

En même temps, nous avons pu constater combien votre peuple est fier de la liberté conquise, combien il est joyeux de s'être libéré de l'exploitation du capitalisme et des grands propriétaires fonciers, combien il est heureux d'être devenu le maître de son destin et avec quel enthousiasme les ouvriers, les paysans, les techniciens et les employés participent à la construction du socialisme.

Nous avons constaté que le peuple tchécoslovaque sent une sympathie profonde et un amour chaleureux pour le peuple soviétique ainsi que pour le guide aimé et maître des travailleurs du monde

entier, Staline, artisans de la libération de l'Europe de la tyrannie sanglante du fascisme et défenseurs acharnés et conséquents de la paix du monde.

Par ces constatations, nous avons pu mieux apprécier combien sont éhontées les calomnies que la presse réactionnaire et la radio des pays capitalistes répandent contre votre pays, votre peuple et votre gouvernement. De retour dans nos pays respectifs, nous propagerons la vérité sur la situation de votre pays, sur les grands progrès que vous avez réalisés et sur les magnifiques perspectives de développement croissant qui vous sont largement ouvertes et nous travaillerons pour le renforcement des liens de solidarité entre les syndicats de tous les pays et pour la défense la plus vigoureuse de la paix.

Nous souhaitons les plus grands succès à la Tchécoslovaquie démocratique et populaire.

Honneur et gloire à la jeune République tchécoslovaque et à son Président Clément Gottwald !

Honneur et gloire au Mouvement Syndical Révolutionnaire tchécoslovaque et à son président Antonín Zapotocký !

Vive le peuple travailleur tchécoslovaque !

Prague, le 15-12-1945.

(Suivent les signatures de 58 délégués fraternels de 21 pays.)

« Notre Conférence Syndicale s'est réunie, suivant la volonté et le désir des ouvriers des pays d'Asie, pour examiner les moyens de consolider les liens entre les syndicats des pays d'Asie et entre ces syndicats et le mouvement ouvrier international, et pour étudier un problème qui suscite une grande émotion chez les travailleurs de nos pays : comment supprimer le joug et l'exploitation impérialistes et atteindre à une indépendance nationale véritable, et aux libertés démocratiques des masses populaires ; comment améliorer les conditions de vie des travailleurs et trouver le chemin d'une libération totale. »

*Manifeste de la Conférence Syndicale des Pays d'Asie
et d'Australasie aux ouvriers et à tous les travailleurs
de ces pays.*

Le Gérant : Louis SAILLANT



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imprimerie AVOUKA 3, rue des Cloys - PARIS (18)